

Carré rouge



Après le 29 mai, C. Jérémie, A. Séguret,
M. Rebuschi, L. Cavelier, F. Chesnais, Y. Bonin,
F. Pinson, J. Assoun

**Des contributions à l'analyse du
TCE...** par Christian Laval et Claude Serfati

...et sur la Dette publique, par Alain Bihr

**Argentine: interview de Beto
Piannelli, du métro de Buenos Aires**, par
Jean Puyade

**Bolivie: guerre pour le contrôle des
ressources naturelles et radicalisation
de la lutte des classes**, par Ciro Tappeste

**Les élections législatives du 5 mai au
Royaume-Uni: résultats et perspectives**,
Mark Phibbs

« Pays de malheur ! », lecture de S. Holder

33

JUIN 2005 - N° 33 - TRIMESTRIEL - 5 EUROS

Le socialisme est le seul but qu'une intelligence contemporaine puisse s'assigner.
(Siniavsky devant ses juges)

La passion démocratique

Deux rendez-vous électoraux majeurs étaient inscrits sur l'agenda international de l'hiver et du printemps : le premier, la réélection de Georges W. Bush, s'est soldé par une cuisante défaite de la classe ouvrière et de la jeunesse nord-américaines. Ce second mandat obtenu alors que la guerre contre le peuple irakien fait rage, la lutte contre le « terrorisme international » érigée par la Maison Blanche en véritable stratégie d'ensauvagement de la planète a marqué la victoire de la fraction la plus réactionnaire de l'impérialisme le plus puissant du monde. C'est peu dire que la réélection du président américain constitue, au-delà des États-Unis, une menace directe contre l'Amérique Latine, l'Asie, et bien sûr tous les peuples de la route du pétrole, du Proche et Moyen-Orient aux pays de l'ex-URSS...

Le second rendez-vous était fixé lors du référendum français sur le Traité Constitutionnel européen. Nombreux étaient les militants européens des pays où le traité avait été plébiscité, droite et gauche unies, par leurs parlements, qui plaçaient leurs ultimes espoirs dans les électeurs français ; conscients de l'enjeu, tous les chefs d'États européens en exercice sont directement intervenus dans la campagne électorale, pour le oui. Pas seulement. De passage à Washington, Michel Barnier (alors ministre des Affaires Étrangères, ancien commissaire

Bruxellois) était à sa grande surprise invité par Georges Bush qui lui signifiait, avec force, son soutien à Chirac, exprimant publiquement l'espoir que le scrutin serait un succès. De fait, la dictature constitutionnalisée, judiciairisée dans les vingt-cinq pays de l'UE des « fonds de pension » exigeait la ratification du Traité constitutionnel. Comme en 1992, lors du traité de Maastricht, il fallait à tout prix que le suffrage universel bénisse « pour 50 ans » assurait Giscard, ces épousailles libérales. L'Église de France, tout comme François Chérèque, s'engageait dans la bataille. La place de la France, pays fondateur de l'UE, sa relation stratégique privilégiée avec l'Allemagne, le rôle joué depuis 1983 par les gouvernants tricolores, droite et gauche confondues dans la « construction européenne » faisaient de ce scrutin une question politique internationale majeure. Jacques Delors, Simone Veil, Elisabeth Guigou, Pascal Lamy, V. Giscard d'Estaing et son valet de chambre Pierre Moscovici, pour ne citer que les plus connus, ont fait don de leur personne à cette folle entreprise. Tous les anciens premiers ministres vivants de la V^e République, exceptés Pierre Messmer et Laurent Fabius, tous les éditorialistes (presse, radio, télé) sont montés en première ligne. Il faut remonter à la Première Guerre mondiale pour retrouver une Union Sacrée aussi déterminée. Une telle force de frappe.

L'échec est à la mesure des efforts, des moyens déployés.

UNE VICTOIRE RELEVANT DE LA LUTTE DES CLASSES

Nombre d'observateurs ont qualifié les 55 % du 29 mai de « Tsunami » ou de « Mai 68 électoral ». C'est inexact. Nulle surprise dans ce résultat sinon son ampleur. L'examen critique du texte inauguré au sein du PS, puis d'ATTAC, de la CGT, dans les organisations syndicales relayées par une grande partie de l'extrême gauche et le PCF s'est transformé en une formidable mobilisation ; un débat-combat de près de dix mois s'est mené, décorquant le traité, éclairant ses formules les plus abscondes (!) pour populariser la signification de cette machine de guerre anti-ouvrière, anti-démocratique, dessaisissant les peuples du droit d'écrire leur avenir. Cette politisation a gagné en profondeur le pays, les secteurs clefs du salariat, des chômeurs, de la jeunesse. Rarement débat (d'un abord pourtant difficile) aura été aussi vivant, créatif, partagé, relayé, démultiplié de villes en villages, d'entreprises privées en service public, mêlant générations, métiers, situations, bousculant les habitudes et les conformismes... D'anciens militants déçus, trahis, sont revenus dans les réunions, passionnées, passionnantes. Ceux qui, très nombreux, ne croyaient plus à l'action politique se sont avec prudence fait violence. Des jeunes, nombreux, se sont engagés. Grévistes et manifestants ont, au fur et à mesure du travail d'explication, souvent intégré le « non » à leurs revendications, comme les marins de Marseille, les salariés du textile, de Nestlé, les postiers, les chercheurs, bien sûr les lycéens.

Les travailleurs établissaient ainsi le lien entre particulier et général, la délocalisation de l'usine et la signification du libéralisme, les licenciements boursiers et une société dont le moteur serait « la concurrence libre et non faussée ». Ce rapport entre le sens du texte et l'expérience partagée de la réalité économique et sociale a joué un rôle déterminant, donnant à la lutte des classes son sens, ses lettres de noblesse, permettant à des millions de femmes, d'hommes, de réfléchir à des mécanismes économiques, sociaux, qu'on leur présentait comme « normaux ». Les luttes peuvent aboutir d'autant plus lorsqu'elles participent à la compréhension générale de la barbarie capitaliste. C'est de surcroît la condition sine qua non, à une authentique alternative.

Le « non » s'est enraciné, produit d'un travail de masse, bénévole, militant ; salariés et jeunes utilisant les arguments proposés par les animateurs de la campagne nationale enrichissant la critique, élaborant dans les comités du « Non », collectivement ou individuellement, sur le net leur propre matériel (tracts, affiches). Toute l'expérience issue des luttes des classes depuis 1995 comme les enseignements et les réflexions accumulées depuis Maastricht ont débouché à cette occasion. « *La victoire du non relève de la lutte des classes* » titre sur six colonnes *Le Figaro* dans une passionnante interview d'un consultant du patronat, Bernard Brunhes, le 2 juin. C'est bien vu. C'est plus qu'un vote de classe. C'est une dynamique politique du salariat. Cette incroyable mobilisation populaire plaçant au cœur des discussions l'idée d'une « Europe anti-libérale » n'a jamais fait appel à des sentiments xénophobes ou racistes. Les salariés français ne se sont pas opposés aux travailleurs « roumains, polonais ou hongrois ». Au contraire.

Ils ont consciemment refusé que les salariés des pays entrants, surexploités, soient utilisés comme arme de destruction massive contre ceux des pays qui ont arraché un certain nombre de droits ou de garanties, aujourd'hui menacés... L'adoption du Traité aurait amplifié ce qui existe déjà ici et là, mais à l'échelle du continent et de manière systématique : la mise en concurrence des salariés les moins payés, contre les autres, au seul profit du capital ! Cette guerre entre salariés, à coup sûr, est source de xénophobie, de racisme et de nationalisme.

Lorsqu'on compare la carte électorale du 30 mai à celle de l'élection présidentielle de 1981, on constate une accentuation du clivage de classes. Les ouvriers, les employés, les paysans, les chômeurs, ont été plus nombreux, plus déterminés à voter « Non », qu'ils l'avaient été à l'époque pour F. Mitterrand. Autrement dit le « Non », perçu comme un acte anti-capitaliste, a recyclé (ce que l'union de la gauche a enfanté de pire en trahissant le salariat) une partie du vote ouvrier qui se portait par désespoir, écoëurement, souffrance sociale, sur le Front National. Je ne prétends pas que ce constat épuise la question du Front National, mais il indique une piste pour le régler... Quand les salariés se battent sur leur terrain (et le terrain référendaire n'était pas le plus évident) la vermine Front National peut reculer, voire disparaître des secteurs du salariat où il s'est implanté.

LA CRISE POLITIQUE EN FRANCE

Bref, pour ces raisons et quelques autres que nous allons évoquer, le résultat constitue une cinglante défaite politique de la bourgeoisie française,

avec comme conséquence directe un début de mobilisation politique des peuples d'Europe. Après la Hollande, les opinions publiques ouvrières, dans les pays où l'expression du suffrage universel a été interdite, s'interrogent. Ailleurs, au Luxembourg (!), au Danemark, en Pologne, en Tchéquie, la discussion politique se développe, le rejet se profile, intégrant les débats et les résultats de Paris et d'Amsterdam. Voilà pourquoi bien sûr Tony Blair propose d'ajourner (d'enterrer) le processus de ratification, notamment dans les pays où ce sont les électeurs qui tranchent, non les parlements.

Est-ce à dire que soit acquise la défaite de la bourgeoisie européenne dans ses différentes composantes [1] suite à l'affaiblissement de l'édifice constitutionnel européen qui le fait vaciller tout entier ? N'allons pas trop vite en besogne, même si certains ministres en Allemagne ou en Italie osent briser le tabou de l'euro ! La cohérence européenne fixant pour chaque gouvernement sa feuille de route se lézarde. L'unité de commandement européen souffre aussi des fins de règne de Schröder, Berlusconi, de la fragilité du Premier ministre britannique, sans oublier l'agonisant Jacques Chirac ! Ce qui est sûr, c'est que s'ouvre en France une situation politique originale, inédite depuis 1958. Denis Jeambar, éditorialiste de l'Express analyse avec intelligence et finesse la crise, selon lui en phase terminale, de la V^e République. Nous reproduisons ci-contre l'article en totalité.

Je suggère à nos lecteurs d'intégrer cette pertinente analyse, mais de raison garder. Certes, depuis la brève période de Mai 1968 (« fuite de De Gaulle à Baden Baden ») où le pouvoir était « à prendre », nous n'avons jamais connu un tel rejet du pouvoir, président, gouvernement, parlement

compris. Fait nouveau, une fraction significative de la bourgeoisie (UDF, adversaires de Nicolas Sarkozy à l'UMP, éléments du Parti Socialiste... et du MEDEF), bref des secteurs représentatifs du capital considèrent que sans Bonaparte efficient, usée, la V^e République est une forme de domination devenue à la fois inefficace et

finalement **trop dangereuse** pour maintenir l'ordre de la propriété privée. Dans ce cas, ils peuvent prendre des initiatives qui, volontairement ou non, accélèrent la chute du système, recoupant, sur une brève séquence, l'aspiration générale des salariés à en finir avec cette prétendue république. D'autant que l'improbable duo gou-

CITROUILLE MURE

Tout va si vite aujourd'hui qu'on ne laisse plus à ceux qui sont à la barre le temps de gagner ou de perdre la partie engagée. Le nouveau Premier ministre, Dominique de Villepin, s'est placé de lui-même sous la contrainte de ce tempo endiablé en se donnant, dès sa première intervention, cent jours pour engranger de premiers résultats sur le front du chômage. Cent jours dont il faut espérer qu'ils ne ressembleront pas aux tragiques Cent-Jours de Napoléon, auquel le nouveau chef du gouvernement consacra un livre ! Il nous faut donc croire au miracle. Dieu fasse qu'il ait lieu et que Jacques Chirac, après dix années d'échecs répétés, ait, enfin, déniché le thaumaturge de l'emploi en France. Le nouveau chef du gouvernement y trouverait un destin à la Pompidou, mais le combat douteux dans lequel il s'engage pourrait tout aussi bien lui réserver le sort d'un Couve de Murville, ultime Premier ministre du général de Gaulle avant la chute. Le chef de l'État a refusé de jouer à quitte ou double le destin de sa présidence dans le référendum sur la Constitution. Ce gouvernement est sa dernière chance pour ne pas sortir par la petite porte ou pour éviter de finir dans un désordre wagnérien qui verrait la France sociale descendre dans la rue, contre la France des élites. Rude tâche ! Du fait, d'abord, des inclinations du pays, toujours si ressemblant à ce que Chateaubriand en disait dans les Mémoires d'outre-tombe : « *Qui prévoirait l'esprit français, les étranges bonds et écarts de sa mobilité ? Qui pourrait comprendre comment ses exécutions et ses engouements, ses malédictions et ses bénédictions se transmutent sans raison apparente ? Qui saurait deviner et expliquer comment il adore et déteste tour à tour, comment il dérive d'un système politique, comment, la liberté à la bouche et le servage au cœur, il croit le matin à une vérité et il est persuadé le soir d'une vérité contraire ?* » Il se pourrait bien que ce peuple ait signifié dans les urnes européennes le terme de l'aventure chiraquienne. Fin de partie ? Si c'est le cas, le flamboiement du nouveau chef du gouvernement finira en torche et le pays, dans le caniveau. Rude tâche, ensuite, car ce nouveau pouvoir ressemble à un marigot de crocodiles. Certes, faite de rivalités, la politique peut-elle sérieusement être efficace quand la haine enrage ses acteurs ? Or cette dernière est au cœur de la pantomime que nous jouent MM. Chirac, Villepin et Sarkozy, lancés dans une cohabitation à trois empoisonnée par les dissensions sur le fond et polluée par la suspicion et l'exécration. L'hypocrisie suinte par tous les pores de ce gouvernement. De belles paroles ne suffiront pas pour amener le peuple à applaudir une comédie des erreurs. L'insurrection du non dans les urnes a révélé son exaspération. Si ce trio improbable, où l'on se ménage, se haït et ne songe qu'à tuer l'autre, ne convainc pas très vite, les Français perdront rapidement patience. Comme l'écrivait François Mauriac [2], le 23 avril 1958, dans les sinistres craquements de la IV^e République : « *La crise est là, comme une grosse citrouille pas mûre .* » En mai 1958, la citrouille explosa.

vernemental annonce un affrontement meurtrier entre le Premier ministre et son ministre d'État, chef de l'UMP. C'est le schéma classique d'une crise de régime : « en haut » on ne peut plus. L'hypothèse est sérieuse. Restons cependant prudents : que de fois avons-nous présenté les développements politiques comme inévitables alors qu'ils n'étaient que possibles... La tendance des révolutionnaires à annoncer l'imminence de la crise de régime (voire de la révolution !) ressemble aux illusions des voyageurs mourant de soif dans le désert, apercevant des oasis qui s'éloignent plus on s'en approche...

Au lendemain du 29 mai, gravité et inquiétude dominant. Confusément, dans toutes les classes de la société, au premier chef parmi les salariés, chemine une question : Comment transformer la victoire ? Après la défaite des partisans du libéralisme, que faire pour mettre en œuvre une politique qui supprime le chômage, la précarité, la pauvreté, crée des emplois qualifiés, payés, garantisse la sécurité sociale, le système des retraites ?

Comment briser le cycle de la « concurrence libre et non faussée », moteur ultra-performant du système capitaliste, qui massacre générations, peuples, pays, jusqu'à menacer l'équilibre des ressources naturelles, l'écologie de la planète. Bref, comment passer du « Non » au « Oui ».

L'ISSUE N'EST

PAS SIMPLE

Les problèmes soulevés par la victoire du « Non » sont, en Europe et en France, de cette nature. Le pays s'interroge d'autant plus, avec gravité, densité, que les instruments traditionnels, historiques, dont il disposait pour organiser une alternative sont

(tant mieux !) fracassés. Le PS est fondamentalement divisé. Certes, l'appareil fera tout, psalmodiant « Unité ! Unité ! », pour se ressaisir, bricoler une « synthèse », mais le mal est fait. Sur ce point, Jospin avait raison : les « oui » sont compatibles entre eux. À l'inverse, surtout dans le même parti, les partisans du Traité et ses adversaires ne le sont plus... Cette situation facilite l'action des militants et des salariés, **et en même temps, contradictoirement, la complexe**. La peur du vide politique existe. **N'oublions pas qu'au bout du bout, les salariés français (et aussi les militants) ont contracté depuis des décennies la confortable habitude que les appareils leur offrent une solution gouvernementale « clefs en mains ».** La majorité l'acceptait, la minorité critiquait, mais nul n'intervenait activement, directement dans cette alternance. Nombreux sont ceux, au terme de cette campagne, qui commencent à comprendre que cette situation est terminée. Un PCF historiquement disqualifié, une extrême gauche qui en est toujours à jouer la petite musique de « la gauche de la gauche », des directions confédérales tétanisées par la collaboration qu'elles ont apportée, depuis des décennies, aux gouvernements comme à la « construction européenne », donc des secrétaires généraux déstabilisés, eux aussi, par la vague du « Non », autant d'éléments qui expliquent la nécessaire réflexion politique et syndicale des salariés.

C'est dire que la réponse ne réside ni dans une incantation programmatique artificielle (exemple, la classique déclinaison du programme de Transition écrit... à la veille de la Seconde Guerre mondiale), ni dans la sempiternelle annonce du célèbre, du fameux « troisième tour social ». Prenons garde : les idéologues de bistrot,

les stratèges de sous-préfecture vont encore frapper. **En clair, la solution ne réside pas dans une technique politique.** Cette fois, les salariés doivent, s'ils veulent aboutir, s'orienter sur l'idée qu'ils **doivent eux-mêmes prendre des initiatives majeures**, celles qui déboucheront sur un gouvernement à eux, tirant les conséquences anti-capitalistes du rejet du Traité libéral. La participation active, multiple, des militants par milliers, des salariés par millions, à la victoire, permet-elle d'atteindre cet objectif, de produire ce formidable effort ? C'est une question qu'il faut poser aux intéressés.

Le point à partir duquel il faut probablement réfléchir, c'est la richesse des expériences accumulées dans le combat contre l'appareil d'État, le pouvoir médiatique, les partis gouvernementaux. À l'origine, l'action de quelques milliers de militants analysant le traité, en faisant partager les conclusions à d'autres et à d'autres encore, ont *in fine* été capables de créer une chaîne démocratique, politique, **inaugurant un début de processus d'auto-organisation de millions de salariés.** Les militants d'ATTAC, de SUD, d'extrême gauche, du PS, de la CGT, du PCF se retrouvant souvent (mais pas tous) dans des comités unitaires où ils ont fait vivre une démocratie politique permettant l'action électorale et nourrissant les luttes. **C'est un formidable acquis : « Cette fois ça a marché ! ».** Ce début d'auto-organisation peut maintenant, peut-être, prendre en charge un travail d'auto-émancipation. Car si les luttes des classes vont naturellement se développer, en tant que telles, elles ne peuvent apporter une solution d'ensemble face à l'ampleur de la crise européenne et française du système capitaliste. Il faut faire fond sur l'audace démocratique : militants, salariés ne doivent

rien céder aux sommets : ils doivent tenter de garder la maîtrise de l'élaboration et de l'action. Devenir les acteurs majeurs, abandonner toute attitude passive.

L'arme qui a permis de battre les puissantes armées du « Oui », c'est la démocratie de masse, illustrant le très actuel mot d'ordre de la Première internationale : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Donc, priorité au débat démocratique, à l'écoute, à l'échange. L'ampleur des tâches anti-capitalistes à décrypter, à accomplir exige que la société s'insurge démocratiquement. Que les salariés, par leurs propres forces et ressources, s'affirment, s'érigent en maîtres. Évidemment, aucune baguette magique ne réglera ces problèmes. C'est dire que l'auteur de ces lignes ne croit pas à des lendemains heureux rapides, à d'imminentes victoires. Il faut prendre le temps de labourer, de semer. Je crois à la capacité du peuple français, entraîné par le moteur politique du salariat et de la jeunesse, à renouer avec le meilleur de son histoire : **la passion révolutionnaire démocratique.** Toute lutte politique anti-capitaliste sérieuse, dans un pays européen, résonnera dorénavant dans tous les autres. Ainsi, après les « non » français et hollandais, les responsables de l'ex-PC d'Allemagne de l'Est (PDS) et le petit parti issu d'une scission du SPD, le WASG récemment rejoint par Oscar Lafontaine, envisagent sérieusement de mener campagne ensemble aux prochaines élections. D'emblée, ils sont crédités de très bons sondages parmi les électeurs socialistes... Pour la première fois depuis la Libération, les salariés allemands ne seront plus condamnés à choisir entre l'abstention qui profite à la CDU-CSU, ou le chantage au vote

SPD qui mène actuellement une politique plus réactionnaire que Chirac ! Ce qui se passe en Allemagne et qui gagnera, d'une manière ou d'une autre, le continent, a été inauguré en France le 21 avril 2002, puis conforté le 29 mai dernier... Et ce n'est en définitive rien d'autre, sur les décombres du stalinisme et la crise ouverte de la social-démocratie, que le processus (tant attendu) qui s'amplifie : celui de la construction d'un nouveau mouvement ouvrier.

AU PS : ALTERNANCE

POLITIQUE, OUI !

ALTERNATIVE

AU CAPITALISME NON !

Pour revenir à la situation française, disons pour être simple que tous ceux qui tenteront de s'opposer à la puissance démocratique issue du 29 mai feront face à de sérieuses difficultés... Arrêtons-nous sur le Parti Socialiste, au cœur de cet éclatement. Lorsque Lionel Jospin décide de s'engager aux côtés de Chirac, Giscard, Hollande, DSK, Lang, etc., il choisit de s'exprimer d'abord devant les cadres rassemblés lors d'une « fête » commémorant le centenaire du parti créé par Jean Jaurès et Jules Guesde, la SFIO. D'emblée, il attaque frontalement les socialistes qui ont rompu la discipline en s'expliquant, non sur la forme (les sanctions contre Dolez, Emmanuelli, Mélenchon, Fabius) mais sur le fond : le tournant brutal de 1983. Le jour où François Mitterrand et le premier secrétaire décident de choisir l'Europe « le grand large » contre l'idée de la « rupture avec le capitalisme » au centre de toute l'action du Parti Socialiste fondé à Epinay, résumée par la formule « *Le socialisme une idée qui fait son chemin* ». Non seulement les quelques engagements progressistes

du programme commun sont abandonnés, mais Président, Premier ministre et premier secrétaire socialiste engagent alors un terrible plan d'austérité contre les travailleurs, comme jamais Pompidou, Giscard, n'étaient parvenus à l'imposer, **en désin-dexant les salaires.** Dorénavant la hausse des prix et des services ne sera plus compensée !

Devant l'émoi provoqué par cette attaque, sans précédent... depuis les décrets-lois de Laval, amputant le pouvoir d'achat des salariés, transférant au capital les gains de productivité, engageant à la hache les « restructurations industrielles » avec son cortège de centaines de milliers de chômeurs, Lionel Jospin, premier secrétaire pendant cette époque critique du tournant de 2003, proclame qu'il s'agit d'une simple « parenthèse ». En clair, dès que la situation économique, financière, sera stabilisée, l'effort exceptionnel ne se justifiant plus, la parenthèse sera refermée au profit des salariés...

Elle ne le fut jamais. La construction européenne libérale menée par les gouvernements Fabius, Rocard, Cresson, Bérégovoy, puis Jospin avec Chirac président, ont traduit en lois nationales les directives les plus dévastatrices de la commission européenne saccageant la cohésion sociale, ajoutant la précarité à la pauvreté, la répression policière, le racisme, le désespoir à l'insécurité de millions d'exploités. L'Europe libérale est devenue la stratégie du Parti Socialiste, contre le socialisme.

S'exprimant devant les socialistes à la « fête du centenaire », l'actif-retraité Jospin réaffirme donc en substance :

- Il faut sans hésiter poursuivre sur cette orientation, voter « oui » sous peine de remettre totalement en cause la politique menée depuis vingt ans !

• Mais surtout, la parenthèse ouverte en 1983 a été refermée par l'œuvre réalisée par mon gouvernement durant cinq ans ! En d'autres termes : pas d'autre politique possible pour le PS !

Et qu'importe le 21 avril, qu'importe si la politique de Schröder dresse la classe ouvrière contre le SPD, qu'importe si l'extrême droite se développe en France, les néo-nazis en Allemagne... Nous sommes là pour tenir le cap du capital. L'alternance, oui. L'alternative au capitalisme, non.

Lionel Jospin, qui jusqu'alors maniait la litote en appelant à « l'équilibre » entre salariés et « marché », bref à un réformisme tempéré, proclame, sans langue de bois ni hypocrisie, que la politique libérale menée est la seule possible, ; ce faisant, il dit à quel degré de pourriture une majorité des dirigeants et des cadres du PS sont parvenus. Il y a d'ailleurs maintenant, so-

cialement, deux partis. C'est d'ailleurs durant les années où Jospin a gouverné que cette béante fracture s'est créée. Celui du « Oui » est majoritaire dans les villes bourgeoises Paris, Lyon, Nantes, Dijon, celui du « Non » est enraciné dans les villes ouvrières et populaires. Les deux ne pourront coexister indéfiniment. Mais les militants socialistes, comme ceux de la CGT ou de l'extrême gauche ne peuvent se déterminer en partant des problèmes internes, mais en fonction des nécessités politiques nées du formidable résultat du 29 mai. Maintenant il faut avancer.

Toutes les directives européennes transformées ou non en lois nationales doivent être abrogées. Toutes les privatisations doivent être stoppées et tous les services publics re-nationalisés. Le lien entre les mesures anticapitalistes sur le plan économique et social et la revendication

politique d'une République qui garantisse la souveraineté populaire, le contrôle permanent sur les élus, peut être clairement, pédagogiquement, établi. C'est en répondant à ces problèmes que les militants socialistes qui ont pris leur autonomie en menant campagne avec tous les autres militants du « Non » contre la politique de leur parti ; c'est en choisissant leur classe que ces militants éviteront de se ranger derrière un candidat-miracle, là où il faut aider les salariés à élaborer un contrat pour le court et moyen terme. Décidément, rarement situation aura été plus riche. Discutons, dialoguons.

Note

1- J'utilise cette formule dans la limite où François Chesnais l'a fait dans les articles de Carré Rouge

2- Bloc-notes de l'Express 1958-1960. Essais Point Seuil

Demain, sans attendre

UN VOTE DE CLASSE.

Toutes les analyses l'ont mis en évidence, on ne fera donc qu'un bref rappel.

Le NON est un vote massif, le vote de citoyens mobilisés. Au terme d'un débat profondément politique, parfois violent, chargé progressivement de haine chez certains qui n'ont pas su se dominer, près de 70 % des électeurs inscrits ont voté et avec près de 3 millions de voix d'écart et 54,87 % des voix, ils ont rejeté le TCE. Comparé aux 43,3 % de votants du référendum espagnol, le NON français a une légitimité que personne n'a osé lui dénier.

Le NON n'est pas « anti-européen ». La composition du Non révélée par le sondage Ipsos-*Le Figaro* du 29 mai le confirme. 57 % des votants pour le NON interrogés se sont déclarés favorables à l'adhésion à l'Europe. Si l'on tient compte de ce que l'Europe leur a apporté depuis trente ans, ce parti pris supranational est extraordinaire.

Le NON est un vote de classe. Déjà fort en 1992 dans les classes les moins favorisées, le NON s'est encore raffermi : 79 % chez les ouvriers, 56 % des salariés du privé et 64 % du public, 58 % des travailleurs indépendants et 71 % des chômeurs, ont voté NON. Ce qui a massivement déterminé les citoyens de ce pays a reposé

moins sur leurs appartenances politiques que sur leurs conditions objectives d'existence. Pour certains le refus s'est exprimé à partir du vécu quotidien, pour d'autres à partir de la compréhension que la Constitution européenne visait à graver cette politique dans le marbre, sans retour possible. Dans les deux cas il s'agit d'une même compréhension, et l'une n'est pas supérieure à l'autre. Ce sont deux modes d'assimilation de la même réalité, et, à titre personnel, je pense que celle qui est vécue dans la chair est certainement plus forte et plus puissante que la seule conviction intellectuelle.

Le NON est majoritairement un NON de gauche qui s'affranchit des directives de partis. 67 % des électeurs de gauche (de l'extrême gauche au PCF, en passant par le PS, les Verts et les chevènementistes) ont, dimanche 29 mai, voté « non » à la Constitution européenne. 64 % des électeurs écologistes, 59 % des électeurs socialistes ont voté NON. Là où les états-majors et une partie des militants s'étaient fourvoyés, les citoyens ont redressé le tir. Les français ont dit NON avec force et leur vote est clair. Le NON a traversé tous les partis et ouvert de nouveaux débats dans toutes les forces de « gauche ». Il a ouvert une nouvelle période de l'histoire sociale européenne.

LES ÉLÉMENTS

NOUVEAUX

DE LA SITUATION

Le bouleversement politique n'est pas seulement français, il concerne toute l'Europe. Déjà les Hollandais ont répondu. Le NON est passé en quelques jours de 53 %, à 56 % puis s'est traduit par un vote de 61,6 % des voix, avec une participation de 62,8 %. La conséquence immédiate a été la décision gouvernementale de retirer le projet de ratification qu'elle avait déposé à la deuxième Chambre. Cela a évité aux 122 députés (sur 150) favorables au traité d'avoir à le rejeter...

La France se trouve dans une situation où 82 % des parlementaires ont voté la modification de la Constitution française pour permettre l'adoption de la Constitution européenne, alors que 55 % des citoyens refusaient cette même Constitution. **Il est manifeste que les superstructures politiques ne représentent plus les citoyens.** Cette donnée est vérifiée à travers toute l'Europe. Dans tous les pays qui ont ratifié cette Constitution par voie parlementaire, à des majorités écrasantes, comme dans ceux qui vont le ratifier par voie parlementaire, la question française peut être posée : Que valent ces majorités ? Que vaut cette représentation politique ? La question est explosive même si son dénouement sera conditionné par la configuration des institutions politiques de chacun des pays.

En France, tous les partis ont été traversés par l'opposition OUI / NON et nombreux ont été les militants qui ont rompu la discipline de leurs organisations, ouvrant la voie à un retour du débat démocratique. Les minoritaires favorables au NON, en petit nombre au départ chez les Verts, plus nombreux au PS, devenus majori-

taires à la CGT, ont imposé leur voix et ont ouvert un véritable débat de fond, démocratique. Près de 900 comités unitaires pour le NON se sont créés, traversant toutes les formations, unissant le syndical et le politique et **créant un rapprochement militant inédit.**

Le vote de la CGT, le 2 février, a marqué un tournant dans la campagne. Les militants CGT ont montré que l'on pouvait contraindre une direction syndicale inféodée à la CES à se plier à la volonté des syndiqués. Le prétexte de la non ingérence dans le débat politique n'a pu contraindre au silence l'expression syndicale. La légitimité de la direction Thibaut- Le Duigou est posée.

Désavoué trois fois à l'occasion des votes du printemps 2004, désavoué le 29 mai après son engagement forcé pour le OUI, **le gouvernement choisit une nouvelle fois d'ignorer le vote citoyen. Il se maintient au pouvoir et accentue sa politique libérale.** Il n'a pu le faire que parce que, dès l'annonce du résultat du vote, l'ensemble des forces politiques institutionnelles, à l'exception du PCF, ont dénoncé « l'erreur » des Français et se sont établis entre eux un nouveau consensus pour vider de tout son sens l'expression démocratique et encourager les autres États de l'Union Européenne à poursuivre le processus de ratification.

L'affront à la démocratie est violent, l'opposition entre les citoyens et les superstructures de « l'État bourgeois » est frontale. La situation ressemble à un champ de bataille où deux armées seraient face à face. L'une, celle de la « finance mondialisée » est en ordre de bataille parfait, avec ses armes médiatiques et économiques, son appareil d'État répressif, son état-major patronal du Medef, et ses mercenaires des partis politiques institu-

tionnels du OUI, qui comme tous les mercenaires du monde sont toujours prêts à se rallier au plus fort. De l'autre côté, les forces du NON, salariés, jeunes, chômeurs, sont unies dans un front du refus totalement désorganisé, où toutes les structures ont éclaté et se sont divisées. Seule la structure de la CGT et celle très limitée du PCF, ont résisté à la première confrontation. Dans cette situation, le gouvernement a repris l'initiative.

Du côté des forces sociales qui ont assuré la victoire du NON, le Parti Socialiste représentait jusqu'au début de la campagne la seule force crédible pour freiner les attaques contre les conditions de vie des citoyens. Or, son rôle de soutien du OUI et son refus de prendre en compte le choix citoyen l'ont clairement placé dans le camp adverse. La bataille qui se livre en son sein est donc l'un des éléments clés de l'avenir.

LA NOUVELLE SITUATION

ET LE PS

Pour bien comprendre ce qu'est le Parti Socialiste, il faut revenir sur son passé. De 1970 à 1983, son effectif militant est passé de 60 000 à près de 220 000. C'est cette montée militante mue par la volonté de changer le pouvoir pour changer la condition des salariés, qui a permis la victoire de l'Union de la Gauche en 1981. De la même manière, c'est le tournant de la « real politik » de 1983 qui a inversé le cours. De 1983 à 1995, le PS a vu fondre régulièrement ses effectifs, qui stagnent depuis lors dans une fourchette officielle qui tourne autour de 100 000.

Il faut bien comprendre que ce mouvement correspond très largement au départ de vrais militants, motivés par leur espérance de changer la société. Ce parti est devenu un parti de pou-

voir, où les ambitions personnelles ne sont qu'électorales, où les soutiens militants s'obtiennent par un discours gauche, mais où la stabilité se conserve par une politique de droite libérale qui ne conteste pas l'ordre établi. Les grands partis politiques français sont en effet devenus financièrement dépendants des mannes apportées par la loi sur le financement des partis et où le poids politique se mesure à l'aune des postes occupés dans le système, comme garantie de sources de revenus pour l'élu, pour son staff et pour sa Fédération. Remettre en cause ce système supposerait que le parti puisse vivre de ses cotisations militantes, ce que ses effectifs ne lui permettent pas. D'où le poids des élus sur le Parti. **Dans ce contexte, le mûrissement politique au sein du PS sera lent.** Assurément il manifesterait avec retard les conséquences de la maturation politique des salariés. **N'oublions pas que ce mûrissement interne est le produit de celle-ci et non pas sa cause.**

En l'absence de base militante de masse, la vie au sein du PS est entièrement structurée autour de courants qui ne sont que des « écuries » et non des courants de pensée. Qu'est ce qu'une « écurie » ?

C'est un appareil d'élus, « d'experts » et de bureaucrates, qui se regroupent autour d'un « candidat » susceptible d'être présidentiable ou d'occuper un poste important. Ces écuries agrègent un ensemble de militants qui servent de main-d'œuvre et de correspondants locaux, destinés à amplifier l'écho de la parole du candidat. L'unique objectif de l'écurie devient alors le « prochain congrès », lieu où se concrétisent les rapports de force pour la désignation du candidat.

La division qu'entraîne la multitude de candidats aux ambitions plus ou moins mesurées oblige souvent à des

alliances de circonstances. Ces alliances ont toutes éclaté dans la bataille du référendum ; pas une n'a survécu à cette épreuve. C'est la première expression de l'irruption du débat politique au sein de ce parti.

- Hollande s'est séparé de Fabius et a rejoint le groupe libéral qui voit s'agglutiner un nombre impressionnant de caciques situés à des années-lumière des luttes sociales : les Rocard, Strauss-Kahn, Lang, Mauroy, Jospin, Delors etc... Ce groupe a cru pouvoir miser sur le poids de la direction libérale du PSE, qui contrôle la totalité des partis européens.

- Nouveau Monde a vu s'opposer Mélenchon, parti le premier à la bataille du NON dans les collectifs unitaires, puis Emmanuelli parti, avec ses propres comités lorsque le NON prenait figure de gagnant, un mois avant le vote, et enfin Vidalies resté en panne dans l'attente du résultat et qui essaie aujourd'hui de rappeler qu'il existe.

- NPS avait éclaté dès le départ, avec le ralliement de Dray à la direction Hollande, crédibilisée par un soutien hargneux de l'ensemble de la droite du parti qui pensait tenir là la revanche de sa mise en retrait au congrès de Dijon. L'ensemble de l'appareil de NPS a fait silence tout au long de la campagne, à l'exception de Gérard Filoche, qui s'est dépensé sans compter, participant à toutes les initiatives pour le NON. C'est cette même direction de NPS qui rappelle aujourd'hui qu'elle avait dit un NON que personne n'avait entendu et qui évinça Filoche.

Il serait difficile de voir dans ces évolutions individuelles, la continuité d'une ligne politique, et encore plus difficile de voir l'existence d'un « courant gauche » dans le Parti Socialiste. Dès le 30 mai, tous les regards se sont tournés vers le « pro-

chain congrès », lieu où chacun voit la possibilité de « capitaliser » les acquis de sa campagne, pour satisfaire ses ambitions personnelles. Pour les cadres du parti, le problème se pose en termes de survie matérielle.

Très rares sont les personnalités qui échappent à ce mouvement. « Forces militantes », le courant nordiste de Marc Dolez, n'avait pas d'impact hors de sa région d'origine et ne pouvait que se raccrocher à l'expression d'autres forces. Cette situation a contraint Marc Dolez à mener le même type de campagne que Gérard Filoche, participant à toutes les initiatives au gré des invitations qui lui étaient adressées, mais sans forces suffisantes pour mener une campagne capable d'imposer sa présence au niveau national. Leur plus gros acquis est d'avoir pu constituer un trio (Dolez (FM), Filoche (NPS), Généreux (NM) dont l'influence déborde maintenant leur implantation d'origine et peut constituer l'amorce d'un véritable courant. Mais on en est loin à ce jour.

Dans ce contexte, respectant la tradition des congrès socialistes, le risque majeur est celui d'une nouvelle « synthèse », pour enterrer tous les projets alternatifs. Mitterrand le disait crûment, « un congrès du Parti Socialiste se gagne à gauche ». Ce qui se dit lors de ces congrès n'a aucune suite. Ainsi Hollande a-t-il emporté le congrès de Dijon sur la « motion A » qui disait : « *Le texte voté majoritairement par les militants devra être scrupuleusement appliqué, il engagera tous ceux qui l'ont porté [...] L'Europe doit être un espace de solidarité et non une zone de libre-échange [...] une Europe puissance et non une Europe alignée sur les États-Unis [...] les décisions à la majorité deviendront la règle dans tous les domaines et aucun État ne pourra plus,*

par le jeu de l'unanimité, bloquer le processus [...] L'Europe doit être dotée d'un gouvernement économique disposant d'un budget suffisant et d'un impôt [...] Les révisions futures de la constitution doivent pouvoir être adoptées à la majorité qualifiée [...] ». Aucune de ces exigences n'a été satisfaite, et pourtant la direction du Parti socialiste a défendu le traité, injuriant son opposition interne et l'excluant du Conseil National dès le 2 juin. Telle a été la traduction de la synthèse du congrès de Dijon.

« L'unité du NON », représentée par des appareils qui ont éclaté dans la campagne du référendum ; l'unité sans débat politique préalable, sans plate-forme de convergence pour une politique de rupture, ne sera qu'une nouvelle alliance d'écuries. Or, c'est bien pour enfermer le PS dans cette seule alternative, avec un délai insuffisant pour mener un réel débat, que François Hollande et la droite libérale du PS ont raccourci le temps de préparation du congrès. Parce qu'ils savent qu'ils peuvent peut-être encore gagner des batailles d'appareils, même sous forme de recomposition, mais qu'ils perdront les débats. **Le mot d'ordre aujourd'hui doit être celui de la clarification par la discussion, pour que soient tirées toutes les leçons du débat qui s'est ouvert dans le mouvement social de ce pays.** Ce que dit Gérard Filoche à propos de NPS, vaut pour tout le PS : « Si nous [NPS] sommes dans le camp du NON, soyons lucides ! Si "la majorité a brisé le parti", comme l'écrit Arnaud [Montebourg], c'est en refusant la victoire du NON après le 29 mai !.. Et tant qu'elle la refuse, la bataille du NON et du OUI n'est pas derrière nous, elle est prolongée, il faut défendre le sens du NON avec toute la gauche mobilisée qui l'a fait gagner... »

Dans un sens, Filoche parvient à dépasser le cadre limité du PS, mais en même temps il ne va pas au bout de son raisonnement. C'est en effet au sein des NON du PS que pourra se constituer une alliance pour un changement radical au sein du Parti. **Mais le NON ne constitue pas, à mes yeux un critère suffisant.** L'appareil fabiusien, comme celui de NPS, n'a jamais fait état d'une volonté de changement radical ; c'est pour cela qu'ils n'ont pas fait la campagne du NON, ou l'ont récupérée dans la dernière semaine. **De ce fait si l'alliance d'écuries issue du NON peut imposer un changement de Direction, la base militante pour imposer un changement de politique n'existe pas encore au sein du Parti, parce que le débat n'a pas encore eu lieu. L'objectif de l'unité est nécessaire, mais cette unité ne sera pas, dans les conditions actuelles, celle d'une politique de rupture. Une plate-forme de rupture serait ultra-minoritaire au sein du PS à ce jour.**

Il faut donc dépasser l'horizon du prochain congrès dans lequel la direction enferme le PS. Il y a urgence à poursuivre ce que les militants engagés pour le NON ont initié, et à le répercuter dans le PS. Bien sûr, il faut l'unité du NON, ne serait-ce que pour envoyer un signe aux salariés et aux chômeurs. Mais ce sera une unité sans illusions, sachant que seule notre capacité à impulser le débat pour une stratégie de rupture pourra traduire en termes d'organisation ce que les citoyens ont exprimé le 29 mai.

Au cours de la campagne du NON, c'est hors du PS que le débat a progressé le plus. **La démarche aujourd'hui devrait être celle de ramener le débat dans le PS, mais aussi le PS dans les combats politiques et sociaux sur le terrain militant, avec**

l'ensemble des forces qui ont fait triompher le NON. C'est la pression des luttes sociales qui fera évoluer le PS. Le problème me semble bien être de rappeler, entre courants du PS, ce qui a fait l'unanimité au sein des mouvements bien plus disparates qui ont composé les collectifs unitaires. Dans cette seule convergence, existe une base suffisante pour engager le Parti Socialiste sur la voie d'une alternative au libéralisme comme expression actuelle du capitalisme. Ces bases peuvent donc être jetées rapidement. La suite se jouera nécessairement avec l'ensemble des salariés, des étudiants, des jeunes, des chômeurs, de France et d'Europe, parce que cette bataille sera européenne.

Cette bataille sera aussi celle de la démocratie. C'est un nouvel apprentissage de la démocratie qu'il faudra mener au sein du PS. Il n'est pas étonnant, à cet égard, que des voix se lèvent déjà pour dénoncer la situation de porte-à-faux de grosses fédérations PS qui ont parfois voté à 80 % pour le OUI, là où les citoyens votaient à plus de 70 % pour le NON. Les accusations de traficage du vote interne commencent à surgir. **Et c'est là, le troisième volet du débat qu'il nous faut ouvrir, celui du retour à la démocratie au sein du PS.** Cette bataille est incontournable, car sans démocratie interne, le débat se réduira à l'invective, et le PS éclatera.

QUELS LENDEMAINS

POUR LE 29 MAI ?

L'ENJEU DE LA DÉMOCRATIE

Cet enjeu se situe à plusieurs niveaux. Le premier est celui de la société comme telle. Le vote sur un texte de plus de 500 pages de droit constitutionnel, incompréhensible pour la quasi-totalité du corps électoral français, repré-

sentait un piège pour la démocratie. **Quelques dizaines de milliers de militants déterminés se sont attelés à la tâche d'explication et de diffusion, et fait nouveau ils se sont rencontrés pour construire des structures unitaires et mettre en commun les forces disponibles pour une même finalité, souvent en prenant la responsabilité de transgresser les consignes de leurs partis et organisations.** Grâce au travail de ces militants, la France a lu ce texte, comme jamais elle n'a lu de déclaration politique depuis très, très longtemps. Dans ce mouvement se sont construits des collectifs unitaires. **Ce mouvement citoyen pour la réappropriation du débat politique est l'évènement majeur des trente dernières années. C'est un évènement pour la France, pour l'Europe mais aussi pour le monde. Un pays « riche » a ouvert une voie nouvelle et a montré que la réappropriation de la démocratie est possible.**

L'enjeu se situe ensuite au sein des partis politiques de gauche. Les idées se sont révélées plus fortes que les obstacles des appareils sclérosés, elles ont entraîné des militants à la rupture de la discipline d'organisation. Mais, dans tous les cas, les appareils et leurs directions se sont révélés être des obstacles à la réappropriation de la démocratie. L'activité politique des militants a bousculé cet obstacle, mais il existe toujours. Au sein du PS comme au sein des « Verts », les majorités « ouistes » ont été acquises par des pressions considérables sur les militants, un refus du débat sur le fond et, cela a été dénoncé dans les deux formations, sans doute par des falsification des votes militants. Dans les partis et les associations dont les directions en place se sont prononcées pour le NON, il n'y a pas eu la même intensité de débat interne. La

conséquence est que toutes les clarifications n'ont pas été menées comme on le voit dès à présent dans les collectifs.

L'enjeu se situe au niveau de l'appareil de l'État. On l'a déjà dit : 82 % des parlementaires ont approuvé l'adaptation de la Constitution française, quand 55 % des citoyens rejetaient le traité. Malgré quatre désaveux massifs, le gouvernement de la République se maintient. Un pays qui a inscrit, dans sa première Constitution, le devoir d'insurrection lorsque la démocratie est menacée, ce pays ne bouge pas. Or aujourd'hui, la représentation citoyenne ne peut plus se prévaloir de la démocratie.

L'enjeu se situe enfin au sein des médias. Tout au long de la campagne, le OUI a bénéficié de plus de 70 % des temps de parole officiels et la totalité de la presse écrite, à l'exception de *L'Humanité* s'était engagée pour le OUI. Le même mouvement avait entraîné la totalité des chaînes radios et télévisées. La presse est apparue pour ce qu'elle est, un instrument de domination et de manipulation au service du pouvoir économique. C'est le droit d'expression qui est attaqué par l'acaparement des moyens de l'expression. L'image qui ressort au lendemain de ce vote est la mise à nu du gouffre qui sépare notre société de la démocratie. Nul doute que ce sera l'un des enjeux majeurs de la période qui s'ouvre.

LA BATAILLE POUR LA RÉAPPROPRIATION MILITANTE DES SYNDICATS

Toutes les organisations ont été traversées par le débat sur le Traité Constitutionnel, qu'elles soient politiques, syndicales ou associatives. Partout des questions sont posées, partout des évolutions sont en cours. Il est trop tôt pour discerner quelles seront ces évolutions, et il faudrait

une intense participation à ce travail pour faire un premier bilan global des répercussions d'une bataille qui ne fait que commencer. On peut ajouter à cela que même les acquis présents ne valent pas garantie sur l'avenir. Mais la détermination militante qui s'est affirmée depuis quelques mois, laisse penser que les débats ne sont clos nulle part. Or la réappropriation des organisations « ouvrières » constituera autant de points d'appuis décisifs de la prochaine période. Les syndicats joueront un rôle déterminant. Dans cette campagne, le combat syndical a été mené sur des questions que les syndicats ont laissées depuis des années et des années aux seuls partis politiques, qu'ils le fassent ou non au nom d'une « théorie de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis et à l'État ». Là où les militants de la CGT ont su exprimer et lier le refus du traité constitutionnel au néolibéralisme comme source de l'expansion de la misère et de la destruction des acquis sociaux, celle-ci a pu prendre une part déterminante dans la campagne.

Plus sans doute que le signe d'une évolution syndicale, c'est le signe d'une période politique. En 1789, ce sont les cahiers de doléances qui ont permis au peuple et aux exploités de s'attaquer aux superstructures politiques et de faire irruption sur le terrain du gouvernement de la France, ce qui a conduit à la première République. C'est normal, le gouvernement de la société doit répondre aux besoins des citoyens, le politique est l'aboutissement du syndical. En 1906, la Charte d'Amiens exprimait ce mouvement dans les termes suivants : *« Le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de*

travail, l'augmentation des salaires, [...]. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale... » (Extrait de la Charte d'Amiens - Congrès de la CGT - 13 octobre 1906).

Pour les raisons évoquées au long de cet essai de bilan de la campagne du NON, il est probable que dans la période qui s'ouvre, le rôle des syndicats sera majeur. Leur capacité de mobilisation, leur capacité d'autonomie sur la base de la défense des intérêts des salariés, peuvent créer des convergences et des mobilisations qui permettront l'évolution des mouvements politiques. En tout état de cause, ce sont des milliers de militants syndicaux qui sont entrés dans les collectifs unitaires pour le NON, et de nombreuses UL et UD ont apporté leur soutien à ce mouvement. Les mouvements sociaux qui ont remis en cause les superstructures de l'État bour-

geois se sont toujours faits sur les bases des conditions de vie élémentaires des citoyens. Dans la situation actuelle, le vide organisationnel des partis politiques laisse une place majeure au champ syndical.

LE RÔLE DES COLLECTIFS UNITAIRES

Les partis politiques n'ont pas encore tiré les leçons du séisme et ils ne le feront que sous la pression des mouvements sociaux. Cela est évident depuis la soirée du 29 mai. Dans ce contexte les appels des appareils à l'unité pour l'unité ont pour objectif l'expropriation de la victoire des salariés, des chômeurs et des exclus de cette société. La solution ne passe pas par une recomposition des alliances d'appareils, quels que soient leurs engagements.

Construire un mouvement social de masse, permettant de faire naître un rapport de forces pour exprimer les revendications des citoyens, implique de faire vivre les collectifs unitaires. Non pas comme des substituts ou courroies de transmission des partis, mais comme l'organisation indépendante des citoyens, transversale par rapport aux partis, associations et organisations. Ce n'est rien d'autre que

ce que nous avons fait pendant la campagne. Il leur appartiendra de choisir leur mode d'organisation, mais la faillite de notre système de démocratie par délégation imposera probablement de s'orienter vers des principes de démocratie participative, avec des mandats révocables. La démarche est celle d'un mouvement Constituant. Le premier pas est l'expression démocratique des besoins des citoyens. C'est sur cette base que doivent être élus leurs représentants, ceux des collectifs.

Tenter de calquer une solution élaborée au sein d'un parti ou organisation, sans passer par cette phase de construction collective revient à remettre en selle les partis qui ont fait faillite. Il reviendra à ces partis de gagner leur place au sein des collectifs, d'entendre leurs exigences et de fournir leurs propositions en termes de solutions de société. Si nous voulons que notre NON d'hier devienne un projet pour une autre vie, nous n'avons d'autres solutions que de poursuivre dans cette voie. Cela impliquera pour beaucoup la remise en cause de bien des habitudes. C'est ce qui pourra nous arriver de mieux. □

Manuel Rebuschi est l'un des animateurs du Rézo-antiK, dont le centre de gravité se trouve à Nancy (<http://nancy-luttes.net/Rezo-antiK/>). Le texte publié ici a été écrit le 26 mai, avant le scrutin du 29. Le post-scriptum a été rédigé à la suite de la discussion lors de la rencontre *Carré Rouge, A Contre Courant*, les Amis de l'Émancipation Sociale qui s'est déroulée à Nancy le 5 juin, à laquelle des militants du Rézo-antiK ont participé.

Remarques sur l'après-29 mai

Dans le camp du « Non de gauche » certains commencent à avoir des plans bien arrêtés pour l'après-29 mai. C'est le cas du PCF qui, grâce à l'initiative de Roger Martelli [1], dispose d'un projet politique antilibéral en positif dans le prolongement de l'Appel des 200 [2], et qui réussit ainsi à se positionner dans la perspective de 2007. Les choses sont beaucoup moins évidentes du côté de l'extrême gauche qui semble avoir mené une campagne isolée et timorée (LO) ou totalement unitaire mais en oubliant d'élaborer et de défendre sa propre politique (LCR). Il semble donc que le réformisme (rebaptisé anti-libéralisme) ait de beaux jours devant lui.

UN VRAI-FAUX

FRONT UNIQUE INITIÉ

PAR LES ANTILIBÉRAUX

L'Appel des 200, lancé à l'automne 2004, est assez original. On peut considérer qu'il s'agit d'un cadre de « front unique » dans la mesure où il avait pour vocation et a permis de rassembler de nombreux militants issus d'organisations ouvrières et/ou de gauche, allant de l'extrême gauche à l'aile gauche du PS ou des Verts.

Historiquement la politique dite de **front unique** a été préconisée par les partis marxistes révolutionnaires dans des contextes d'offensive capitaliste mettant en danger la classe ouvrière : l'idée était de faire front avec les partis réformistes, y compris quand leurs dirigeants étaient des social-traitres ayant fait tirer sur la foule, en partant du principe qu'il valait mieux résister ensemble contre un ennemi commun plutôt que de laisser l'ennemi régner sans partage par la division du camp ouvrier. L'idée était accessoirement, de la part des révolutionnaires, de démontrer par là qu'ils s'intéressaient aux intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble quand les dirigeants réformistes, habitués à refuser le front unique, n'étaient visiblement préoccupés que par leurs intérêts de caste bureaucratique. L'idée était résumée par un slogan : « *Frapper ensemble, marcher séparément* », puisque le front unique impliquait également le maintien d'un positionnement propre et autonome des révolutionnaires, y compris de leur droit de critique vis-à-vis des partenaires du front.

Une première différence avec le « front unique » classique, c'est qu'ici avec l'Appel des 200 ce ne sont pas les organisations révolutionnaires qui

ont pris l'initiative mais un courant d'économistes antilibéraux et au mieux réformistes (au sens traditionnel) de la Fondation Copernic [3], dirigé par Yves Salesse. Ce dernier n'en est pas à son coup d'essai : dès le lendemain de la présidentielle de 2002, il avait tenté de lancer une gauche vraiment à gauche et vraiment pas à l'extrême gauche avec un appel dit de Ramulaud (du nom du bistrot où cela a été lancé). L'idée était alors que décidément la gauche plurielle avait régné trop à droite (d'où la défaite cinglante de Jospin) et qu'il fallait reconstruire un projet plus à gauche mais « réaliste » quand même, donc un projet de gestion du système plutôt que de rupture avec lui.

L'idée de Salesse (présente ailleurs, notamment dans les cercles dirigeants du PCF ou d'Attac) c'est qu'il est possible et souhaitable d'avoir une gestion sociale du capitalisme. Laissons de côté la question de savoir si c'est souhaitable. Une chose est sûre, c'est que toute l'expérience des dernières années en Europe (Blair, Schröder, Jospin...) ou ailleurs (Lula) montre qu'une gestion sociale du capitalisme n'est pas possible à l'heure de la mondialisation capitaliste. Et quoi qu'en dise et pense le dirigeant de la LCR Daniel Bensaid, la victoire du Non ne desserrera pas l'étau au point de permettre ce type de politique [4] ; tout au plus montrera-t-elle aux dirigeants et patrons européens que les attaques libérales ne passent plus, ici non plus (Schröder l'a appris une semaine avant pour l'Allemagne !).

Il n'y aurait rien de choquant à se retrouver avec des antilibéraux comme Salesse dans le cadre d'un Front unique pour le Non à la constitution. Le problème, ce sont les bases de ce front. Or ce qui apparaît, c'est que les bases vont beaucoup plus loin que la

simple affirmation d'un « Non de gauche » à la Constitution. L'Appel des 200 n'est pas seulement un front du refus basé sur des revendications politiques et sociales vitales pour les salariés [5]. C'est cela, et c'est aussi l'affirmation en positif d'une perspective antilibérale. L'Appel des 200 affirme le cadre d'une alternative à l'Europe du Traité Constitutionnel, celui d'une Europe « citoyenne » et, pour tout dire, sociale-démocrate (au sens littéral du terme). Le passage suivant est à cet égard suffisamment éloquent :

« C'est pourquoi il est urgent de donner à l'Europe de nouvelles fondations qui émancipent du capitalisme financier et prédateur, qui la réconcilient avec le progrès social, la paix, la démocratie, un développement soutenable, la coopération entre les peuples de la planète. Nous sommes des partisans résolus d'une Europe du plein emploi, mobilisée contre le chômage, la précarité et la dégradation du cadre de vie. Une Europe qui renforce les garanties sociales, met en œuvre un développement économique compatible avec les équilibres écologiques, défend la diversité culturelle et reconnaît enfin aux femmes l'égalité et les droits qu'elles revendiquent.

Nous voulons une Europe démocratique, fondée sur la pleine citoyenneté de tous ses résidents. Nous proposons une Europe dont les peuples seront les acteurs d'un authentique processus constituant, qui leur permette de décider vraiment des choix politiques et de contrôler leur mise en œuvre. Pour que cette Europe si nécessaire devienne possible, il faut partout donner la parole aux citoyens et refuser cette prétendue "constitution" européenne. »

On est ici bien loin d'une alternative anticapitaliste. L'idée que cette Europe se fera non seulement contre le capitalisme financier et prédateur mais

contre le capitalisme tout court et dans son ensemble, que le moteur de la transformation réside dans les luttes, dans l'auto-organisation de la population et pas dans les élections, l'idée qu'il faut s'en prendre au pouvoir de la classe dirigeante sont logiquement totalement absentes. Ne restent que des revendications suffisamment générales et vagues pour faire consensus dans toute la gauche, et qui trouveraient des adeptes y compris dans le camp du « Oui de gauche ».

UNE EXTREME GAUCHE

INAUDIBLE

Salesse et ses amis ont réussi un coup de maître en imposant ce texte comme base des cadres unitaires. Mais ils ne l'ont pas réussi seuls. C'est grâce à l'appui politique et militant de la LCR que l'appel de Copernic a été largement repris, et que vit aujourd'hui la campagne du « Non de gauche » sur ces bases. À l'origine de cette (première) erreur politique, il semble y avoir une erreur d'appréciation de ce que signifie l'antilibéralisme. L'antilibéralisme n'est pas le dénominateur commun des réformistes et des révolutionnaires de 2005. L'antilibéralisme, ce n'est pas seulement le versant négatif, partagé par les révolutionnaires, d'un ensemble de revendications de résistance face aux attaques libérales des trente dernières années. C'est en positif une perspective, celle d'un capitalisme « à visage humain » débarrassé des excès de « l'ultra » libéralisme par la vertu de nouvelles régulations. L'antilibéralisme est le nouveau visage du réformisme ; pas du réformisme d'antan qui prétendait passer graduellement du capitalisme au socialisme, mais du réformisme style « Programme commun » des années 1970 qui affirme la perspective

d'une gestion de gauche du capitalisme, avec le succès que l'on connaît. C'est dire que l'antilibéralisme est en contradiction complète avec l'anticapitalisme dont se réclame l'extrême gauche. Un front unique aurait pu se faire, des anticapitalistes aux antilibéraux, sur des bases réellement communes, c'est-à-dire sur le versant négatif de l'antilibéralisme. Cela n'a pas été le cas parce que l'extrême gauche n'a pas pris l'initiative du cadre commun, parce qu'elle a fait vivre le cadre de Copernic (à un moment où le PCF était plutôt hésitant) et parce qu'elle a pour finir renoncé à peser sur ce cadre. En bref, sa ligne est devenue : « **Frapper ensemble, frapper ensemble** » [6].

Qu'est-ce qui va ressortir de cette campagne ? Faute de voix discordantes, une réhabilitation importante de l'antilibéralisme et le regain d'illusions réformistes. Avec, si le Non l'emporte, la fausse idée que le système peut reculer à coups de bulletins de vote et que des marges auront été préservées pour un futur gouvernement de gauche ; et l'idée tout aussi fausse qu'il faut une « renégociation » du traité constitutionnel (avec qui au fait ?) et une réforme des institutions de l'UE. Alors que sans mobilisation, sans s'en prendre au pouvoir patronal par la lutte, sans destruction pure et simple des institutions européennes et nationales, rien n'est gagné.

L'HORREUR DU VIDE...

La question du débouché politique aux luttes sociales est posée depuis une quinzaine d'années, avec d'une part le reflux du PS et du PCF dans le contexte de la disparition de l'URSS et de la mondialisation capitaliste, et d'autre part la lente remontée des résistances aux attaques du système (décembre 1995, mai-juin 2003,

luttes altermondialistes...). En quinze ans, l'extrême gauche n'a pas réussi à imposer l'anticapitalisme comme solution crédible. Ce sont donc assez logiquement les vieilles recettes réformistes qui nous sont resservies, et les solutions antilibérales qui tentent d'occuper l'espace laissé vacant.

En termes organisationnels, la force du Non provoquera certainement du remue-ménage à gauche. Tout le monde le prédit au sein du PS, entre « ouistes » et tenants du Non, avec un compromis imaginable à échéance de 2007 derrière la candidature du très libéral Laurent Fabius. Mais le remue-ménage affectera certainement aussi la gauche du PS : le PC sortira extrêmement renforcé d'une campagne unitaire conduite sur sa politique, et l'extrême gauche, inaudible en tant que courant spécifique dans le concert du Non de gauche, relativement affaiblie. Ce qui ne manque pas d'être paradoxal quand on sait que c'est la LCR qui a porté en grande partie le lancement de l'appel des 200, à un moment où le PC paraissait s'en désintéresser. Quand on voit par ailleurs des dirigeants de la LCR rallier ouvertement la ligne du rassemblement antilibéral [7] et prôner une alliance politique durable avec le PC, on peut conjecturer qu'une partie de la LCR adoptera la formule suiviste du « **Frapper ensemble, marcher ensemble** ». Et si aucune orientation anticapitaliste un tant soit peu sérieuse n'émerge, cette partie risque d'être tout sauf négligeable.

Quels que soient les effets organisationnels, qui seront finalement de salutaires clarifications politiques (quoique provisoires : en 2007, le PC retournera bien à sa stratégie d'alliance avec le PS pour un gouvernement de gauche unie, mais moins libéral et plus social que celui de Jospin-Buffet, avec la réapparition probable de cli-

vages chez les antilibéraux), l'important est ailleurs : il est du côté de l'impact idéologique. La perspective anticapitaliste sort-elle renforcée de ce printemps électoral ? En un sens, oui : le rejet populaire massif de la Constitution libérale, d'un projet social et politique porté par le Medef et par les grands partis bourgeois (UMP, UDF, PS), ce rejet constitue une victoire qui ne peut que renforcer le camp des travailleurs et encourager des dizaines de milliers de militants à s'investir dans la construction d'une alternative politique. Mais sous un autre aspect, l'anticapitalisme sort amoindri de cette campagne. Les illusions antilibérales sont renforcées et le projet d'un retour d'une gauche plus à gauche aux affaires retrouve une crédibilité. Pendant les mois qui viennent et au moins jusqu'à 2007, l'antilibéralisme risque bien de faire écran à l'anticapitalisme. Car sa fonction, c'est bel et bien de réduire la contestation du système à une critique de ses effets, pour finalement laisser l'ordre établi. L'intervention des militants et courants anticapitalistes dans les semaines qui viennent va être déterminante. Je ne parle évidemment pas de l'intervention de ceux qui choisiront l'option de la dissolution dans le front antilibéral, mais de celle qui tentera de contrer cette orientation. Si elle se cantonnait à la nième répétition des « mesures d'urgences » [8] ou à quelques généralités abstraites sur la nécessité d'un « processus constituant » plutôt qu'une « renégociation » de la Constitution, elle se situerait en deçà de l'enjeu. Pour contrer pied à pied le projet des antilibéraux, il faudra bien plus concrètement réhabiliter une pensée en termes de classes (remplacée par ce que les libertaires appellent le « citoyennisme » chez les antilibéraux) et soulever la question du pouvoir : po-

ser la nécessité d'une mobilisation générale pour en finir avec le capitalisme et ses institutions (nationales ou européennes), tracer la voie d'une alternative par la lutte et l'auto-organisation de la population, mais aussi donner un contenu à la formule du « gouvernement des travailleurs ». Si la Constitution est rejetée, il faut qu'ils s'en aillent tous (Chirac, Raffarin, Hollande, Cohn-Bendit...), et que les travailleurs prennent le relais. Faute d'une affirmation offensive d'un projet alternatif de ce type, il faudrait se préparer dès maintenant au retour de Fabius en 2007. Et aux lendemains qui pleurent.

POST-SCRIPTUM

POST-SCRUTIN

1. Sur le sens du Non : plutôt que de la victoire d'un Non de gauche et anti-libéral, il faudrait parler de celle d'un Non populaire et anti-système. Il est manifeste que la géographie du Non recouvre celle du chômage et de la précarité. L'euphorie (même légère) de la victoire ne doit pas faire oublier que les ingrédients du 21 avril 2002, crise sociale, crise de régime, rejet du monde politique, préjugés nationalistes et xénophobes, sont toujours massivement présents. Même si c'est le Non de gauche qui a donné le ton majoritaire et qui peut avec légitimité revendiquer la victoire, le Non anti-système reste ambigu entre vote contestataire à gauche et vote contestataire à l'extrême droite. La course de fond est loin d'être terminée, entre lutte anticapitaliste consécutive d'un côté et idées réactionnaires conduisant au fascisme de l'autre. Pour le camp anticapitaliste, l'enjeu est de passer du rejet de la Constitution libérale à l'affirmation en positif du projet d'une autre société.

2. Affirmer et affiner la perspective

d'un « gouvernement des travailleurs » est d'une criante nécessité. On ne peut pas, sous prétexte qu'on n'a pas de solution de rechange immédiatement disponible, refuser de poser la question du pouvoir. Mais se contenter de demander la démission de Chirac est évidemment insuffisant et contre-productif : c'est travailler pour l'une des solutions existantes (Hollande, Fabius...) dont on sait qu'aucune ne fait l'affaire. S'il faut poser la question du pouvoir, c'est aussi pour contrecarrer le discours qui va se renforcer d'ici à 2007 suivant lequel le débouché politique réside dans le retour de la gauche au gouvernement. Il faut bien revendiquer qu'ils s'en aillent tous et se faire ainsi l'écho du profond rejet du monde politique par les milieux populaires.

3. On ne saurait trop insister sur le fait qu'il faut également combattre avec lucidité les illusions électoralistes. De ce point de vue, la revendication de la dissolution immédiate de l'Assemblée nationale, voire certaines formulations maladroitement de la revendication d'une Assemblée constituante européenne peuvent avoir une influence néfaste. En dehors du fait que dissoudre l'Assemblée nationale ne peut conduire, à l'étape actuelle, qu'à l'élection d'une assemblée social-libérale (le problème est analogue à celui de la démission de Chirac) l'exiger signifie renvoyer les partisans du Non au jeu électoral et institutionnel au moment précis où les institutions sont sérieusement ébranlées (discrédit de l'exécutif, discrédit des candidats à l'alternance, ralentissement au moins momentané du processus institutionnel au niveau européen). Il faut donner corps à la perspective aujourd'hui abstraite et générale d'un « gouvernement des travailleurs », en l'appuyant sur les expériences vécues de

structures d'auto-organisation (du type AG interpro en juin 2003) quand on peut, et en la reliant à une série de revendications transitoires.

Notes

1- Si le Non l'emporte, Propositions pour une relance européenne : http://www.apeldes200.net/article.php3?id_article=716

2- <http://www.appeldes200.net/>

3- <http://www.fondation-copernic.org/>

4- Bensaïd défend dans une interview à *Libération* du 18 mai l'idée qu'avec la Constitution, « dans l'hypothèse d'un retour de la gauche au pouvoir, celle-ci se retrouverait corsetée dans l'ensemble des contraintes européennes. Une victoire du oui l'empêcherait de mener une politique alternative au sein de l'Europe. »

5- Plusieurs organisations syndicales ont débattu (la FSU), voire adopté (le CCN de la CGT) des formulations simples de rejet du TCE qui donnent clairement les bases d'un tel front unique : « La FSU appelle à voter NON au prochain référendum sur la constitution », c'est clair, simple et efficace. Idem avec la formule de la CGT : « Le CCN se prononce pour le rejet de ce traité constitutionnel ».

6- Évidemment il est ici question de la LCR. Concernant LO, la formule serait plutôt « Frapper séparément, marcher séparément ». En fait, c'est même la campagne propre de LO qui a été, sauf sur la toute fin, presque inexistante (comparée aux habituelles campagnes électorales de LO). Bref LO a adopté une attitude symétrique de celle de la LCR qui conduit au même renoncement à peser sur une campagne qui a aggloméré des dizaines de milliers de militants dans le pays.

7- C'est le cas de Michel Husson, qui a signé l'appel de Martelli Si le Non l'emporte...

8- Le plan « d'urgence » d'Arlette Laguiller a dix ans cette année !

Tsunami, flux, fonds marins abyssaux : hypothèses à propos de la conscience de classe et de la démocratie

Je voudrais partir de l'appréciation critique faite par François Chesnais, lors de la réunion de *Carré Rouge* du samedi 11 juin, de l'expression « Tsunami électoral », employée par des journalistes à propos de la victoire du Non au référendum français du 29 mai. Appréciation critique qu'on retrouve dans l'article de Charles Jérémie. Cette victoire n'a pas tout emporté sur son passage, loin de là. L'expression journalistique est donc, comme souvent, outrée. Mais, dans un champ précis et non négligeable de la lutte de classes, celui de l'idéologie, de la politique et dans une moindre mesure, de l'organisation, c'est une grande victoire. Sur ce point l'appréciation de François, selon laquelle il s'agit sur un terrain circonscrit et spécifique d'une grande victoire, me paraît juste. Je voudrais filer ici la métaphore du *tsunami* pour distinguer dans cet article ce qui relève de la surface de ce mouvement de fond, « l'écume » de la vie

politique pour ainsi dire, et les fonds abyssaux océaniques des mentalités des couches dominées, qui relèvent selon moi de maturations plus profondes et de la longue durée de la lutte de classe. Sans adhérer pleinement aux idées de l'historien Fernand Braudel, j'utiliserai donc largement ses concepts, qui nous sont utiles à mon sens pour comprendre et agir dans la nouvelle phase historique qui s'ouvre à nous. Évidemment, il ne s'agit ici que d'hypothèses, dont l'intérêt réside dans la volonté de dégager par la discussion une compréhension commune.

1. HYPOTHESES RELATIVES AUX GRANDES PÉRIODES [1] DE LA CONSCIENCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET DE LA LUTTE DE CLASSES CONTEMPORAINES : OU NOUS SITUONS-NOUS ?

Dans les années 1930, Trotsky formulait l'idée qu'une période de forte maturation de la conscience et de la lutte de classes, qu'il faisait remonter aux

débuts de la Seconde Internationale, prenait fin en même temps que disparaissait la génération qui l'avait portée, la sienne. Cherchant à comprendre le tournant qui s'annonçait, il confiait à son secrétaire, Van Heijenoort, la responsabilité de faire des recherches sur le 16^e siècle et sur la fin de l'Empire romain. Ce travail aiderait sans doute, à ses yeux, à dégager l'image de ce qui pourrait être la période suivante ^[2]. Le recul historique dont nous disposons aujourd'hui et un tournant supplémentaire majeur dans la lutte de classe rendent à la fois possibles et nécessaires un diagnostic et une mise en perspective sur les périodes qui s'achèvent, le tournant que nous venons de vivre, le sens de la nouvelle période et donc, les tâches qui en résultent.

SUR TROIS PÉRIODES ET UN TOURNANT

Si on reprend la périodisation utilisée par Trotsky, on peut intégrer comme phase introductive à cette longue période de construction d'une identité de classe à l'échelle internationale, la phase 1840-1870 qui est celle des prodromes du mouvement ouvrier. En effet, de 1840 à 1930 en gros, certes avec des ruptures parfois significatives (1850-1862 et 1871-80 en France, la Première Guerre mondiale partout dans le monde, les débuts de la réaction fasciste dans les années 1920), une identité consciente de classe se construit, à la fois au travers de ces ruptures, mais également de manière cumulative pour s'incarner finalement dans la construction du premier État ouvrier, de la Troisième Internationale, puis d'une opposition de gauche consistante, tout du moins du point de vue intellectuel, au stalinisme. C'est l'apogée de cette première phase d'histoire du mouvement ou-

vrier, qui s'explique entre autres par un lien quasiment constant et organique entre l'expérience vécue par les travailleurs et des groupes militants, majoritaires ou disposant d'une forte influence. Ceux-ci rendent intelligible cette expérience et sont par là même fortement influencés par elle.

Avec, dans les pays « développés », le fascisme, le nazisme, puis surtout le stalinisme et la deuxième chance historique qu'il donne à la social-démocratie, et dans les pays du Sud leurs avatars satellisés et/ou nationalistes, se mettent en place des machines de refoulement de l'identité de classe. Sur la base de la rupture quasi totale des liens physiques entre les tenants politiques d'une identité de classe (les groupes trotskistes) et la classe ouvrière, phénomène inédit dans l'histoire de la lutte de classe né de l'extermination et de l'isolement de ces groupes, ces machines du refoulement deviennent majoritaires au sein du salariat et de ses alliés potentiels. De surcroît, ils appuient cette assise sur des appareils étatiques souvent puissants qui confortent leur rôle réactionnaire. Les années 1930 à 1990 en gros sont donc des années d'inversion, l'ère du mensonge généralisé et de la fausse conscience. Du refoulement de l'identité de classe en tant que sujet politique (puisqu'il faut toujours s'en remettre à des avocats ou à des intermédiaires pour plaider son sort auprès des César, des tribuns... ou des dieux), on en arrive, dans une période d'offensive bourgeoise, au refoulement de l'identité de classe tout court. On déclare que la classe ouvrière n'existe plus. Plus de lutte de classes. Fin de l'histoire.

Années 1980-1990 : les bases matérielles et donc sociales, politiques, idéologiques des machines du refoulement s'effondrent dans la douleur. Mais il n'y a de rupture tangible et du-

rable en histoire que pour autant que sur ces décombres émerge une nouvelle conscience. Les appareils pseudo réformistes, nationalistes, demeurèrent, avec des liens plus ténus. D'autres utopies renaissent, parfois carrément réactionnaires, comme dans les pays pauvres. Tous les populismes font leurs choux gras du désarroi général. Heureusement, l'héritage idéologique et conceptuel tiré de l'expérience du mouvement ouvrier demeure. Comment le réinvestir ?

La préservation de cet héritage a été permise par les organisations trotskistes qui ont survécu et par tous ceux qui ont milité d'une manière ou d'une autre pendant la période de réaction qui s'est déroulée des années 1930 aux années 1990. C'est leur mérite et cela constitue la mission historique irremplaçable qu'ils ont menée à bien. Pourquoi, en France ou en Argentine, alors que des occasions réelles se présentaient, ces organisations n'ont-elles pas pu traduire l'affirmation de la classe ouvrière en tant que sujet politique sous la forme d'un programme de rupture avec la société capitaliste et par là même, sous la forme d'une organisation ayant un poids significatif dans les combats de classe ? Ce n'est pas l'objet de ce travail d'en discuter. Quelques idées, là encore, en forme d'hypothèses. D'une part, longtemps attachées à préserver, à juste titre, le capital idéologique de la période antérieure, essentiellement celui hérité des années 1917 aux années 1930, mais coupées d'un terrain d'expérimentation, les organisations trotskistes en sont arrivés à répéter des formules qui ne correspondent plus aux temps nouveaux. D'autre part, alors que pendant longtemps la conviction de former une avant-garde allait de pair avec celle d'être préservé des pressions sociales et politiques, ces organisations, essentiellement

tendues vers l'effort de ne pas disparaître, ont été comme des plantes privées de leur terreau, de terre et de soleil : la base matérielle sans laquelle elles ne peuvent vivre, le lien organique avec l'expérience concrète de la classe ouvrière. Elles se sont non seulement vidées d'une partie de leur substance, mais plus encore, c'est dans le terreau de la lutte de classe économique qu'elles ont trouvé de quoi survivre. À ce rythme quotidien, l'horizon de faire de la classe ouvrière le sujet politique de l'histoire se dématérialise, devient incantatoire. On entre dans la fausse conscience. Ce n'est pas un hasard si une sérieuse « analyse » de la vie de ces organisations pendant cette période de refoulement n'est pas effectuée, ou seulement de manière fragmentaire. Elle permettrait sans doute de mettre au jour la présence « *de mystérieux poissons* », pour reprendre l'expression de Trotsky [3] et surtout, de sortir de la paralysie actuelle. Peut-être cela est-il impossible. Toujours est-il que ces organisations, ces milliers de militants ont permis un essaimage plus ou moins étendu selon les pays, mais réel, durable, des modes de compréhension hérités du marxisme révolutionnaire. Ce sont des instruments précieux pour avancer.

Depuis les années 1990, une nouvelle période dans la conscience et la lutte de classe : quel sens lui donner ?

Les nouvelles couches du salariat, nombreuses, variées, ainsi que le camp plus large qui s'identifie à l'aspiration à une société plus humaine reconstruisent une idée « de classe », sur la base en grande partie d'une expérience propre. À l'ère du mensonge généralisé succède la soif de vérité et de compréhension, seul antidote à la très forte atomisation des salariés in-

duite par la dictature totalitaire du marché. Mais les discours et les formules héritées de la période antérieure peuvent parfois offrir une protection qu'on ne refuse pas, mais de manière générale ils paraissent démodés. Les militants qui s'engagent veulent du « sur-mesure », pas du « prêt-à-porter » pour se sentir bien dans leur engagement. Ceux qui trouvent les mots pour dire la nouveauté permettent une cristallisation de la conscience. Mais la vision d'une société radicalement différente et humaine peine à s'élaborer. Bien sûr, on doit intervenir au niveau superficiel de l'existence de classe, cette partie supérieure des océans que Braudel réduisait sans doute trop à une écume peu opératoire. Mais en l'absence de tempête, il est illusoire de penser que cela fera bouger significativement les grandes masses. Surtout, en l'absence d'outil, et plus encore de demande, formuler des objectifs concrets de l'action à l'ancienne, du type « dehors Chirac », peut faire plaisir le temps d'une soirée, mais ne correspond absolument pas à la manière dont des millions de travailleurs ont vécu la campagne du Non. Je proposerai des réponses à ces questions en fin d'article, mais en sachant qu'elles n'affectent pas l'ensemble du camp des exploités et surtout qu'elles ont un caractère très périssable. Par contre, parce qu'à mon sens notre travail doit consister, comme dans les débuts du mouvement ouvrier, à rendre intelligibles les processus cumulatifs et les ruptures qui permettent la (re) construction d'une identité « de classe », c'est à quelques-unes des mutations idéologiques profondes (abyssales !) que le résultat du référendum et la campagne pour le Non ont révélées, ainsi qu'aux acquis qu'elles permettent d'engranger, auxquels je voudrais m'attarder mainte-

nant.

2. QUELQUES ACQUIS IDÉOLOGIQUES PRÉCIEUX (PARMI D'AUTRES)

VOTER RÉSOLUMENT...

SANS ILLUSIONS !

On a voté Non, mais on a peu sablé le champagne et on a encore moins manifesté. Beaucoup de travailleurs se réjouissaient des têtes déconfites des Ouïstes sur les plateaux de télévision le 29 mai (au fait, savez-vous où est passé Giscard ?), des turpides de Chirac et consorts. On était réjoui le lundi 30 mai en reprenant le travail. Parfois on en parlait un peu... mais la vie continue ! Les camarades de Lutte Ouvrière (c'est-à-dire Fraction *l'Étincelle* comprise) qui se sont échinés à vouloir combattre de prétendues illusions (fabiusiennes ?) électoralistes, les uns pour faire campagne sans faire campagne, les autres en appelant quasiment à l'abstention, ont combattu contre des moulins à vent qui existaient sans doute du temps de leur jeunesse (le Programme Commun, l'Union de la Gauche, etc.), mais qui, au moins pour cette campagne, n'étaient pas de saison. Les travailleurs et tous ceux qui veulent une société plus humaine ont voté extrême-gauche depuis 10 ans sans pour autant rêver que cela allait améliorer leur sort, comme ils ont voté Le Pen sans pour autant être des racistes ou des nationalistes convaincus, comme ils ont également massivement voté à gauche au printemps 2004 contre Chirac, Raffarin ou Sarkozy, sans pour autant investir leur vote d'espoirs démesurés. La nouvelle phase de mondialisation du capital illégitime ceux qui sont en place, favorise les abstentions ou les votes protestataires, sans pour autant que les programmes des partis qui se présentent,

faute d'incarner de réelles perspectives crédibles et de prendre la force réelle d'un ancrage social, soient cautionnés par ceux qui votent pour ces partis.

Pour ce qui concerne les travailleurs, les jeunes, etc., qui ont voté Non au référendum, ce choix a été l'expression d'une protestation sociale, politique, idéologique qui, depuis 1993-1995, resurgit régulièrement et ils l'ont fait avec une certaine conviction dans les mois qui ont précédé le vote. Comme pendant la Deuxième Internationale, le mécontentement sur le terrain social et idéologique trouve de façon logique son expression politique, électorale. Ou plutôt, il n'y a pas de solution de continuité entre ces différents champs de l'existence d'une classe, qu'il peut être tout aussi pertinent, mais également tout aussi absurde, de découper entre « âme et corps », « spirituel et matériel », « lutte de classe et élections », comme du temps où staliniens et réformistes parvenaient à pervertir, c'est-à-dire à nier, sur le terrain électoral l'affirmation de la classe ouvrière en tant que sujet, sur le terrain social. Ces temps-là sont terminés. Certains peuvent être frustrés de ne pas être le grand parti qui doit monopoliser l'expression politique d'une classe. Mais les travailleurs ne les attendent pas et ils s'emparent de toutes les occasions, plus ou moins bonnes, qu'on leur offre. Et c'est tant mieux. C'est un acquis majeur dans la voie de ce qu'on appelle dans notre langage à nous (qui peut être du jargon pour ceux que nous voulons associer) « l'auto-émancipation ».

UNE NOUVELLE FORME DE DÉMOCRATIE

Continuons dans cette voie. Le camp du Non populaire-antilibéral-antica-

pitaliste-humaniste-de-gauche n'a-t-il pas esquissé les contours d'une forme « enfin trouvée » que pourrait revêtir une véritable démocratie ? Une question est posée. Des minorités agissantes qui ont réfléchi sur le sujet mettent le débat en perspective, l'éclairent. Des « experts » (chercheurs, universitaires, syndicalistes) éclairent le débat, comme c'est forcément le cas dans toute société complexe. Celui-ci est relayé à une échelle plus massive par des groupes organisés (qui fonctionnent plus ou moins bien) qui suscitent des réunions, des discussions partout : villes, villages, communes, appartements, lieux de travail. Relayé et amplifié par les grands médias (télé, radio, Internet, presse écrite, édition), le débat s'empare de tous, à des degrés divers, mais réel. La sphère de la vie politique démocratique s'est étendue comme jamais à l'occasion de cette campagne, dépassant le cadre traditionnel des couches cultivées et protégées du salariat ou de la petite-bourgeoisie. Et cela pas seulement parce que, comme on l'a beaucoup dit, d'anciens abstentionnistes sont allés voter, mais parce que ceux-ci ont parlé du fond de la question soumise au vote : celle du capitalisme libéré de toute entrave, autant dire du capitalisme tout court. Notre camp n'a-t-il pas inventé là une des formes possibles d'une autre forme de démocratie ? Et quand on nous demande : « *mais comment ça pourrait fonctionner dans le communisme ?* », ne pourra-t-on pas répondre maintenant qu'on vient tous ensemble de trouver une des réponses possibles ? Évidemment, un niveau d'organisation sociale supérieur permettra peut-être, comme aux temps de la démocratie athénienne, une participation encore plus riche et plus active à la vie démocratique grâce à une participation

beaucoup plus réduite aux tâches collectives (« temps de travail »). Mais pour les grandes questions qu'une société véritablement humaine devra trancher, on pourra tout aussi bien imaginer des processus de discussions proches de ceux que nous venons de vivre. Avec plus de temps. Avec des alternatives qui ne soient pas forcément en termes binaires (mais parfois, cela le sera nécessairement). Mais ça ne sera pas si différent de ce qu'on vient de vivre, y compris au niveau du caractère incomplet de la participation démocratique, parce que jamais 100 % des futurs citoyens ne s'enflammeront ou ne se sentiront pas aptes pour tous les sujets posés à différentes échelles, internationale, nationale (?), régionale ou locale. Notre camp vient donc non seulement d'écrire une petite page de son histoire, mais surtout, une page de son programme politique. Si on en convient, prière de faire passer l'info, s'il vous plaît !

UN NOUVEL INTERNATIONALISME EUROPÉEN

Le vote de notre camp, y compris le vote le plus populaire, n'a pas été un vote anti-européen. C'est un acquis fantastique ! Tous les travailleurs ne sont pas favorables à l'entrée de la Turquie dans l'U.E. Certains voudraient mettre des barrières douanières contre les importations de textile chinois, mais les propos contre l'ouvrier polonais ont été rares. FR3 Haute-Normandie a rendu compte de la visite de Fabius à des ouvriers d'une usine de l'Eure, dont la production est progressivement délocalisée en Pologne au détriment de leurs emplois. En dehors des remarques parfois douces, parfois amères et mé-

fiantes à l'endroit du ci-devant ministre libéral, plusieurs témoignaient de leur absence d'hostilité à l'égard des ouvriers polonais : « *on n'a rien contre eux mais...* ». On n'en est pas à l'idée d'un salaire minimum européen à 1 300 euros et d'un salaire mondial qui irait sur 10 ans vers 1 500 euros ou dollars, par exemple, étant donné l'atonie du mouvement syndical (et politique) sur la question. Mais les esprits sont mûrs. On le doit au bon boulot effectué par la bourgeoisie. Son Europe est devenue la nôtre, celle qu'on visite, dont nos enfants apprennent les langues et qui ont des correspondants, parfois des amis en Allemagne, celle des camarades de la filiale espagnole ou tchèque de la boîte, celle de l'Euro, devenu notre monnaie, dont on mesure l'impact de l'introduction sur notre niveau de vie, mais que personne ne remettrait en cause. L'ancrage de l'esprit européen parmi de larges couches populaires est aussi le fruit de la conversion du P.C.F. ou de la C.G.T. à l'Europe. C'est une évidence, pas forcément une fatalité. Enfin on doit aussi cet ancrage de l'esprit européen à ces « nouveaux internationalistes » si longtemps minoritaires et décriés : ceux qui se rendent aux Euromanifs, aux rendez-vous du G8 ou de l'altermondialisation, mais qui effectuent un travail moins visible de tissage de liens entre syndicats, d'explication des politiques et des logiques européennes. Ce sentiment européen rebelle a trouvé son ancrage dans les manifestations internationales contre la guerre en 2003, mais beaucoup de travailleurs ont été attentifs aussi aux manifs contre les retraites en Italie, contre les suppressions d'emplois ou les réformes libérales en Allemagne. Ce nouvel internationalisme, cet esprit européen, qu'il faut en partie distinguer a longtemps été porté par la jeunesse sur

une base de masse (manifs). Cette jeunesse se sent européenne. On pouvait la croire encline à voter très largement Oui au référendum. Ça n'a pas été le cas. Cela aussi, c'est un bel acquis : des couches plus anciennes et traditionnelles de notre camp se sont dit « Oui », dans le même vote Non. C'était loin d'être gagné mais *a posteriori*, on peut se dire que c'est aussi le fruit d'une évolution durable : une conscience antilibérale, anticapitaliste, solidaire des grandes questions humaines et du sort des ouvriers devient significative dans la jeunesse. C'est de bon augure.

DE LA FRAGILITÉ RELATIVE DES ACQUIS

Parler d'acquis, c'est tenter de comprendre pleinement ce qui s'est passé, mais c'est surtout faire un pari sur l'avenir. Tous les processus d'acquisition de connaissances, de « progrès dans la conscience » sont là pour le prouver. Un acquis ne s'use que si l'on s'en sert. Il peut être confus, il peut être l'objet de conflits. Le sens d'un événement est fonction de la direction qu'on veut imprimer à l'histoire. J'ai voulu m'intéresser à ce que je considère comme des acquis, parce qu'à mon sens ces progrès ont été l'œuvre de larges masses. Ils peuvent survivre à l'existence des comités, au gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy, à l'Assemblée Nationale actuelle. Et plutôt que de chercher à agir dans cette sphère somme toute superficielle, ceux qui ont été les moteurs du Non de notre camp pourraient, à partir de ces acquis, engager un travail précieux, sur la durée. D'abord en les rendant intelligibles. Ensuite en transformant la conscience en actes : nouer des contacts syndicaux avec telles universités, comités, syndicats, entreprises de tel ou tel pays d'Euro-

pe. Engager des discussions sur l'Europe que nous voulons ou sur les moyens de lutter contre les délocalisations. Proposer dans les syndicats, les congrès des motions pour un plan de revendications et des journées d'actions européennes pour l'homogénéisation des normes sociales vers le haut, etc. Bref, un travail sur la longue durée qui permet à notre camp d'exister si ce n'est en tant que sujet politique, du moins en tant que sujet social.

À PROPOS DU « CONCRET, DE L'IMMÉDIAT, DU POLITIQUE ! »

« Dehors Chirac », « dissolution de l'Assemblée Nationale ! ». Comme d'autres, j'ai crié cela le dimanche 29 mai au soir. Ça ne mange pas de pain et ça fait du bien. J'aurais sans doute continué à le dire les jours suivants si nous avions été non pas 400, mais 4 000 à Rouen à le clamer haut et fort. Dans ce cas, on aurait de nouveau manifesté le lendemain. La revendication aurait pu prendre un caractère de masse, susceptible de déstabiliser la bourgeoisie. Ça n'a pas été le cas. S'accrocher à cela aujourd'hui n'a plus aucun sens. Ça signifie tout simplement que ces mots d'ordre ne correspondent pas à la situation. Là encore, ce sont des formules toutes faites comme d'autres camarades l'ont signalé lors de notre réunion du 11 juin et surtout, c'est rabaisser le niveau ! Notre camp a voté sur une Constitution. Des questions importantes ont été posées, parfois sur l'Europe, parfois sur des questions sociales. On veut une autre Europe : laquelle ? Le camp de la démocratie, c'est nous. Pourquoi ne pas reprendre à notre

compte l'aspiration démocratique en proposant l'organisation d'un nouveau référendum, d'ici un à deux ans, cette fois-ci dans tous les pays de l'U.E. avec une quinzaine de constitutions proposées au choix des électeurs. Celles-ci seraient élaborées au vu et au su de tous, le plus démocratiquement possible, dans une phase préparatoire, les cinq à dix pages qu'elles devraient comprendre au maximum devraient inclure un programme politique global pour l'Europe des 20 prochaines années, appliquant les principes de ladite constitution, qui, pour franchir le cap démocratique, devra avoir été portée et élaborée par un nombre significatif de citoyens (à définir) et un nombre représentatif de pays.

C'est une réponse possible aux questions actuelles, mais elle a peu de chances d'être portée ailleurs que dans cette revue !

Peu importe, l'histoire, celle des fonds marins abyssaux de la lutte et de la conscience de classe, cette histoire lente, continue.

Notes

1 A ma connaissance, la discipline histo-

rique peine à élaborer un vocabulaire précis qui permettent le découpage de l'histoire en séquences. Le terme « périodes » s'applique en général aux grandes phases de l'histoire humaine : Antiquité, Moyen-âge, Temps Modernes, Époque Contemporaine. Mais il est évident que selon le champ d'investigation choisi : les modes de production, les systèmes familiaux, les techniques, la vie politique, la lutte de classe ou... la mode vestimentaire, un vocabulaire adéquat devrait s'agencer. Ce n'est pas le cas. Malgré l'intérêt porté à cette question par Kondratiev et Trotsky, l'historiographie marxiste a peu avancé sur le sujet. Il est évident qu'au sein des « périodes » évoquées dans l'article, on peut distinguer bien des phases, au niveau mondial, mais qui seront aussi fonction des champs choisis (continent, pays, vie politique...). Voir Trotsky, *La courbe du développement capitaliste* et Robert Bonnaud, *Tournants et périodes*.

2 « En juin ou juillet 1939, Trotsky me demanda d'aller faire des recherches à la bibliothèque nationale de Mexico afin de lui trouver des textes sur le 16^e siècle et ses guerres de religion, ainsi que sur la fin de l'Empire romain. C'était, selon lui, à ces époques de cassure historique que la nôtre

devait se comparer. Je me revois encore, debout dans son bureau, lui aussi debout, près de moi. Je lui fis quelques objections, je lui parlai des atrocités des guerres de religion, de gens précipités du haut de tours sur les lances de soldats debout au pied de ces tours. Il me regarda avec une rare tristesse et me dit "vous verrez". On a vu ». Van Heijenoort, *Sept ans auprès de Léon Trotsky*.

3 « Par la main géniale de Sigmund Freud, la psychanalyse souleva le couvercle du puits nommé poétiquement "l'âme" de l'homme. Et qu'est-il apparu ? Notre pensée consciente ne constitue qu'une petite partie dans le travail des obscures forces psychiques. De savants plongeurs descendent au fond de l'Océan et y photographient de mystérieux poissons. Pour que la pensée humaine descende au fond de son propre puits psychique, elle doit éclairer les forces motrices mystérieuses de l'âme et les soumettre à la raison et à la volonté. », Trotsky, *La Révolution russe, conférence de Copenhague, 1932*. Ne pourrait-on pas remplacer en l'occurrence « psychique » par « social » tant ces dimensions sont interdépendantes à l'échelle de petits groupes humains ?

Dans cette courte contribution, je voudrais expliquer comment je comprends la question de « l'unité », en l'illustrant par une discussion des mesures qui seraient à prendre si l'on entend vraiment donner une solution au chômage.

Quelques aspects actuels du combat pour l'unité des salariés et des exploités

COMMENT DÉGAGER

LE CONTENU RADICAL

DE L'ASPIRATION

À L'UNITÉ ?

Le mot d'ordre de « l'unité » correspond à un besoin profond qui plonge ses racines dans les conditions d'affrontement très inégales entre les travailleurs et la bourgeoisie. Mais il peut se transformer très aisément en slogan vide, en mot creux derrière lequel se cachent des pièges. Alain Séguret a donc raison de rappeler dans le dernier paragraphe de son texte que « *les appels des appareils à l'unité pour l'unité ont pour objectif l'expropriation de la victoire des salariés, des chômeurs et des exclus* ».

C'est lorsqu'elle se constitue sur des objectifs spécifiques et pleinement saisissables que « l'unité » cesse d'être un mot creux et se remplit d'un contenu mobilisateur et organisateur. Le but commun de rejet de la « Constitution européenne » a eu ce caractère.

Le travail initial d'analyse du TCE a commencé par dégager des lignes de forces autour de l'idée de « constitutionnalisation du capitalisme », ou tout au moins du libéralisme. Cela a permis à des militants en nombre croissant, puis à des salariés, à des chômeurs et à des jeunes « non-organisés » d'établir le lien entre le Traité et leurs problèmes quotidiens : les délocalisations, les salaires, les conditions de travail, la concurrence de plus en plus forte entre salariés, les attaques contre ce qui reste des services publics. C'est sur cette compréhension de la nécessité de rejeter le TCE que l'unité a pu se faire entre militants et salariés, créant un socle qui a finalement permis, notamment après le basculement de la CGT, de rassembler des millions de travailleurs, d'entraîner une majorité. C'est cette compréhension partagée, et partant, cet accord réel sur l'objectif qui ont permis aux comités unitaires d'être un cadre de Front unique.

Dans sa contribution, Manuel rappelle un point essentiel relatif à la politique de Front unique, à savoir qu'elle exige l'indépendance politique des militants anti-capitalistes et révolutionnaires. Pour « frapper ensemble », il faut d'abord avoir « marché séparément », c'est-à-dire avoir une pensée politique propre, fruit de la discussion et de l'élaboration politique propres. La caractérisation qu'il fait de la manière dont ont fonctionné les courants constitutifs de l'appel des 200, à commencer par ceux qu'y représentait la LCR, est juste. Ce qu'il dit des positions théoriques du « noyau central », prolongées par le texte auquel le nom de Roger Martelli est associé, à savoir la dominante anti-libérale et non anti-capitaliste (qui sont aussi en gros les positions de la direction d'Attac), est également exact. Mais tout cela ne suffit pas pour faire de l'appel des 200, un vrai « faux Front unique ». C'est méconnaître la nature des processus des dernières semaines de la campagne. Dans une partie des collectifs et des comités, tant ceux se réclamant de l'appel des 200 que ceux d'Attac ou du « Non socialiste », il s'est formé de façon embryonnaire une autre configuration du FU, tout aussi originale et bien plus authentique, reposant sur une forme, elle aussi embryonnaire, d'auto-organisation. Ce FU s'est noué « à la base », d'un côté entre ceux des militants qui, tout en étant membres d'une « orga », parti, ou association, ont pensé et agi en partie par eux-mêmes, et de l'autre les salariés, les retraités, les chômeurs, les jeunes qui se sont retrouvés avec eux dans des réunions.

Pour les comités et les collectifs, la victoire du Non a eu par la force des choses un effet contradictoire. D'un côté, cette victoire a illustré de manière éclatante les vertus de l'unité et

donc fait naître chez les militants la volonté de prolonger l'existence des structures dans lesquelles ils l'ont vécue. De l'autre, par le fait même d'avoir gagné, elle a fait disparaître le but commun identifiable et saisissable qui cimentait l'unité, celui du combat pour rejeter le TCE. Aujourd'hui, les militants veulent continuer à faire vivre les comités, mais ceux-ci sont très largement suspendus dans le vide. Leur avenir immédiat, ou alors leur reconstitution à une autre étape au cas où une partie d'entre eux se déliterait momentanément, dépendent presque entièrement de la définition de nouveaux objectifs politiques qui permettront de faire en sorte que l'unité repose de nouveau sur un socle véritable.

Je ne suis pas sûr que les propositions faites par Alain à la fin de son article puissent prendre corps sans cela. Pour que les comités vivent « *comme l'organisation indépendante des citoyens, transversale par rapport aux partis, associations et organisations* », il ne leur suffira pas de « *choisir leur mode d'organisation [...] probablement de s'orienter vers des principes de démocratie participative, avec des mandats révocables* ». Il faut qu'ils s'attellent aussi et même prioritairement à la constitution d'une nouvelle base commune d'objectifs suffisamment clairs et saisissables pour re-cimenter l'unité. Au départ au moins, la démarche d'un mouvement « Constituant » dépend moins des mesures comme l'élection et le contrôle de représentants que d'un accord relatif aux nouveaux objectifs du combat unitaire, tels qu'ils se dégagent au travers de la discussion et de l'action à des niveaux touchant aux rapports de production et de propriété. La discussion sur la démocratie politique est selon moi indissociable des progrès faits sur ce plan.

NE PAS BRULER

LES ÉTAPES

Les appareils des partis, celui du Parti socialiste (y compris les chefs de file des « écuries »), mais aussi une grande partie de ce qui reste de celui du PCF, ont été pris de court par l'ampleur du processus de réappropriation du terrain politique dont les comités ont été le cadre. C'est pour cela qu'ils se sont hâtés de transformer l'appel à l'unité en moyen d'expropriation des salariés de leur victoire. La question qui est posée est celle de libérer les capacités d'organisation propres des militants et des salariés. Après avoir fait un constat lucide quant aux interventions respectives de la LCR et de LO dans la campagne du Non, l'attachement que manifeste Manuel pour une certaine idée de l'avant-garde le conduit à en appeler aux « militants et courants anticapitalistes ». Il ne les identifie pas, mais on comprend qu'ils doivent avoir un niveau de formation et de conscience politiques très élevé. Car Manuel ne leur demande rien moins que de poser et de résoudre au cours des « *quelques semaines décisives* » qui viennent, les questions contenues dans le chapitre sur le « *gouvernement ouvrier et paysan* » du *Programme de Transition* : « *Pour contrer pied à pied le projet des antilibéraux, il faudra réhabiliter une pensée en termes de classes [...] et soulever la question du pouvoir : poser la nécessité d'une mobilisation générale pour en finir avec le capitalisme et ses institutions (nationales ou européennes), tracer la voie d'une alternative par la lutte et l'auto-organisation de la population, mais aussi donner un contenu à la formule du "gouvernement des travailleurs"* ». Sachant au fond qu'il leur assigne une « *mission impossible* », Manuel ne

peut terminer que sur « *les lendemains qui pleurent* ». Chemin faisant, il balaie à la fin de son texte tout ce qu'il a dit précédemment de juste sur le FU par rapport à la nécessité de pouvoir « *marcher séparément* » afin de pouvoir « *frapper ensemble* ». Aujourd'hui, une organisation ou un regroupement possédant à la fois des liens avec les salariés et une orientation anti-capitaliste indépendante, pourrait s'adresser aux courants anti-libéraux et keynésiens pour leur dire, par exemple : « *Vous constatez les ravages de l'indépendance de la BCE et du Pacte de stabilité, ce qui suppose ouvrir la bataille pour l'abrogation de Maastricht et d'Amsterdam au moins sur ces points. Nous pensons que cela ne peut être qu'un tout début de ce qu'il faut faire, mais si vous engagez une vraie campagne sur ces deux questions, nous la mènerons avec vous, comme on a mené ensemble la campagne pour le Non* ».

**L'ESPACE POUR
L'INTERVENTION
DES MILITANTS ANTI-
CAPITALISTES EXISTE
PLUS QUE JAMAIS**

Mais puisqu'aucune organisation ayant cette capacité n'existe, la tâche qui incombe aux militants et aux courants anti-capitalistes épars est de trouver les moyens d'entreprendre dans les comités unitaires un travail avec les militants qui libère chez eux, plus fortement encore que dans la campagne qui s'est achevée, la volonté, ou en tous les cas l'aspiration à se réapproprier le terrain politique. Il s'agirait de diriger cette aspiration vers l'élaboration programmatique propre, vers la définition par les militants des problèmes affectant les tra-

vailleurs et l'établissement des priorités de l'action. L'espace politique pour cela existe toujours. Il existe dans les syndicats dont Alain parle à propos de la CGT, mais que le communiqué de Sud-Energie illustre pour l'instant le plus parfaitement. Il continue aussi d'exister dans les comités.

À Nanterre, le 25 juin, lors de la Rencontre nationale des collectifs unitaires pour le Non, la volonté des militants de prolonger l'existence des structures dans lesquelles ils ont mené la bataille contre le TCE a permis de préserver un cadre de travail qui permette aux comités de construire une nouvelle base commune d'objectifs suffisamment clairs et saisissables pour re-cimenter une unité du type de celle qui a marqué la campagne. Le paragraphe sur l'organisation défend « *l'autonomie des collectifs, la circulation en réseau de l'information et des propositions, la coordination autour des initiatives et des campagnes, la prise en compte des diversités, le fonctionnement au consensus* ». Il ajoute qu'il « *ne faut pas entrer à marche forcée dans une structuration trop stricte, une délimitation politique trop précise, une projection prématurée sur de prochaines échéances électorales, sous peine d'être contre-productifs par rapport aux nécessités d'élargissement, de pluralisme et d'unité. Nous devons partir des contenus communs et des accords vérifiés pour construire ensemble. Les collectifs locaux, leur forme souple et non cartellisée, ont une grande importance pour cela* ».

La partie plus « *grammaticale* » de la déclaration finale est placée sous le signe de la lutte contre les « *politiques libérales* », mais elle se termine tout de même par le constat de la nécessité d'une « *remise en cause des Traités antérieurs* ». Elle est très faible. Je pense qu'il faut en interpré-

ter la faiblesse comme traduisant à la fois les effets de la participation antérieure de certains de ses auteurs à la « *construction européenne* », un enfermement dans l'idée de l'irréversibilité des processus, mais le désarroi devant l'ampleur des problèmes que les salariés ont à résoudre. Personne ne niera cette ampleur. C'est l'une des raisons qui exigent que les ressources de l'auto-organisation et de l'auto-émancipation des femmes et des hommes membres du salariat soient libérées. Il n'y a vraiment que les « *travailleurs eux-mêmes* » pour renverser les rapports politiques entre eux-mêmes et la bourgeoisie en Europe et à l'échelle mondiale.

En désignant à la demande de Chirac le chômage comme le problème des problèmes, le nouveau Premier ministre a défini d'une certaine manière la question que les militants anti-capitalistes épars pourraient proposer aux comités comme terrain où ceux-ci donneraient leur réponse. Le « *plan* » de De Villepin est condamné à la faillite, tant par le caractère inopérant des mesures, une fois les buts de destruction du Code du travail atteints, que par l'aggravation prévisible de la conjoncture économique mondiale. D'ici quelques semaines, ceux des salariés qui n'en sont pas déjà convaincus seront obligés de se rendre à l'évidence. Le refus de la politique suivie, avec son volet supplémentaire d'accélération du processus de privatisation, soulèvera l'indignation et renforcera l'exigence de la définition de mesures très différentes.

**SEULS LES COMITÉS ONT
LA CAPACITÉ DE
RÉSoudre LE CHOMAGE**

Pour peu que le travail ait été déjà entrepris dans les collectifs unitaires

comme dans les comités locaux d'Attac, un courant de classe (au sens où il y a eu un « vote de classe » le 29 mai) peut se former pour dire, en étant convaincu, que le chômage peut être vaincu pour la bonne raison que l'ampleur des investissements et des embauches de personnel nécessaires à la satisfaction des besoins individuels et sociaux essentiels des salariés et de leurs familles, est telle que tout le monde peut être mis en quelques mois au travail, au besoin avec une nouvelle formation. Ces besoins sont connus de tous : des logements décents à des loyers abordables, la rénovation des infrastructures dans les transports et dans les banlieues, la transformation des conditions de vie dans les cités ; dans la santé, les investissements et les recrutements hospitaliers à la hauteur définie ensemble par les personnels soignants et les citoyens ; dans l'éducation nationale, les investissements et l'encadrement scolaire à la hauteur définie par les enseignants, les parents et les lycéens. La liste est sans limite. Là où les problèmes existent, c'est dans la levée des obstacles politiques, tant sur le plan des moyens financiers à réunir que du cadre juridique de leur réalisation. La solution du chômage exige la re-nationalisation des entreprises de service public avec des organes de direction sous contrôle des usagers et des travailleurs. La solution du chômage exige la récupération par le corps social

démocratiquement organisé des moyens qui assurent le financement des mesures nécessaires.

Aujourd'hui, les décisions d'investissement : produire quoi, produire dans quelle branche ou quel secteur, produire en tenant compte de tel critère écologique, produire pour quel marché, en termes de niveau de couches sociales visées et de qualité de biens ou de services offerts sont des décisions qui conditionnent la solution du chômage. Aujourd'hui elles sont entre les mains du capital privé ou de gouvernements qui le servent. Un objectif majeur de l'action des comités serait de préparer la liste des mesures pour commencer à faire repasser les décisions d'investissement entre les mains des citoyens et des travailleurs. Une mesure essentielle serait de rétablir ou d'établir des formes d'appropriation sociale sur les entreprises de service public, comme sur celles qui occupent une place importante au plan de la stratégie économique. Un autre objectif est d'en finir avec « l'indépendance des Banques centrales », de re-nationaliser, ou plus exactement de « re-socialiser » le crédit, et de transformer la Banque centrale européenne en banque de financement des investissements paneuropéens. Le travail forcerait les collectifs à se pencher sur la concentration croissante de la richesse, la non-taxation de la fortune, la soumission des projets d'investissement au niveau de profit et de réparti-

tion des dividendes des actionnaires, et la montée en puissance des activités mafieuses, à la faveur de l'impunité accordée aux paradis fiscaux. Toutes les questions sont immédiatement « européennes ». Elles soulèvent d'emblée la question de l'alliance nécessaire des salariés travaillant en France avec ceux des pays où il y a des processus similaires d'identification des problèmes à résoudre. Elles permettent de fonder la discussion des questions constitutionnelles touchant aux rapports aux pays voisins sur des bases concrètes.

L'essentiel se trouve dans la consolidation du processus d'appropriation politique de ces questions par les collectifs eux-mêmes, par les comités en propre, ceux de l'appel des 200, les groupes locaux d'Attac, les sections syndicales et les regroupements au sein du « Non socialiste ». C'est sur ce plan que la vraie responsabilité des militants anti-capitalistes se situe. Si cette réappropriation se poursuit, si un programme de lutte véritable contre le chômage résulte de l'action propre des collectifs, une page pourra alors se tourner. Nous assisterions à une situation où, une nouvelle fois du côté des salariés et des exploités, des idées (ici un programme d'action contre le chômage qui se trouvera par nécessité avoir certaines dimensions d'un programme d'action contre le capital) commencent à « devenir des forces matérielles ».

Grâce à Odile Mangeot et à Gérard Deneux des Amis de l'Émancipation Sociale, une rencontre dont le principe avait été arrêté depuis six mois entre *Carré Rouge*, *A Contre Courant* et les Amis de l'Émancipation Sociale a pu finalement se dérouler à Nancy le 5 juin dans les locaux de la CNT, que nous remercions chaleureusement de son accueil. Des militants du Rézo-antiK de Nancy ont accepté l'invitation tardive qui leur a été faite d'y participer. Gérard Deneux a pris sur son temps militant pour faire le compte rendu suivant. Nous l'en remercions tous.

Compte rendu de la rencontre de Nancy le 5 juin 2005, entre *Carré Rouge*, *A Contre Courant* et Les Amis de l'Émancipation Sociale

Cette rencontre s'est déroulée en deux temps. Le premier a consisté à analyser ensemble la situation politique au lendemain du référendum, le second a eu pour objet de voir la manière d'engager en commun, sous l'égide démocratique de *Carré Rouge*, un travail de réflexion et de reformulation théorique à la hauteur des enjeux actuels.

I. UN RÉSUMÉ DE L'ÉCHANGE POLITIQUE SUR LA VICTOIRE DU NON

Le résultat du référendum, la victoire du NON au projet de Traité constitutionnel européen a révélé et va accroître **la crise politique** qui est ap-

parue le 21 avril 2002. Les partis de Gouvernement, de Droite comme de Gauche, les élites, qu'elles soient médiatiques ou technocratiques, ont subi un large désaveu remettant en cause les politiques libérales suivies depuis une vingtaine d'années. Malgré leur surdité, elles auront de plus en plus de difficultés à gouverner comme avant. Quant à « ceux d'en bas », ils refusent d'être gouvernés comme avant, tout en ne possédant pas de solution alternative à faire prévaloir. Dans des conditions difficiles, sans véritables moyens face au rouleau compresseur des partisans du OUI qui disposaient de pratiquement tous les relais médiatiques, un NON de Gauche, populaire s'est affirmé, reléguant les prétentions de l'extrême Droite à un rôle subalterne. Ce NON

de Gauche est le résultat de la conjonction de luttes sociales d'ampleur qui ont connu des échecs successifs (retraites, sécurité sociale, enseignants et lycéens) et du travail d'explication fourni par toutes les forces antilibérales (Attac, Copernic...) qui se sont coalisées dans plus de 900 comités locaux. Un processus de **re-politisation** d'une couche assez large qui dépasse les militants de diverses organisations s'est enclenché. Cette forme d'expression politique, en dehors des appareils, incluant des arguments antilibéraux et anticapitalistes, rouvre le débat sur la démocratie réelle, celle des enjeux de société et de la rupture avec le système dominant.

Tout en valorisant cette expérience en cours, il convient d'en saisir les limites afin de lui donner consistance en termes de contenu et de prise de conscience.

Cette mobilisation a abouti dans ses résultats immédiats, et le vote NON majoritaire est un **immense soulagement** provoqué par l'assurance que lorsqu'on le veut, l'on peut défaire le camp des dominants et faire sauter du même coup le carcan libéral dans lequel ils voulaient enfermer durablement le peuple. Toutefois, ce vote NON est aussi le révélateur d'une très grande inquiétude. La partie III du traité constitutionnel demeure, elle n'est que la quintessence des traités existants dont la mise en œuvre a déjà accompli des dégâts sociaux importants. Le libéralisme ravageur va continuer à se déployer dans un espace européen très hétérogène et, en particulier dans les pays de l'Est où la mémoire du stalinisme, du capitalisme bureaucratique d'État freine l'émergence de forces alternatives.

Il semble aléatoire de spéculer sur la possibilité d'une grève générale ou sur des mots d'ordre avant-gardistes

surestimant la prise de conscience réelle de rejet du système et de ses affidés (dissolution de l'Assemblée nationale, « qu'ils s'en aillent tous »). En tout état de cause, enfermer le mouvement dans un cul-de-sac électoral alors même qu'aucune perspective de modification du rapport de force n'émerge consisterait à faire l'impasse sur le mouvement de re-politisation à la base, qui doit se poursuivre en toute autonomie.

Le NON de Gauche provoque un séisme politique dans les Partis dominants qui entendent préserver le règne de l'oligarchie financière transnationale. La question demeure se savoir s'il s'agit d'une **petite victoire symbolique après une série de défaites, mais rien de plus**, ou au contraire, une grande victoire politique sur la question circonscrite du traité constitutionnel et le terrain particulier d'un vote voulu par les Partis dominants comme acquis d'avance, donc plébiscitaire. S'il ne s'accompagne pas de reconquêtes sociales significatives, s'il ne se construit pas en tant que mouvement autonome agglomérant d'autres forces, s'il ne parvient pas à se construire au niveau européen, le NON risque de n'être que feu de paille face au rouleau compresseur du libéralisme.

Ce qui est certain, c'est que la dégradation des services publics va se poursuivre. Le réseau de défense des Services publics, tout particulièrement les hôpitaux où la situation est très dégradée, où les conditions de travail deviennent insupportables, devra continuer à s'organiser de manière autonome, tout en cherchant à susciter parmi les usagers une solidarité plus active. Sa politisation dans le sens de la mise en cause des politiques dictées par l'OMC et la Commission de Bruxelles devra s'affirmer. **Les conditions de mobilisation so-**

cialle restent difficiles : non seulement, parce que le pouvoir en place va tenter de donner le change, bien que la classe dominante apparaisse de plus en plus sclérosée, enfermée dans ses dogmes, mais surtout, parce que le poids du chômage de masse, l'émiettement de la classe ouvrière paralysent les possibilités de mobilisation, tout comme la faible implantation syndicale ainsi que la volonté réelle des directions syndicales à entraîner les salariés.

En outre, il convient de ne pas sous-estimer le poids des relents nationalistes ou xénophobes provoqués, structurellement, par la concurrence effrénée qui s'instaure entre travailleurs. Le NON de Gauche ne doit pas nous rendre euphoriques. Pour formuler une réelle alternative anticapitaliste, le mouvement doit parvenir à combler un réel déficit d'interventions. Ce mouvement, s'il est positif dans le processus de repolitisation qui le traverse, reste marqué par des **illusions réformistes**. Il en est ainsi pour les 21 exigences d'ATTAC ou les velléités de renégociation du traité constitutionnel, qui non seulement restent incantatoires mais surtout révèlent l'absence de volonté de porter des coups décisifs à la politique libérale. Le réformisme reste inopérant.

Enrayer le système libéral en place implique de mettre en cause, par des revendications transitoires, la financiarisation de l'économie et de se situer dans un processus de reconquête sociale qui freine la concurrence entre travailleurs sur le plan européen et leur garantit l'accès aux services publics. **En ce sens, s'attaquer au cœur du système consisterait à mobiliser l'opinion contre la Banque Centrale Européenne, les critères de convergence libéraux et monétaristes. Favoriser la solidarité continentale impliquerait la mi-**

se en avant de mots d'ordre favorisant l'harmonisation de salaires et droits sociaux par le haut, tout en faisant prévaloir un modèle de service public qui garantisse à tous la possibilité d'y accéder.

La campagne pour le NON au projet constitutionnel a déclenché, approfondi la distance entre la base des appareils et leur direction, y compris à ATTAC. Les militants qui ne s'identifient plus à leurs directions ont pris des initiatives, se sont auto organisés. Ils ne sont pas dupes des manœuvres qui s'enclenchent en vue des élections de 2007. Il conviendrait par conséquent de renforcer cette volonté d'autonomie et de refus, de ne plus supporter les conséquences d'une politique libérale largement désavouée.

Consolider le processus de re-politisation et d'autonomie consiste par conséquent à promouvoir l'idée que « la solution dépend de nous », du « tous ensemble » qu'il faut construire, tout en dénonçant l'autisme et le mépris des Partis de Gouvernement enfermés dans leurs certitudes, « ceux d'en haut » qui ne veulent pas nous entendre. **En réunir les conditions** suppose un approfondissement politique en commençant à avancer des éléments de réponse sur l'organisation de la socialisation de l'économie, de la solidarité et par la critique des stratégies mises en œuvre par les entreprises « accumulantes » comme EDF-GDF, contraires à leur vocation de satisfaction des besoins sociaux.

Dans cette optique, la question de la démocratie et par conséquent la critique du fonctionnement des appareils, en particulier des syndicats, revêt une grande importance. C'est à cette condition qu'ils peuvent (re) devenir des instruments de lutte des salariés.

Reste, pour le mouvement, une carence théorique à combler si l'on veut

tracer des perspectives crédibles et les adapter au moment historique.

II. LE PROJET DE RELANCE DE LA RÉFLEXION THÉORIQUE COMMUNE

Dans une collaboration aussi étroite que possible avec *A Contre Courant* et les Amis de l'Émancipation Sociale, *Carré Rouge* souhaite favoriser, en ce sens, la relance de la réflexion théorique. Tous les collectifs ou courants, en France mais aussi à cette étape en Europe, qui partagent cette conviction vont également être sollicités.

Comme l'a écrit Jean-Marie Vincent il y a quelques années, dans un texte publié dans *Critique Communiste* que *Carré Rouge* a été autorisé à republier (Il le sera dans le numéro de rentrée, le 34. NDR) et qui a été diffusé sur notre réseau militant, penser la crise du capitalisme suppose que l'on n'en reste pas à une critique économiste du système. Des références à Marx, au *Programme de transition* de Trotski et aux schémas de luttes des classes ont vieilli. Une remise à plat est nécessaire. **L'élaboration théorique est incontournable, partie prenante de la recomposition politique à engager.** Ainsi, un certain type d'organisation, la référence à un Parti d'avant-garde porteur de vérité et guide des masses sont non seulement contre-productifs mais surtout contrecarrent les aspirations à l'autonomie, à l'auto-organisation.

Fournir des éléments d'analyse sur les enjeux immédiats ne contredit pas le travail nécessaire sur les questions centrales comme : de quelle appropriation sociale des moyens de production avons-nous besoin ? Quel rapport cette interrogation entretient-elle avec les services et entreprises pu-

bliques socialisées ? De même, les concepts de libéralisme, capitalisme, socialisme, communisme sont à repenser concrètement dans leurs différences et leur adaptation face au processus de mondialisation. Pour *Carré Rouge*, deux questions clés immédiates devraient faire l'objet d'un programme de travail comportant la confrontation de relectures à l'expérience historique des dernières décennies.

1- Quels sont les traits spécifiques du capitalisme auxquels nous sommes confrontés ? À quel type de classe dominante ? Comment le système de manière élargie se reproduit-il ?

Il semble que le capitalisme libéral, rentier et parasitaire ait un caractère prédateur prononcé. Par les rapports à la biosphère qu'il a instaurés, auxquels il refuse de renoncer, il met en cause les conditions de vie sur la planète. Il pompe les ressources et matières premières dans les pays du Sud, tout en leur refusant les retombées économiques minimales. Sa marche en avant actuelle est largement conditionnée par la nouvelle Sainte Alliance qu'il tente de construire avec l'oligarchie bureaucratique chinoise ; il trouve en Chine, et dans une moindre mesure dans les pays de l'Est, une main-d'œuvre disciplinée, formée qu'il surexploite, ces pays fournissant le surtravail nécessaire au fonctionnement des marchés financiers de la Triade.

Dans le même esprit, il conviendrait d'approfondir la réflexion sur la dimension symbolique de la crise : les élites semblent tournées essentiellement vers leur propre reproduction, elles n'ont plus aucun projet de contrôle sur le devenir de la planète, elles font preuve à cet égard d'un cynisme ahurissant : « Après moi, le déluge ».

2 - La question de l'émancipation

des travailleurs est étroitement liée à celle de l'autonomie individuelle et collective, à la reprise des problématiques de l'auto-organisation, de l'auto-émancipation et de la démocratie, des problématiques que certains d'entre nous ont connues sous le nom de l'autogestion. Dans des situations de très grande crise économique et sociale, la résurgence de formes d'auto-organisation peut résulter de batailles élémentaires pour la survie et ensuite prendre ou non un contenu politique plus affirmé. Elle ne saurait pour autant éluder la difficulté de penser l'organisation du mode de production et les rapports sociaux de production et de reproduction dans un système mondialisé ou, du moins, à une échelle continentale.

En tout état de cause, par rapport aux aspirations des salariés et au dilemme posé par la transformation sociale, la théorie classique de l'**avant-garde** semble inadaptée. Elle n'est d'ailleurs

que la forme achevée d'une conception délégataire de l'organisation. Conçue comme un **état-major** se substituant à l'initiative des salariés, elle sort du champ du débat démocratique qui doit irriguer le mouvement de lutte et de politisation. Ces questionnements sont consubstantiels au processus de recomposition politique nécessaire, prélude à l'élaboration d'un réel programme de transition à laquelle des centaines de militants participeraient sur la base de leur expérience propre. Cette vision n'exclut en rien les apports intellectuels nécessaires à l'élaboration d'une véritable alternative. En ce sens, la critique d'une vision économiste du marxisme réduisant les conditions d'émergence du socialisme au développement des forces productives et à la primauté du développement des sciences et des techniques, tout en occultant les dégâts sur l'environnement, reste à approfondir.

Cet échange s'est conclu sur la décision de commencer le travail collectif par le second groupe de questions, l'une des raisons étant qu'il peut être tout de suite nourri par l'expérience latino-américaine actuelle (Argentine, Bolivie, Venezuela). Des participants ont pris l'engagement d'envoyer des textes, même anciens, que *Carré Rouge* fera circuler comme supports à cet approfondissement théorique à mettre en œuvre. Le premier numéro de la revue réalisé selon cette méthode serait donc consacré aux questions de l'auto émancipation et à la démocratie. Il pourrait paraître en décembre et être préparé par une nouvelle réunion et la publication dans le numéro de septembre (le n° 34) de textes de référence. Enfin nous avons évoqué, sans prendre position, la question de marquer ou non le lancement de ce travail par une nouvelle présentation et une nouvelle numérotation de *Carré Rouge*.

□

Une affaire de « lunettes »

On prête à Anatole France cette très belle définition de la politique : « *C'est l'art d'empêcher les gens de s'occuper de ce qui les regarde* ». Le 29 mai, et de plus en plus amplement dans les semaines qui l'ont précédé, des masses considérables de gens se sont mêlées de ce qui les regarde. C'est ce que nous avons appelé la « repolitisation ». D'abord amorcée dans les sections du PS à l'occasion de son référendum interne, elle a, grâce au relais de ce que l'on peut appeler les « militants » (dont beaucoup ne sont plus depuis longtemps des « militants organisés »), sauté les frontières de ce parti pour irriguer l'ensemble du pays, toutes les couches sociales, dans des proportions et avec une profondeur et une richesse que l'on n'avait pas vues depuis bien longtemps.

Le phénomène mérite évidemment d'être étudié de près. Pas en entomologistes, mais en militants demeurés convaincus que l'humanité doit vitale-ment dépasser les limites du capitalisme pour se survivre. Et comme il est exclu de prétendre y parvenir seul, que l'échange, les lectures multiples sont nécessaires, je voudrais m'attacher à soulever quelques problèmes à débattre.

L'ÉMANCIPATION

DES TRAVAILLEURS...

Il n'y a pas un « réel » objectif qu'il faudrait trouver, décrire et quantifier.

Tout événement est naturellement « construit », soumis à une « grille de lecture ». La nôtre, celle de marxistes attachés à la lutte pour l'émancipation de l'humanité, nous impose d'interroger les événements en leur posant une question obstinée : Dans quelle mesure tel événement marque-t-il une avancée dans l'émancipation des travailleurs, dont nous restons convaincus qu'elle ne peut être que « l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » ? Dans quelle mesure la grande masse des salariés (quels que soient leur statut et leur situation, mais aussi leur nationalité) et des jeunes a-t-elle progressé dans la compréhension des racines de ses souffrances et de ses angoisses, et s'est détournée des faux ennemis, des boucs émissaires destinés à lui masquer ceux qui en sont responsables ?

Posée ainsi, la question impose une réponse sans équivoque (qui ne préjuge d'ailleurs pas de la suite, nullement mécanique, rien ne garantissant un développement constant et encore moins harmonieux de ce mouvement) : Par cercles concentriques, puis par capillarité, contagion, (ré) animation de mille réseaux, des milliers, puis des centaines de milliers ont avancé de manière spectaculaire dans la prise de conscience de leur situation, dans la détection et la *nomination* de l'adversaire. Suffisamment pour que des millions s'y appuient pour dire « non ».

Des milliers, des centaines de milliers

se sont parlés (on n'avait pas autant parlé depuis si longtemps...), ont lu ensemble (des textes ardu, conçus pour tromper), ont échangé des lectures, ont fait circuler des analyses, les ont très sérieusement passées au filtre de leur expérience, dont ils se sont rendus compte qu'elle était considérable. Ce phénomène a été intense dans les « comités ». Mais il les a largement dépassés, pour irriguer les entreprises, les écoles, les cafés, les transports en commun, la rue, les familles. Il serait tout à fait erroné, aujourd'hui, de vouloir circonscrire ce débat immense aux seuls « comités » (dont le rôle a par ailleurs été fondamental), et de tenter de l'y enfermer pour penser « la suite ».

Ce dont ces très larges masses ont débattu avec une passion et une application sans cesse croissantes, c'est de « ce qui les regarde » : la vie, la nature, l'eau, l'air, le travail, la démocratie, l'éducation, la santé, les transports. Et tout cela a été confronté à une question devenue lancinante : **tout doit-il plier devant l'impératif de la « concurrence libre et non faussée » ?**

Cette intelligence individuelle et collective, cette volonté nouvelle de comprendre, cet acharnement, cette convergence de gens de tout bord, de tout âge et de toute condition, **c'est une avancée dans la voie de l'auto-émancipation**. Elle a parfois partiellement réussi à s'auto-organiser (dans des proportions cependant sur lesquelles nous ne devons pas nous abuser), mais rien ne garantit que les structures *ad hoc* perdureront. Elle a souvent été nourrie par les « militants », qui trouvaient ou retrouvaient là le rôle que le *Manifeste communiste* de 1848 attribuait aux « communistes ». Reste qu'il y a eu un ébranlement dans les structures mentales, dans les « représentations col-

lectives ». L'aliénation a momentanément reculé : les salariés ont, en partie, réintégré leur propre corps et leur propre esprit, se sont pensés « pour eux-mêmes » face à leur commun ennemi partiellement identifié, au moins deviné... D'autres liens se sont noués. Nous avons, les uns et les autres, d'innombrables preuves de cela. Il faudra peut-être en faire la chronique. Ce n'est pas notre objet ici.

Mais telle est la plus précieuse des conquêtes à faire fructifier. Les lignes ont évidemment bougé dans les « grandes organisations », partis ou syndicats. Mais on ne peut lire l'ensemble du phénomène à travers leur prisme.

LES « MILITANTS »

ET LEUR RÔLE

Dans ce processus, les « militants » ont joué un rôle tout particulier sur lequel nous sommes bien obligés de réfléchir. J'ai déjà tenté dans d'autres articles de *Carré rouge* d'aborder ce problème. Je continue d'ailleurs de mettre des guillemets à « militants ». Comme certains s'en étaient ému, je précise qu'il n'y a ni marque de mépris, ni de réserve dans l'usage de ce signe typographique. Je milite depuis plusieurs années pour que nous échappions à la dictature d'une vision périmée : celle du militant « encarté » (qui continue évidemment d'exister), surtout « d'extrême gauche ». Ce qui vient de se passer nous impose maintenant d'élargir notre vision. **Ne serait-ce que pour réfléchir à la pertinence même de notre revue, et pour la porter enfin à la hauteur de la couche dont je parle pour ma part.**

Un réseau serré « d'anciens » militants a servi de relais, de points d'ancrage au développement du mouvement qui, par en bas, s'est développé.

Plus « encartés » parfois depuis longtemps, ils ont conservé de leur engagement passé une formation (marxiste de base au moins), une capacité à lire. Ils ont (re) mobilisé des capacités à analyser, à expliquer. Ils sont (re) devenus les pédagogues du mouvement par en bas.

On les trouve disséminés dans la société. Ils sont réapparus, la plupart du temps discrètement, dans les comités, sans prétendre à la « direction ». Mais on les trouve aussi dans divers mouvements dans lesquels ils ont poursuivi, parfois un peu désabusés (« *il faut bien continuer à faire quelque chose* »), une activité à bas bruit : ATTAC, associations innombrables, syndicats et, bien entendu, Parti socialiste.

La plupart viennent du trotskisme, toutes composantes confondues. Ils ont été militants de LO, qui a appelé au « non », et c'est une bonne chose, puis n'a pas fait grand-chose d'autre ; au PT, qui (belle formule de l'un de nos camarades) a, comme d'habitude, fait campagne « seul dans l'unité » (avec ses pseudopodes) ou à la LCR, qui a mis longtemps à se lancer.

Reste que ces « militants » ont puisé dans leur passé une capacité de résistance nourrie par **l'hypothèse** d'un dépassement de ce monde capitaliste. On se rend mal compte de la richesse de ce capital politique, certainement unique en Europe et ailleurs. Mais il est nécessaire de le prendre soigneusement en considération, et *Carré rouge* doit s'y attacher. D'abord en s'adressant de fait à cette couche extrêmement large, et donc en cessant de penser que le message passe par leurs anciennes organisations. Mais aussi en entreprenant enfin le bilan collectif de cette expérience, pour en faire fructifier le capital, en souligner et formuler le bilan positif, et caractériser tout ce qui est détestable et relègue de ce que nos camarades liber-

taires qualifient de « socialisme auto-ritaire ».

Ces « militants » ont été et seront des relais irremplaçables. Il est temps de nettoyer avec eux ce qui les tient encore éloignés d'un regroupement efficace, souple et créatif. Mais il est certain qu'il faut leur parler et leur offrir un cadre de discussion.

LA NATURE DE LA VICTOIRE

Ces points étant posés, reste un immense problème, immédiatement en jeu d'une série de manœuvres de toutes origines : qui a gagné ? Est-ce un « non de gauche » ? L'affirmer serait contribuer à stériliser cette victoire, à tenter de la refaire passer par le chas de l'union de la gauche et de ses variantes. Tentation d'ailleurs parfaitement et heureusement désespérée. L'un des axes de cette tentative de stérilisation a consisté, de toute part, à identifier un « non » impur, un « non » xénophobe, trouble, d'extrême droite. À s'en défendre ou à le brandir selon les cas. Or, il est nécessaire de revenir sur les votes FN, de revenir au 21 avril 2002.

Les millions de votes FN de 2002 sont extrêmement composites : on y trouve de parfaites crapules néonazies. On y trouve surtout l'immense masse d'un pays ravagé par les mesures imposées par les politiques analysées enfin dans le cours de ce débat référendaire. Enfermée dans les logiques bonapartistes des élections présidentielles, si cette misère a globalement et très lucidement éliminé Jospin, exécutant de cette politique, elle s'est aussi saisie en partie du vote Le Pen pour crier sa rage et son malheur. Elle a eu tort ? Certainement. Mais, seul dans la presse à ma connaissance, Pierre Marcelle a eu raison, lui, dans *Libération* du 3 juin, d'écrire ce que

nous reproduisons en encadré dessous.

Au quotidien, et depuis maintenant deux décennies, les « perdants » de cette société voient s'abattre sur eux tous les malheurs. Ces malheurs paraissent inexorables. Qu'y faire ? Personne n'a répondu. Le plus grave est que rien ne leur permettait d'en comprendre l'origine, la source commune. Alors, pourquoi pas les « immigrés » (ils sont trois millions ; il y a trois millions de chômeurs : équation simpliste et terrible) ? les « privilégiés » qui ont encore un statut et « bloquent » l'emploi ?

La campagne référendaire a eu cette vertu immense de commencer à dévoiler une origine, une logique, une explication. La boussole a enfin retrouvé un Nord. On peut faire la fine bouche et penser que le « libéralisme » n'est pas la bonne étiquette, et que « capitalisme » conviendrait mieux. C'est vrai. Mais ça ne sert à rien. Ce qui compte, c'est que l'ennemi a enfin été « externalisé », projeté au dehors, mis (partiellement, bien entendu) en pleine lumière. Et la violence que ces millions de victimes retournaient sous mille formes contre elles-mêmes, elles peuvent aujourd'hui

Il est donc des partisans du oui « de gauche » qui restent sourds (pour combien de temps ?) à ce désir d'Europe et de gauche exprimé dans les urnes. On perçoit cela à des aigreurs silencieuses ou acerbes, des moues soupçonneuses ou hargneuses, des fureurs débondées ou rentrées. La nature ET l'ampleur du vote, telles qu'établies par l'analyse du scrutin, ne parviennent pas à leur laver les narines de ce parfum de xénophobie qu'ils ont prédécritée. Ainsi ont-ils théorisé que même Il est donc des partisans du oui « de gauche » qui restent sourds (pour combien de temps ?) à ce désir d'Europe et de gauche exprimé dans les urnes. On perçoit cela à des aigreurs silencieuses ou acerbes, des moues soupçonneuses ou hargneuses, des fureurs débondées ou rentrées. La nature ET l'ampleur du vote, telles qu'établies par l'analyse du scrutin, ne parviennent pas à leur laver les narines de ce parfum de xénophobie qu'ils ont prédécritée. Ainsi ont-ils théorisé que même socialement de gauche, le non serait politiquement xénophobe. Comme les auteurs de ce syllogisme ne l'étaient d'aucune proposition, force est de les énoncer à leur place afin d'identifier le Rubicon (à moins qu'il faille parler de Bad Godesberg social-libéral) du oui socialiste et/ou assimilé. Les prémices posent que la classe ouvrière (ou « ce qu'il en reste », comme on dit) est désormais suffisamment lumpénisée * pour s'être définitivement ancrée dans le vote xénophobe ; qu'il n'y a plus rien à en tirer ; que le « bobo » petit-bourgeois, et boursicotier plutôt que bohème, constitue un investissement électoral plus payant ; et que le temps est venu d'en finir avec toutes ces vieilles lunes de la lutte des classes. La conclusion veut d'urgence un nouveau « modèle social », étant entendu que celui dont la destruction est depuis longtemps engagée par chez nous ne saurait être socialiste (en conséquence, la protection des droits, rebaptisée « xénophobie économique », est devenue un « protectionnisme »). Le problème des prémices est qu'à ostraciser misère et miséreux, en renonçant à les tirer vers le haut social, on les pousse vers le bas lepéniste - effet induit qu'il ne sera pas éternellement possible de mettre, avec tout le reste, au compte du non à la feue Constitution. Le problème de l'indicible conclusion est qu'elle passe par le saccage du concept même de gauche.

Pierre Marcelle

« Quotidienne » du vendredi 3 juin 2005. *Libération*. Reproduite ici sans son autorisation. Qu'il me pardonne : on ne pouvait mieux le dire !

d'hui la diriger vers un ennemi qui se cachait soigneusement.

Si l'on réduit le « non » aux limites de celui qui est censé « nous intéresser », le « Non de gauche », en empruntant pour le délimiter aux catégories des « clientèles électorales », on exclut de nouveau ces millions. On les jette dans les bras des démagogues. Et tout cela finira dans la pire violence. Nécessairement. [1]

Le « non », le refus massif, n'a ni droite ni gauche. C'est un « non » du peuple, même si nous ne sommes pas à l'aise avec cette catégorie instable. Mais c'est cette ampleur qu'il faut prendre en considération. Et Jean-Luc Mélenchon a parfaitement raison de dire, dans *le Figaro* du 4 juin : « *Aujourd'hui, une vague se lève. Tous ceux qui se mettront en travers de cette énorme vague antilibérale et républicaine seront balayés.* »

La bonde a cédé. Tout ce qui, depuis des décennies, s'acharnait à la maintenir en place a été ébranlé. Le même Mélenchon a encore raison de décrire (*Le Monde* du 21 juin) ce qui vient de cesser : « *Nous avons un PS tout-puissant, tranquille, sûr de lui, ne proposant plus rien, se contentant d'être là et de dire aux gens : votez pour nous ou c'est Le Pen. C'était le cœur de l'argumentation socialiste.* » Il pourrait préciser que, forts de ce prétendu mandat, les socialistes (dont lui-même, et en bonne place) et leurs alliés mettaient en application avec zèle les dispositions dictées par la CEE, porte-parole des exigences des actionnaires. Notons pour le moment qu'il met le doigt dans l'engrenage de l'auto-critique. Il pourrait bien être amené à y plonger complètement, parce que tout le monde a, au passage, retrouvé la mémoire...

C'est dire combien il est erroné de s'enfermer dans le débat circonscrit aux frontières du PS, de ses ten-

dances et sous-tendances. Le mouvement a fortuitement trouvé sa première impulsion dans le PS (mais il est abusif d'en faire l'origine, nous y reviendrons plus loin). Il est absurde de penser qu'il va y revenir. Même en leur promettant que les peintures ont été refaites et les toilettes nettoyées, il est illusoire de penser qu'un nombre significatif de salariés vont y entrer pour « prolonger » le 29 mai. D'abord parce qu'ils ont de la mémoire. Ensuite parce que c'est bien à une « vague » que l'on a affaire, et qu'elle déborde très largement ces limites étroites. Le problème n'est certainement pas d'obtenir que « recommandent à se parler » ceux qui ont appelé au « oui » et ceux qui ont agi pour le « non », même si l'on doit évaluer à sa juste mesure (considérable) l'acte d'indiscipline dans lequel se sont lancés près de 50 % des adhérents au moment du référendum interne. Le problème est bien plutôt de **conforter** ce « non » protéiforme mais doté d'un Nord, cette vague, de **confirmer, d'alimenter et d'approfondir** son refus, de le motiver sans cesse plus précisément, de lui donner la parole.

Ne parler qu'aux « non » de « gauche » ou aux « non socialiste », c'est segmenter le « non », c'est l'affaiblir.

UN COUP DE TONNERRE

DANS UN CIEL SEREIN ?

Pour ne pas réduire la portée de ce vote, il faut évidemment l'inscrire dans un double processus, dont le moteur est la lutte des classes.

- Celui du lent et inexorable « dégage-ment » des salariés du piège de ce chantage que rappelle si justement Mélenchon : « Attention ! La droite revient ! », criait le PS, revendiquant, avec ses alliés, le soin de mettre en application les mesures de... la Droite.

Dans la même interview au *Figaro*, Mélenchon, décidément en veine de lucidité, rétablit les faits quant aux « victoires électorales » du PS en 2004 : « *Ces élections ont été mal interprétées. Comme si c'était un acte d'adhésion au PS ! En fait, le bulletin de vote a été utilisé comme un bulletin de grève contre le gouvernement. Mais les socialistes ont cru que c'était un bulletin d'affection à leurs personnes.* » Il a mille fois raison. Mais il doit aller au bout : le fait que des dirigeants de premier plan aient combattu avec résolution pour le « non » ne blanchit nullement le PS (et ne les blanchit pas eux-mêmes). Dans ce domaine, ce qui est acquis est acquis. Des milliers de gens ne vont pas s'y précipiter pour prêter main-forte aux vaillants combattants du « non ». Qu'ils puissent fusionner avec eux dans un processus de fracture du PS, et dans l'apparition, comme en Allemagne, d'autre chose est une autre question.

Le même processus de dégage-ment est à noter vis-à-vis des confédérations syndicales. D'abord par un phénomène de désaffiliation ou de création de syndicats SUD. Plus profondément par la mise en place de plus en plus systématique de « coordinations » dans les luttes, par lesquelles les salariés se sont efforcés d'échapper au contrôle destructeur des directions syndicales. La « crise de la CGT » (où l'acte d'indiscipline du CCN est d'une ampleur au moins comparable à celui qui a eu lieu au PS, et avec une portée au moins aussi grande) n'a pas d'autre substrat.

- Celui qui a vu, en 2003 en particulier, dans des limites assez étroites, des salariés de toutes corporations (et des « habitants », le peuple, en somme !) s'élever au-dessus des catalogues de revendications pour saisir, avec l'aide d'intellectuels « engagés » (Bernard Friot, François Chesnais,

aujourd'hui Passet ou Généreux), la **logique de civilisation** à l'œuvre derrière les coups contre lesquels ils luttent.

Le pas supplémentaire qui a été franchi avec le référendum est à la fois de profondeur et d'extension. Ce sont des centaines de milliers qui cette fois ont au moins *perçu* cette logique; ils l'ont en outre *mieux* saisie. Et toute proposition qui sera faite dans les mois à venir sera passée au crible de ce qui a été compris: « *On est dans la logique de la concurrence libre et non faussée, ou on rompt avec elle?* »

C'est ainsi que les propositions d'Emmanuelli par exemple seront testées (ou celles que Fabius sera amené à formuler, et qui seront probablement très « radicales » et « de gauche »!), et notre aide sera précieuse pour cela, en nourrissant tous les relais évoqués plus haut, et qu'il faut armer dans ce sens.

Rien ne sert de hurler à l'insuffisance de ces mesures. Le peuple tout entier a soif de solutions, de propositions. Il écouterait celles d'Emmanuelli ou de Fabius. Il leur demanderait de les

mettre en œuvre. Il nous appartiendrait (à nous et à ces relais que nous devons contribuer à armer) de les questionner au filtre de ce que des centaines de milliers de gens ont compris: « *Vous avez dit "non" à la logique de la "norme supérieure" de la concurrence libre et non faussée. Vos mesures semblent rompre avec elle. C'est bien! Allez-vous vous y tenir? Ou allez-vous, une fois encore, nous dire qu'on ne peut dépasser le système capitaliste dont cette norme est la plus brutale expression?* »

C'est pour cette raison qu'il ne me semble pas y avoir de tâche plus urgente que de proposer aux salariés qui, dans les circonstances les plus diverses ont abouti à la décision de dire « non », de formuler, avec notre aide (c'est à cela essentiellement que nous servons, et que toute notre « science » sert), ce qu'ils ont compris, eux, avec nous. Nous avons fait des progrès pédagogiques pendant cette campagne. Nous devrions les prolonger et les améliorer de cette manière.

L'heure n'est vraiment pas à mettre les mains dans les innombrables com-

binaisons politiciennes, de tenter de « placer » les comités dans les épures gouvernementales à venir, ou d'épouser une « écurie » du PS ou une autre. Elle est à la poursuite de l'accompagnement et de la fécondation du travail d'auto-émancipation. **La « suite » du 29 mai, en somme, se construira comme s'est construit le succès du 29 mai.**

Et c'est la place de *Carré rouge*, dans le même rapport d'ouverture, de discussion, d'écoute mutuelle.

Note

1- Il se peut que Sarkozy « pète les plombs », et c'est de bonne guerre (parlementaire) de la part de Montebourg de le lui répéter... Mais il s'emploie en tout cas avec ardeur à touiller la fange. Ses espoirs sont pour le moment assez limités. Effet du 29 mai. Mais cela ne durera pas. Raison de plus pour être clairs entre nous.

* De l'allemand Lumpen (haillons), dont Karl Marx tira Lumpenproletariat. Le Lumpen désigne l'état d'aliénation de l'ouvrier amené à se faire le suppléant de ses exploités. (note de Pierre Marcelle)

Quelques enseignements tirés de la participation au « Comité pour un NON de gauche » du 12^e arrondissement de Paris.

Je suis entrée en contact avec le comité de mon arrondissement en cherchant sur le site Appel des 200 s'il y en avait un dans le 12^e. Ça tombait bien, non seulement il existait mais il faisait une réunion publique trois jours après, dont j'ai vu les affiches dans la foulée. J'y ai donc assisté. Puisqu'une invitation à toutes les bonnes volontés y avait été lancée, je me suis inscrite sur la liste de diffusion et suis ensuite allée à toutes les réunions du comité, à l'UL CGT, à SUD Rail, au local du PC 12^e (boire le champagne de la victoire!). Jusqu'à aujourd'hui, j'ai participé à la vie de ce comité.

Sa composition : presque tous les membres actifs du collectif, une vingtaine, sont des membres de syndicats (CGT et SUD Rail), de partis (LCR, PC, les Alternatifs, PRS) et d'ATTAC. En ce qui me concerne, je suis syndiquée à SUD éducation Paris, dont j'ai été la secrétaire générale entre 2001 et 2003. Cependant, dans le comité, je ne représente pas mon syndicat, puisqu'il a refusé de donner une consigne de vote, donc d'entrer dans la campagne pour le NON, lors de son dernier congrès des 21 et 22 mars 2005.

Son fonctionnement : le comité s'est réuni régulièrement ; une fois par semaine le mois précédant le référendum. Ceux qui ont une adresse électronique ont échangé pas mal d'informations par ce biais. 4 ou 5 volontaires ont élaboré collectivement un projet de tract qui a ensuite été

discuté et approuvé collectivement. Nous avons participé à la coordination des comités parisiens. Nous sommes en train de voir comment poursuivre ensemble après la victoire du NON et tenons une réunion publique mercredi prochain, le 22 juin.

Son activité : après la première large réunion publique du 22 mars, nous avons diffusé à 14 000 exemplaires notre tract appelant aux 3 « préaux » des 11, 18 et 25 mai, sur les marchés, aux entrées et sorties de métro. Avec le comité du 11^e, nous avons diffusé 5 000 tracts gare de Lyon pour le rassemblement du 21 mai Place de la République. Nous sommes allés tracter sur le parvis de la mairie du XII^{ème} le lundi 9 mai à l'entrée de la « réunion d'information » organisée par le maire, qui y avait invité Guy Carcassonne, et sommes largement intervenus dans le débat. À titre individuel et sans y intervenir, nous avons assisté aux meetings et prises de parole pour le NON dans l'arrondissement. Beaucoup d'entre nous ont été assesseurs ou scrutateurs pendant les opérations de vote le dimanche 29 mai.

Enseignements : le comité était un cartel d'organisations, auxquelles s'étaient adjoints quelques « non encartés » (comme un membre du comité de rédaction de *Carré rouge* ou moi) à la fibre ou au passé militants. Nous étions en général une vingtaine aux réunions et, dans ces conditions, parler d'« auto-organisation » est complètement inapproprié. Sur la ba-

se de l'enthousiasme dégagé par ce meeting, j'ai hâtivement, et faussement, assimilé la forme d'organisation mise en place à ce que nous avons vécu à Paris pendant la longue grève du printemps 2003. Ayant pris le train en marche (les principales composantes du comité s'étaient connues au moment des manifs contre la guerre en Irak, et il y avait déjà eu 2 ou 3 réunions pour préparer le meeting du 22), j'ai vite compris que le présupposé de départ était que le comité s'était créé sur la base de l'Appel des 200 et que celui-ci représentait le socle d'accord politique commun dont il n'était pas question de discuter. D'ailleurs les discussions autres que « pratiques » ont été quasiment inexistantes, exception faite pour la conclusion de notre tract. Le jour où un membre du collectif a dit : « *Lors des diff, on nous demande de plus en plus ce que nous proposons* », il a été rapidement convenu qu'il était impossible de répondre, en tant que comité, à cette question, car nous n'avions pas le même point de vue sur le sujet. En effet, comme chacun connaissait la position des différentes organisations, tous savaient ce que telle ou tel aurait dit, si le débat avait été ouvert... donc, il ne l'était pas. En fait, cela n'a pas gêné notre campagne. La logistique des organisations a permis de nombreux tirages, collages et tractages, souvent couplés avec la propagande autonome de chaque groupe, et surtout tous ont eu à cœur de faire fonctionner confiance et démocratie entre nous. En particulier, la préparation des préaux a été collective et ces réunions, même si leur affluence est restée modeste (entre 40 et 60 personnes), ont été riches et intéressantes. Je n'ai pu assister à aucune d'entre elles puisqu'elles se déroulaient le mercredi, en même temps que les réunions de la

coordination parisienne dans laquelle je représentais le comité du 12^e. La composition de classe de la capitale et du 12^e a donné les résultats dont chacun a pu prendre connaissance !

ET MAINTENANT ?

LES CHOSES SÉRIEUSES PEUVENT COMMENCER...

Partons de l'essentiel : notre objectif a été atteint, nous avons gagné ! Cette formidable nouvelle n'en finit pas de nous réjouir à l'écoute des déclarations des ouïstes et commentaires des ouïouïstes. Mais surtout quand on essaie de s'imaginer dans quelle situation nous serions s'ils l'avaient emporté, ne serait-ce que de quelques centièmes de pourcentage de voix dans les urnes ! Ils croyaient nous avoir suffisamment matraqués et décerclés, ils croyaient parfaitement maîtriser leurs mécanismes électoraux, pour que nous répondions « oui, nous sommes d'accord pour que vous continuiez à nous assujettir » ! Alors là, la « légitimité » du suffrage universel aurait été brandie et il aurait été bien difficile de relever la tête avant longtemps.

Mais maintenant, tout reste à faire. *L'Huma* titre aujourd'hui (le vendredi 27 juin) : « *Ils ne veulent rien comprendre* ». Au contraire, ils ont tout compris. « Ils », c'est le patronat européen, international même, peut-on avancer à l'heure de la mondialisation du capital. Ils ont compris que la machine de guerre contre le prolétariat des pays d'Europe, qu'ils avaient mis 50 ans à construire et qu'ils voulaient qu'une Constitution « baptise » (pensons à l'origine des étoiles du drapeau de l'UE copiées par Jean Monnet sur une représentation de la vierge Marie), a subi une avarie. Comme dans ces dessins style Alma-

nach Vermot, où la bouteille de champagne de la cérémonie de lancement endommage la coque du navire. Ils cherchent aujourd'hui activement à réparer leur bel engin. À nous de le faire couler. Rien n'est jamais joué dans la lutte des classes, ils le savent et la continuent. Nous nous sommes réveillés à temps pour éviter le pire. Il faut maintenant être clairvoyants et aussi déterminés qu'eux.

Suivis de peu par les Néerlandais, nous avons remporté une grande victoire, ce qui n'était pas arrivé depuis longtemps. Elle redonne confiance aux peuples de toute l'Europe. Les dirigeants européens ne s'y trompent pas qui annulent les uns après les autres les référendums programmés. Les urnes étaient destinées, de leur point de vue, à clore le processus. Elles ne l'ont pas fait. Comme ils possèdent aujourd'hui, en Europe, et ailleurs, tous les pouvoirs, ils vont continuer leur offensive. Croire qu'ils pensent une seconde s'incliner devant des élections, et entendre comme hier soir, le 16 juin, à Paris, « *On a voté, on veut être respecté !* » prépare bien mal les salariés et exploités à la suite du combat.

Comme les y prépare bien mal le mot d'ordre de lutte contre le libéralisme, voire contre « *les excès du libéralisme* » ou encore contre « *l'ultra libéralisme* » au nom duquel a été combattu le projet de Constitution. Le début du texte de Manuel publié dans ce dossier est particulièrement intéressant. Oui, un accord *a minima* entre ceux qui veulent réformer le capitalisme et ceux qui veulent en finir avec lui aurait pu se faire pour mener la campagne pour le rejet du TCE sur ce mot d'ordre. Mais ça ne s'est pas passé ainsi. La situation est telle que les positions de Copernic, ATTAC, et autres, exprimées dans l'Appel des 200 ont été acceptées sans discussion par

toutes les organisations du NON. Or le devenir de l'action impose que cette discussion ait lieu maintenant dans toutes les instances qui prétendent continuer à exister sur la lancée de la victoire du NON.

ANTI-LIBÉRALISME OU ANTI-CAPITALISME ?

Née aux lendemains de la guerre dans une famille modeste, j'ai appris dans les discours des analystes que j'avais vécu jusqu'à mon trentième anniversaire un âge d'or qu'ils appellent les trente glorieuses. La vie quotidienne, sur fond de guerre coloniale en Indochine puis en Algérie ne me l'avait jamais fait soupçonner ! En finir avec l'exploitation et l'aliénation m'a toujours semblé le seul combat qui vaille. Sur une vie, ponctuée de périodes de militantisme et de latence, les succès n'ont pas été légion. Bien sûr, j'ai essayé de comprendre pourquoi, mais c'est une autre histoire. Aujourd'hui, il est vital pour moi, comme pour des millions de travailleurs je pense, de ne pas gâcher, une fois de plus, une chance historique que les exploités reprennent vraiment l'avantage. Alors lutter pour la fin de l'exploitation capitaliste, est-ce définitivement une utopie ? Faut-il se résigner à ne lutter que contre la

politique qu'il pratique actuellement à l'échelle de la planète, que beaucoup appellent « le libéralisme » en se dispensant de définir ce terme ? La domination du capital financier, c'est-à-dire essentiellement des fonds de pension, qui mettent l'économie mondiale, et donc le monde entier (qu'on songe au sort actuel de l'Afrique laissée à l'écart des circuits des capitaux), sous leur logique de rentabilité minimale de 15 % peut-elle être mise en échec et remplacée par un « bon » capitalisme ? Est-ce possible ? Est-ce un but intéressant pour les exploités ? Nous sommes nombreux à en douter. D'où la crise du militantisme ouvrier, syndical et politique.

Mais la période est cruciale, ne laissons échapper aucune chance de continuer à gagner.

Je me propose donc, et propose à celles et ceux que cette question préoccupe, de poser à tous les tenants de la « lutte contre le libéralisme » ces quelques questions avant de s'enrôler sous leur bannière :

1- Qu'est-ce que « le libéralisme » par rapport au capitalisme ?

2- Avez-vous choisi de lutter contre le libéralisme et non contre le capitalisme par conviction, étant vous-même pour le mode de production capitaliste ?

3- Avez-vous choisi de lutter contre le

libéralisme et non contre le capitalisme parce que cela vous semble plus facile ? Montrez-nous en quoi, concrètement dans le monde d'aujourd'hui, c'est effectivement plus facile (qui va mener cette lutte ? contre qui ? comment ? quels obstacles va-t-elle rencontrer ?).

4- Si vous parvenez à mettre en échec le libéralisme, par quelle forme de capitalisme voulez-vous le remplacer ?

5- Pensez-vous que le capitalisme soit le mode de production indépassable auquel il faille se résigner ?

6- Nous conseillez-vous d'accepter d'être à jamais des exploités-aliénés en nous fixant comme but de nous battre sempiternellement pour l'être un peu moins sauvagement et d'abandonner définitivement l'espoir d'être un jour des êtres libres ?

On voit le sens des questions. Chaque individu curieux pourra rajouter tout ce qui le préoccupe personnellement, mais il me semble aujourd'hui essentiel de ne plus se laisser embarquer les yeux fermés dans des « plans » qui nous conduiraient inmanquablement à devoir choisir en 2007 entre le pire : Sarkozy et le moins pire Hollande, Strauss-Kahn ou... Fabius, comme beaucoup de membres des collectifs le craignent déjà.

Le 17 juin 2005.

Un combat politique inédit

La campagne pour le non au référendum du 29 mai, fut une expérience inédite dans ma vie militante. Elle ne ressemble à aucune autre, riche d'enseignements qui valident l'idée de l'auto-organisation des citoyens. Certes, celle-ci est encore très embryonnaire et très inégale selon les comités.

Mais, les réunions de quartiers, d'immeubles, de lieux de travail, de salles de professeurs démontrent la volonté et la tentative des participants de prendre leurs affaires en main.

Quelques lignes pour essayer d'apprécier pourquoi et comment des dizaines de milliers de salariés, retraités, jeunes, chômeurs se sont déplacés pour débattre du projet de constitution, à l'invitation de militants du PS, du PC, d'ATTAC de la LCR, des VERTS, de la CGT, de SUD, unis dans des comités ou collectifs pour le NON au référendum.

Avant, je voudrais dire que la discussion s'est engagée à *Carré Rouge*. Certain d'entre nous prévoyaient la victoire possible, argumentant sur les fortes participations aux meetings et réunions publiques, la panique du camp du oui, face à l'intérêt croissant de la population qui s'était emparée du débat. D'autres, n'y croyaient pas vraiment. Pour ma part, j'étais de ceux-là. Ou plus exactement...

Disons que mon enthousiasme et ma conviction dans le combat politique passionnant furent en dents de scie :

- au plus haut, lorsque dans les

grèves, les salariés faisaient la liaison entre leurs revendications et le projet de Constitution, sans l'aide de personne ;

- lorsque les militants et cadres de la CGT ont mis en minorité le ouïste Le Duigou et son compère Thibaud, qui ne voulait pas se prononcer. Ils ont imposé à plus de 80 % que leur syndicat appelle à voter non. Ce fut une bouffée d'oxygène dans la campagne.

- Au plus bas, lorsque les tenants du Oui occupaient tout l'espace dans les médias aidés par leurs chiens de garde.

- Lorsque les militants des organisations qui formaient les premiers cercles des comités, adoptaient des postures de gens *qui savent* : le risque existait que les participants soient dessaisis de la parole.

J'ai aussi mal apprécié les fortes participations aux meetings unitaires, aux réunions publiques et particulièrement à ceux de province qui étaient des indicateurs significatifs.

J'avais des craintes, des doutes dans la capacité des citoyens à résister. Comme il m'arrivait aussi, après des réunions passionnantes, de garder espoir et de penser à la victoire possible. Surtout, les réunions publiques où mes interventions étaient très applaudies...

Je disais que les comités nous appartenaient à tous, que ces outils étaient précieux. Que c'est ici que nous devons réfléchir et débattre ensemble de la société que nous voulons, après

la victoire du Non : Débattons de tous les domaines de la vie quotidienne (le chômage, le logement, la santé, l'école, les retraites) et établissons notre cahier de doléances. Prenons nos affaires en main, méfions-nous du Messie et des programmes clés en main fabriqués pour notre bonheur...

Tout au long de la campagne, on peut remarquer le souci nouveau de la part des militants des organisations citées de préserver la démocratie au sein des comités, de ne pas se heurter systématiquement sur les divergences, mais au contraire de mettre en avant tous les points d'accord pour en faire un dénominateur commun. L'essentiel était de rester unis et de tout mettre en œuvre pour faire gagner le non, le 29 mai.

La préparation des réunions de quartier était tout aussi soucieuse de répartir le temps de parole entre les militants des organisations ; de rechercher ceux qui seraient les plus aptes à expliquer telle ou telle partie du texte de la Constitution aux gens venus s'informer.

Les gens de toute condition, jeunes et retraités qui sont venus à ces réunions publiques étaient attentifs aux explications, posaient des questions, texte à la main, passages soulignés et notes en bas de pages. Ils disaient à leur manière que voter Non était juste, qu'ils ne voulaient pas de ce carcan libéral, mais aussi qu'il fallait discuter d'un autre projet de société. Qu'ils ne voulaient pas du « *Droit de travailler* » ou du « *droit de chercher un logement* ». Mais qu'ils exigeaient le droit au travail, le droit à un toit, le droit à la protection sociale, le droit à la retraite basée sur la solidarité.

Ils disaient encore que ces droits étaient inscrits dans la Constitution française et que ceux-ci sont et ont

été bafoués par tous les gouvernements de droite comme de gauche... Ils ont senti consciemment et même parfois confusément qu'il y avait un traquenard dans cette Constitution.

Que ce texte adopté, il ne leur serait pas possible de lutter efficacement pour leurs droits et leurs revendications car ils n'étaient pas *eurocompa-tibles*.

Ils ont bien compris que le centre de décision était loin, brouillé, dissimulé derrière un fatras de commissions et de commissaires non élus, sans mandat.

Que le Parlement européen pour lequel ils avaient élu des députés n'était qu'un simulacre de démocratie, puisqu'ils n'avaient pas le droit de légiférer.

Nous ne sommes pas si idiots, disaient-ils : de Chirac à Hollande en passant par le Jospin donneur de leçons, ils nous répètent tous que cette Constitution n'est pas libérale, car la concurrence est libre et non faussée.

« *Tu parles avec les paradis fiscaux* », crient les militants d'ATTAC. « *Va, pour la concurrence dans un cent mètres (mais sans dopage). Mais pourquoi se faire concurrence entre travailleurs. Il serait mieux d'écrire dans une Constitution pour l'Europe : "A travail égal, salaire égal, de Lisbonne à Varsovie, que ce soit pour le plombier, le maçon ou les autres".* »

Ils nous assènent encore que cette Constitution était démocratique. La preuve c'est qu'un article précisait qu'on pouvait faire une pétition et que la commission veillerait à la prendre en considération. Giscard et les conventionnels à la Moscovici ont découvert le droit de pétition qui existe depuis quarante-huit ans.

À vrai dire ajoute un retraité « *ils n'aiment pas la grève et la manifestation* ».

« *Il faut préciser* », disait un autre,

texte en main « *lisez bien jusqu'au bout : Il faut être un million de pétitionnaires dans un certains nombre de pays, mais pour demander l'application de cette même constitution !* » Et sa compagne d'ajouter « *Quand on sait ce qu'ils font des pétitions... !* »

Il serait peut-être judicieux de comparer deux expériences. Lors des grèves de mai-juin 2003, des comités de grève enseignants sont allés à la rencontre d'autres salariés du public et du privé. Au départ, cela avait un caractère syndical, mais devenait plus politique au fur et à mesure du regroupement et de l'installation sur la ville d'un comité unitaire. Les organisations n'étaient pas vraiment représentées, seulement quelques militants aspirés par le mouvement.

Différemment, mais toujours sur la ville principalement, les comités pour le Non ont été à l'initiative des militants d'organisations qui invitaient la population au débat. Les citoyens sont venus nombreux et intéressés mais ils ne se sont pas emparés des comités pour en faire un outil.

La tendance serait plutôt « *Attendons de voir* ». Dans les deux cas, avec deux processus différents dans la forme, ce serait une banalité de dire que le peuple privilégie le regroupement unitaire, accepte la diversité, écoute, compare et réfléchit. Dans les deux cas, dans ces regroupements j'ai relevé la même réflexion qui était sur toutes les lèvres, qui revenait si souvent sous des formes différentes :

- Une autre société est possible.
- Comment faire, par quel bout on commence ?
- Comment on construit une alternative ?

Je pense que ces questions approchent le début d'un chemin vers l'auto organisation. « *Car il n'y a pas de honte à préférer le bonheur* » écrivait A. Camus.

Christian Laval est membre de l'Institut de recherche de la FSU et membre du Conseil scientifique d'ATTAC. Cet article, écrit avant le référendum, apporte un éclairage à la fois subtil et essentiel au Traité constitutionnel, qui complète très utilement ce que nous avons déjà publié.

Nous le remercions vivement pour cette contribution.

Traité constitutionnel et éducation : le trompe l'œil européen

« L'Europe ne dit pas ce qu'elle fait ; elle ne fait pas ce qu'elle dit. Elle dit ce qu'elle ne fait pas ; elle fait ce qu'elle ne dit pas. Cette Europe qu'on nous construit, c'est une Europe en trompe l'œil ». Pierre Bourdieu

La politique éducative européenne n'existe pas, du moins dans les traités. Et pourtant on ne cesse de la rencontrer en Europe. Cette politique de l'éducation est un objet européen mal identifié mais bien réel. Trois dimensions la caractérisent :

1- Bien que déterminante pour l'évolution des sociétés de l'Union européenne, elle échappe plus encore peut-être que les autres politiques au contrôle démocratique des citoyens. La plupart des « professionnels » du monde éducatif en ignorent jusqu'à l'existence. La presse en parle peu, même si les responsables politiques et les experts qui construisent les politiques nationales commencent à s'y rapporter de façon explicite.

2- Cette absence de transparence vient redoubler le rapport problématique que cette politique européenne entretient avec le cadre juridique de l'Union européenne et en particulier avec le Traité constitutionnel européen.

3- Loin de se cantonner à la promotion des échanges interculturels, à la mobilité des étudiants et à la connaissance respectueuse des peuples, comme on le croit encore souvent au vu des grands programmes (Erasmus, Comenius, Socrates, Lingua.), cette politique éducative est devenue l'une des composantes des « réformes structurelles » d'inspiration libérale qui visent à mettre en place une société fondée sur la compétition interindividuelle et la concurrence généralisée des systèmes sociaux et des institutions.

UNE POLITIQUE INVISIBLE

Les différents traités européens, jus-

qu'au Traité constitutionnel compris, considèrent l'éducation comme un domaine relevant essentiellement de la responsabilité nationale. L'article III-282 du Traité stipule que l'Union « respecte pleinement la responsabilité des États membres pour le contenu de l'enseignement et l'organisation du système éducatif ainsi que leur diversité culturelle et linguistique ». L'Union n'est pas supposée rester inactive en ce domaine et peut agir au moyen de la loi ou de la loi-cadre, mais dans le cadre de la troisième catégorie de compétence définie à l'article 12 (« Dans certains domaines, et dans les conditions prévues par la Constitution, l'Union dispose d'une compétence pour mener des actions pour appuyer, coordonner ou compléter l'action des États membres, sans pour autant remplacer leur compétence dans ces domaines »). Cette action de l'Union est circonscrite à l'échange d'informations et d'expériences, à la mobilité des acteurs de l'éducation, à la promotion de dimensions culturelles, linguistiques, démocratiques communes. Si le texte est plus précis sur certains dispositifs à encourager (reconnaissance des diplômes ou promotion de l'enseignement à distance par exemple), il n'invite à aucun processus de convergence des missions, des contenus et encore moins de l'organisation des systèmes éducatifs. Bien au contraire. L'éducation est un domaine où aucune recherche d'harmonisation n'est envisagée. La notion même de « politique d'éducation », à la différence de la « politique de formation professionnelle », n'a pas d'existence juridique en Europe. Pour ce qui est de la « politique européenne de formation professionnelle », les choses sont quelque peu différentes : le Traité en fait mention explicite dans l'article III-283, enregistrant par là ce qui, depuis de Traité de Rome, légitime l'entrée du

domaine éducatif dans le champ européen, à savoir son lien à la qualification de la main-d'œuvre. En tout cas, il semblerait que tout soit fait dans le Traité — comme dans les traités antérieurs — pour contenir tout débordement intempestif de la Commission en la matière et exclure une stratégie de convergence des systèmes d'enseignement, du moins à l'initiative des organes de l'Union.

**LA COORDINATION
EST UNE CONVERGENCE
QUI NE DIT PAS
SON NOM**

La réalité est autre. Une politique commune de l'enseignement professionnel et non professionnel existe bel et bien. Elle est pensée, voulue, appliquée. Elle a été volontairement décidée par les États lors d'une série de Conseils européens, dont celui de Lisbonne en mars 2000 qui marque à cet égard un tournant manifeste. Parallèlement, des processus d'harmonisation de l'enseignement supérieur (processus de Bologne) et de l'enseignement professionnel (processus de Bruges) se sont mis en place. Le Traité, à vrai dire, en a légalisé la possibilité mais sous des termes anodins : « l'Union contribue au développement d'une éducation de qualité en encourageant la coopération entre États membres et, si nécessaire, en appuyant et complétant leur action ». Ce qui se donne pour une compétence d'appui au service d'une coopération intergouvernementale décidée en Conseil a un contenu et une signification déterminés que l'on retrouve dans les différentes réformes actuellement en cours.

La politique éducative européenne existe dans les faits comme une annexe de la politique structurante de

l'UE, appelée *Stratégie de Lisbonne*, destinée à augmenter le taux d'emploi, à flexibiliser les marchés du travail, à développer les compétences (le « capital humain »), à « responsabiliser les individus » en matière d'employabilité et de formation. C'est d'ailleurs à ce titre, comme nous l'avons dit plus haut, que la politique éducative est entrée dans les faits, sinon dans les textes. La dimension professionnelle de la formation a permis le « débordement » de l'action sur l'ensemble de l'éducation considérée comme déterminée essentiellement par les évolutions du marché du travail. Le nouveau paradigme de « l'apprentissage tout au long de la vie » a permis l'intégration à la fois conceptuelle et politique de la « formation initiale », y compris l'enseignement supérieur, et la « formation professionnelle ».

Les difficultés rencontrées par la croissance européenne, les résultats très décevants en matière d'emploi du grand marché, la volonté de joindre au carcan monétariste que l'Union s'est infligée une « modernisation des structures », a conduit la Commission à promouvoir dès le début des années 1990 une politique de croissance plus dynamique. Un certain nombre de rapports et de Livres blancs, en 1993 et en 1995, montreront qu'au fondement du triangle magique « croissance, compétitivité et emploi », se trouvent l'éducation et la formation conçues comme « production de capital humain ». La connaissance — sous le triple aspect de sa création, de sa diffusion, de son utilisation — est alors érigée en facteur majeur de la compétitivité européenne. Cet axe central se déclinera en recommandations diverses et complémentaires, inspirées souvent par des lobbies patronaux très actifs à Bruxelles. Elles viseront par exemple à développer les

NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) comme outils de rénovation pédagogique dont la Commission attend, à l'époque de la bulle de la « nouvelle économie », monts et merveilles. « *L'esprit d'entreprise* » devient, dans le sillage des recommandations de l'OCDE, la clé de voûte de toute pédagogie. La « réactivité » des établissements scolaires aux demandes de « l'environnement » (entreprises, collectivités locales, familles), via la décentralisation et la réorganisation managériale dont ils font l'objet, devient un autre objectif important. Le partenariat avec les entreprises pour la définition des contenus et des pédagogies est présenté comme incontournable. Mais surtout, c'est la conception de la formation initiale et du diplôme qui tend à se modifier, selon une vision très proche de celle du monde patronal. « *L'éducation formelle* » voit son rôle relativisé du fait même des objectifs essentiellement productifs qui sont assignés à l'institution scolaire. Selon l'Union européenne, l'école n'est qu'un moment d'un processus continu de formation et de renouvellement de compétences professionnelles acquises au cours de la vie dans les systèmes d'enseignement, dans les entreprises, dans la vie familiale et qui ne prennent de valeur effective que sur le marché de l'emploi selon leur utilité pour les entreprises (cf. *Memorandum sur l'éducation et la formation tout au long de la vie*, octobre 2000). Enfin, à partir de 1999, un vaste programme d'harmonisation des enseignements supérieurs se met en marche, visant à favoriser la mobilité des étudiants, la constitution de pôles européens d'excellence pour faire face à la concurrence des universités américaines dans l'optique d'une mondialisation de l'éducation et, *in fine*, la constitution d'un marché du

travail européen unifié. Là encore l'impératif de « professionnalisation » de l'enseignement devient prédominant.

Il convient de rappeler ici que le contenu de cette politique n'est pas strictement européen. Il participe de ce que l'Institut de recherche de la FSU a nommé le « nouvel ordre éducatif mondial », et qui se caractérise par une doxa largement partagée par les « élites » responsables des réformes éducatives dans le monde comme par les experts des grandes organisations internationales ou intergouvernementales (OCDE, Banque mondiale, OMC, etc.). On peut constater que l'Europe, ne voulant pas être en reste en ce domaine, pousse actuellement les feux pour transformer plus vite et plus profondément les systèmes éducatifs dans le sens des logiques économiques et sociales dominantes.

Cette intégration de l'éducation et de la formation dans la stratégie européenne se fait en réalité à partir de deux postulats conjoints : le postulat de « *l'économie de la connaissance* » et celui de l'accroissement de « *l'employabilité* » comme solutions au chômage. Par cette seconde voie, la politique éducative commune est devenue une composante à part entière de la *Stratégie européenne pour l'emploi* définie à Amsterdam en 1997. Cette stratégie fait un certain nombre de recommandations aux États reposant sur l'idée que le chômage résulte avant tout de la faible « *employabilité* » des chômeurs et de la « *rigidité* » des marchés de l'emploi européens.

Cette stratégie globale ratifiée par le Conseil européen de Lisbonne en mars 2000 a fixé à l'économie européenne l'objectif d'ici à 2010 de « *devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique*

du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale ». Dans ce but, le Conseil européen a appelé à « *une transformation radicale de l'économie européenne* », et à « *un programme ambitieux en vue de moderniser les systèmes de sécurité sociale et d'éducation* », à commencer par les systèmes de retraite et les assurances du chômage jugés trop coûteux et peu incitatifs au travail. Dans ce cadre, la politique éducative européenne n'est pas une politique marginale. Dans la doctrine européenne, elle concerne le côté « *qualitatif* » de l'emploi, soit l'employabilité. Au nom du rôle de la connaissance dans la croissance et de la réforme structurelle de l'emploi, c'est l'ensemble des missions, des méthodes et de l'organisation des systèmes d'enseignement qui doit être modifié par les États selon un programme d'action commun. Pour résumer, le processus de convergence des systèmes éducatifs existe bien, sous le mode apparemment « *volontaire* » de la « *coopération intergouvernementale* », mais de façon pleinement intégrée à la stratégie économique centrale de l'Union fondée sur « *la concurrence libre et non faussée* », regardée comme source de la compétitivité et du plein-emploi. Cette politique éducative est plus précisément induite :

- par la perspective de l'unification du marché du travail européen, lequel suppose une harmonisation des diplômes, des formations et des certifications professionnelles (réforme de l'enseignement supérieur et définition commune des compétences professionnelles avec le système Européen en sont quelques-unes des réalisations) ;
- par l'objectif d'augmentation des

taux d'emploi qui impose à la main-d'œuvre d'atteindre un seuil minimal d'employabilité (socle minimal des compétences) tout en encourageant les investissements personnels dans la formation (avec une augmentation du financement privé conformément à la doctrine du « capital humain ») ;

- par la flexibilisation des marchés du travail qui suppose que l'individu « se responsabilise » afin de se doter des compétences indispensables à son insertion professionnelle (formation tout au long de la vie et carte de compétences).

OBJECTIFS ET MÉTHODES DE CONVERGENCE

« L'économie de la connaissance » appelle, d'après les textes qui ont précisé la Stratégie de Lisbonne, à une « augmentation substantielle de l'investissement dans la ressource humaine ». Les organes de l'Union font le constat d'un grand retard dans ce domaine par rapport aux États-Unis notamment, du fait de politiques nationales trop peu ambitieuses, spécialement en matière de recherche et d'enseignement supérieur. Jusqu'à présent, cet objectif louable s'est heurté aux contraintes imposées par le Pacte de stabilité, et les programmes de développement de la scolarisation et de la recherche se font encore attendre. Cet objectif de croissance des investissements dans l'éducation et la recherche s'est combiné au dogme libéral consistant à favoriser le financement privé de ces investissements par les ménages, les étudiants ou les entreprises et reste suspendu aux réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche d'inspiration utilitariste.

Compte tenu de ces limites budgétaires, les grands objectifs poursuivis restent vagues à souhait : « accroître

la qualité et l'efficacité des systèmes d'éducation et de formation », « faciliter l'accès de tous aux systèmes d'éducation et de formation », « ouvrir les systèmes d'éducation et de formation sur le monde extérieur ». Mais, à considérer les sous-objectifs, le contenu précis des priorités semble bien essentiellement commandé par une logique d'emploi et d'adaptation au monde concurrentiel des entreprises, le développement de « l'esprit d'entreprise » n'étant pas le moins emblématique des treize sous-objectifs choisis. La transformation du travail des enseignants au nom de « l'efficacité », l'adaptation des cursus aux évolutions des structures de l'emploi et la concentration des formations sur les « compétences » utiles sont censées faciliter la réalisation de ces objectifs sans augmenter la dépense publique. Le « socle des compétences de base » retenu par le Conseil européen de Lisbonne est également particulièrement éloquent de la nouvelle orientation : à côté de la maîtrise de la langue maternelle et des outils mathématiques de base, elles comprennent les compétences en NTIC, l'anglais de communication, un « esprit d'entreprise » et des « aptitudes sociales ». On retrouvera en France cette logique minimaliste dans le rapport Thélot et dans la loi Fillon, avec quelques légères variantes « locales » qui gommant le caractère outrageusement réducteur du « socle ». La ministre italienne de l'enseignement, Latizia Moratti, a résumé plus brutalement l'esprit de la nouvelle école européenne avec les trois « I » : « *Internet, Inglese, Impresa (entreprise)* ». Au Conseil européen de Stockholm en mars 2001 ces grands axes ont été déclinés en 13 « objectifs concrets futurs » qui ont été intégrés dans des programmes de travail. À partir de 2001 et surtout depuis le Sommet de

Barcelone en 2002, le processus de convergence politique selon la « méthode ouverte de coordination » (MOC) s'est mis en marche. Contrairement à son nom, cette méthode ne coordonne pas des politiques nationales indépendantes. Elle organise une coopération politique selon une démarche déjà employée pour l'emploi, elle détermine ses propres rythmes, ses étapes, ses articulations aux autres politiques sociales et économiques de l'Union, dans la perspective d'un modèle éducatif commun conforme à la perspective d'un marché du travail le plus parfaitement concurrentiel possible. Avec cette méthode par laquelle on choisit des priorités, on fixe des étapes, où l'on se dote de « niveaux de référence » (*benchmarks*), où l'on échange les « bonnes pratiques », où l'on développe des procédures d'évaluation, l'Union ne légifère pas mais crée et « orchestre » un cadre de « coopération volontaire entre États ». Ce cadre est cependant contraignant pour ces mêmes États soumis d'une part à la fameuse « pression des pairs » (qui est l'une des caractéristiques des « pratiques communautaires ») et d'autre part aux injonctions de la Commission qui s'appuient lourdement sur la référence à la Stratégie de Lisbonne. La contrainte en effet ne se manifeste jamais mieux que par les rappels réguliers faits aux États de prendre les mesures conformes aux objectifs communs. Ainsi, lorsque les progrès sont trop lents, les organes de l'Union pressent les États d'accélérer les réformes au nom de « l'agenda de Lisbonne » comme ce fut le cas encore en mars 2004 avec le rapport intermédiaire de la Commission et du Conseil au titre éloquent : « *Éducation et formation 2010 : l'urgence des réformes pour réussir la stratégie de Lisbonne* ». En dépit de l'innocuité apparente de

ces procédures, formellement « volontaires », les effets du travail de convergence sur les politiques nationales se font de plus en plus sentir. Les objectifs définis dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne s'incorporent plus ou moins explicitement aux réformes nationales. Les gouvernements commencent d'ailleurs, dans ce domaine comme ils l'ont fait dans d'autres, à justifier ces réformes par les « contraintes européennes » pour les faire accepter plus facilement. Les textes de loi incluent des objectifs chiffrés, lesquels sont directement issus du travail de comparaison des données nationales avec les « niveaux de référence » européens. La loi Fillon est exemplaire à cet égard. Si l'un de ses buts manifestes est bien de diminuer les moyens attribués à l'enseignement secondaire, la raison est clairement exprimée dans les documents européens. Les collégiens et les lycéens français « coûtent trop cher » relativement à la moyenne des dépenses par élève qu'y consacrent les autres pays ! (Cf. « *Éducation et formation 2010 : l'urgence des réformes pour réussir la stratégie de Lisbonne* »). Une sorte de tyrannie technocratique s'impose ainsi au nom du comparatisme inter-étatique, appuyé sur des indicateurs et des objectifs quantifiés censés pouvoir enfermer la réalité des systèmes éducatifs et constituer des fins en soi.

À écouter les arguments des responsables politiques de l'enseignement et à lire les attendus des lois qu'ils imposent, nul ne peut plus ignorer que le niveau d'élaboration des politiques éducatives s'est déplacé, ainsi que leur signification. Ce déplacement « volontaire » de la détermination des contenus des politiques éducatives vers l'Union a sans doute un avantage pour les tenants des réformes actuelles : il rend inutile l'ensemble des

instances et des procédures de discussion et de concertation qui, jusque-là, visaient à tenir compte, même de manière formelle, de l'avis des « partenaires » et des acteurs du monde éducatif, en particulier des syndicats enseignants et étudiants, des organisations de parents, désormais considérés comme des obstacles à la mutation de l'école. La création par la loi Fillon d'un « Haut conseil de l'éducation », par les procédures très politiques de nomination de ses membres, risque fort d'appliquer sans grand débat démocratique, la commune doxa éducative de l'Union européenne.

LE TRAITÉ N'AURAIT-IL DONC RIEN À VOIR AVEC LA POLITIQUE LIBÉRALE D'ÉDUCATION ?

Les partisans du « oui à la Constitution » pourraient dire, comme ils le font avec la directive Bolkestein ou sur d'autres sujets, que cette politique éducative n'a rien de commun avec le Traité puisque précisément il s'agit d'une démarche intergouvernementale « coopérative ». Les États se cachent-ils derrière l'Union pour atteindre des objectifs invouables devant leur opinion publique ? Peut-être. L'Union sert à coup sûr d'outil « régional » pour appliquer aux systèmes éducatifs des transformations qui participent d'un mouvement de réforme beaucoup plus général à l'échelle mondiale, transformations qui sont inspirées par les dogmes libéraux et utilitaristes actuellement dominants. Mais surtout, comme on l'a vu, cette politique éducative n'a pas d'autonomie par rapport à la ligne économique générale de l'Union, inscrite en particulier dans le titre III.

Pour répondre à l'argument selon lequel le Traité n'a rien à voir avec l'éducation, il convient de se demander si la Constitution, telle qu'elle est rédigée, permet, voire favorise la mise en place du modèle d'école libéral et utilitariste que, par ailleurs et parallèlement, la « *méthode ouverte de coordination* » est en train de bâtir. Les rares et minces références à l'éducation du Traité pourraient le suggérer. On sait que le Traité n'est pas censé parler des services d'intérêt général non marchands, situés hors du droit communautaire, qui, de ce fait, ne reçoivent ni définition ni fondement juridique. Le Traité, quand il est question d'éducation, semble pourtant gravement méconnaître le rôle et la responsabilité de l'État national en matière de service public d'enseignement.

- L'article I-5 affirme que l'Union « respecte les fonctions essentielles de l'État, notamment celles qui ont pour objet d'assurer son intégrité territoriale, de maintenir l'ordre public et de sauvegarder la sécurité nationale ». Voilà qui fleure bon « l'État gendarme » cher aux libéraux du XIX^e siècle. L'État éducateur serait-il dépassé ?

- L'article II-74 de la Charte des droits fondamentaux (Charte que certains tiennent pour une « avancée sociale » et un contrepoids à la pure logique de marché) reconnaît à toute personne « le droit à l'éducation ainsi qu'à l'accès à la formation professionnelle et continue » ; « il comporte la faculté de suivre gratuitement l'enseignement obligatoire ». Aucun objectif d'égalité ou d'équité n'est mentionné, aucun seuil minimal d'instruction, aucune indication de forme, de nature et de contenu de « l'éducation » n'est retenue, aucune durée minimale de l'enseignement obligatoire n'est déterminée. La formulation employée (« *faculté de suivre gratuitement l'en-*

seignement obligatoire ») semblerait même indiquer que ce n'est là qu'une simple possibilité à côté d'un enseignement payant, lequel pourrait être très développé, voire dominant. Aucune mention n'est faite à une quelconque institution publique chargée de rendre effectif ce droit. On comparera utilement cette « avancée » supposée avec le préambule de la Constitution de 1946 : « *La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture* » (je souligne). Le minimalisme de la Constitution ouvre en réalité la voie à une régression au regard des revendications et des luttes pour « l'égalité des chances scolaires » qui ont caractérisé l'histoire des systèmes éducatifs au XX^e siècle. Qu'est-ce qu'un droit fondamental d'accès à l'éducation des élèves qui ne comprendrait pas l'égalité des conditions d'apprentissage ?

- Si l'égalité est oubliée, la liberté de choix de l'éducation ne l'est pas. La partie la plus importante de l'article II-74 lui est consacrée. Ce même article affirme que « *la liberté de créer des établissements d'enseignement dans le respect des principes démocratiques ainsi que le droit des parents d'assurer l'éducation et l'enseignement de leurs enfants conformément à leurs convictions religieuses, philosophiques et pédagogiques sont respectés selon les lois nationales qui en régissent l'exercice* ». Là encore, la Constitution accorde une reconnaissance à la liberté à l'enseignement privé et au choix des parents sans référence à des objectifs de démocratisation. Par cette reconnaissance unilatérale de la liberté de choix scolaire, la Constitution ignore tout objectif de lutte contre le séparatisme scolaire, qui incomberait pourtant à un État soucieux de mixité sociale et d'égalité des conditions d'apprentissage. L'omission de toute réfé-

rence à un « service public d'éducation », garant de l'égalité des conditions et de la gratuité de toute la scolarité, laisse ainsi le champ libre à une mise en concurrence accrue des systèmes publics nationaux par des établissements privés, nationaux ou non.

LAÏCITÉ : RÉGRESSION

PHILOSOPHIQUE

ET REcul POLITIQUE

La Constitution reprend très heureusement les grandes déclarations et textes qui fixent les droits fondamentaux en matière de pensée, de conviction religieuse et de conscience de la personne. L'article II-70, qui reproduit fidèlement l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948, rappelle que : « *Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites* ». On voit cependant que ce droit fondamental n'est pas sur le même plan que la laïcité, au fondement des principes scolaires républicains en France, et plus largement au principe de la séparation de l'État et des Églises. Certaines formulations pourraient même sembler contradictoires avec la définition de la laïcité de l'institution scolaire, en l'absence de toute détermination des lieux, des moments et des conditions de neutralisation provisoire et circonscrite des manifestations des croyances et convictions personnelles et, plus généralement, en l'absence de tout principe explicite de séparation de la sphère publique et de la sphère

religieuse. Il est frappant de remarquer que le principe à la fois philosophique, historique et politique de la laïcité reste entièrement inconnu du Traité. Si l'on définit la laïcité en matière scolaire comme le droit reconnu à chaque homme de recevoir une éducation qui ne soit gouvernée que par le principe de raison, ce qui est la condition logique de la liberté de conscience qui lui est reconnue par ailleurs, elle est purement et simplement inexistante dans le texte de la Constitution. Est-ce trop demander à l'Europe du XXI^e siècle, spécialement quand elle se revendique de son héritage culturel et scientifique ?

La question de la laïcité scolaire n'est évidemment qu'un aspect du problème plus vaste que pose l'absence du mot mais surtout du principe de laïcité dans le Traité, alors que la reconnaissance « *des églises et des organisations non confessionnelles* » comme partenaires d'un dialogue permanent avec l'Union est explicite. Le minimalisme de l'article II-74 et le droit pleinement reconnu aux parents (sans aucune contrepartie de devoirs de leur part ou de celle des institutions scolaires privées en matière de contenu et d'esprit de l'éducation), de faire donner un enseignement conforme à leurs « *convictions religieuses, philosophiques et pédagogiques* », ne garantissent pas la laïcité scolaire. Encore une fois, on comparera utilement ce texte avec le Préambule de la constitution de 1946 : « *L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État.* » (je souligne)

L'ÉDUCATION, QUEL

« SERVICE D'INTÉRÊT

GÉNÉRAL » ?

On sait le flottement quant aux no-

tions de « service d'intérêt général » et de « service d'intérêt économique général ». La question est de savoir où peut bien se ranger l'éducation dans le cadre juridique européen, sachant qu'une activité économique, pour la Commission, se définit par « la fourniture de biens et de services sur un marché donné » et qu'un même organisme peut fournir à la fois des services économiques et non économiques. La Commission a avancé à de multiples reprises depuis 2001 que la distinction entre services économiques et non économiques était à la fois « floue », « dynamique » et « flexible », et qu'il lui était par conséquent impossible de dresser une liste déterminée et, *a fortiori*, définitive des services non économiques. La preuve résiderait selon elle dans le fait que de nombreuses activités qui étaient regardées comme « non économiques » sont devenues ces dernières décennies « économiques » (cf. *Commission des Communautés européennes, Livre vert sur les services d'intérêt général*, 2003, p. 15). Il n'est donc nullement certain que l'éducation, au même titre que la santé, soit considérée définitivement comme un « service d'intérêt général de nature non marchande », ne relevant pas du principe général de la concurrence et du libre commerce. Le Traité, marqué par ce flou, n'apporte en conséquence aucune garantie contre la marchandisation du service éducatif.

La dérive qui permettrait de considérer l'éducation comme un service marchand peut s'appuyer sur trois dimensions.

- D'abord, il n'est pas difficile d'interpréter le service éducatif en totalité ou en partie comme une production économique comme une autre fournie pour un marché : c'est le leitmotiv des libéraux. Et ce d'autant plus que le Traité reconnaît la pleine liberté

des établissements d'enseignement privés et leur droit de vendre leurs services éducatifs.

- Ensuite, l'Union européenne elle-même ne cesse d'intégrer, comme on l'a vu, l'éducation dans une stratégie économique globale et elle appelle dans ses rapports à un accroissement des dépenses privées d'éducation.

- Enfin, quand l'éducation est mentionnée à propos des accords de commerce internationaux, en compagnie des services sociaux et de santé, elle est explicitement placée parmi les services susceptibles d'être inclus dans les accords de libéralisation, contrairement à toutes les déclarations rassurantes des responsables européens (article III-315). Le seul garde-fou consiste à faire dépendre l'acceptation de ces accords d'un vote unanime du Conseil dans les seuls cas où « ces accords risquent de perturber gravement l'organisation de ces services au niveau national et de porter atteinte à la responsabilité des États membres pour la fourniture de ces services ». Ce qui n'est pas rien, mais implique toutefois que les éventuels plaignants soient à la fois désireux et en mesure de prouver la « perturbation grave » en question. Cette latitude accordée à la Commission et au Conseil pour négocier et conclure des accords internationaux de libéralisation du commerce en matière de services sociaux, d'éducation et de santé, laisse entrevoir toutes les démissions futures devant les logiques de marchandisation portées par l'AGCS (quand ce n'est pas par la Commission elle-même).

CONCLUSION

On pourrait se réjouir que l'éducation échappe (en apparence du moins) à la logique libérale du Traité, ne serait-ce que pour ménager

quelques marges de manœuvre aux gouvernements nationaux en ce domaine. Ce serait se tromper. Il faudrait plutôt s'inquiéter de la faiblesse des barrières face au possible démantèlement effectif du service public d'éducation favorisé par la politique européenne. Plus encore, la base doctrinale de la Constitution européenne (la concurrence, la liberté du consommateur, la liberté de l'entreprise) remet en question les fondements du projet de l'école démocratique. Aucune exigence en matière de démocratisation n'est mise en avant. La réduction des écarts sociaux à l'école, la suppression des discriminations et des phénomènes ségrégatifs ne font pas partie du « droit à l'éducation ». Pas de référence à l'égalité, ni non plus à ce qui fonde la laïcité. La Constitution n'oppose rien à la possible mise en concurrence des « services éducatifs » à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union, elle fait silence quant à la séparation de l'école publique et de la religion, quant aux exigences d'une éducation intellectuelle non dogmatique et d'une formation de l'esprit scientifique. Au total, l'absence d'un droit universel d'accès à une institution publique d'enseignement qui serait fondée sur la gratuité, le principe philosophique moderne de la laïcité et l'égalité des conditions d'apprentissage est une régression de grande ampleur. Par ces absences même, ce Traité paraît en parfaite cohérence avec la « réforme structurelle » que les dirigeants européens veulent appliquer aux sociétés. Et lorsqu'il est question de droit à l'éducation, on peut se demander si le Traité n'est pas surtout en harmonie avec la philosophie transversale du « service universel » : donner à tous un socle minimal de compétences, correspondant au seuil minimal d'employabilité, et laisser

les logiques de marché jouer afin que les « acteurs rationnels » investissent au-delà de ce socle de base en vue d'obtenir des salaires plus élevés (ce qui passe par une différenciation accrue des salaires pour rémunérer l'investissement éducatif privé, comme le veulent les fonctionnaires libéraux de Bruxelles).

Politique invisible, politique parallèle, avons-nous dit. Mais c'est la logique « globale » de la construction européenne, dont le Traité fixe un moment et veut établir la cohérence, qui a permis le développement de la politique européenne en matière éducative dans le contexte de la Stra-

tégie de Lisbonne. La clé du mystère réside peut-être dans l'article III-115 qui donne mission à l'Union de « *veiller à la cohérence entre les différentes politiques et actions visées à la présente partie, en tenant compte de l'ensemble de ses objectifs et en se conformant au principe d'attribution des compétences* ». La logique de la cohérence surpasse ici les limites juridiques, la dynamique politique de la convergence défie toute définition des prérogatives. En matière d'éducation, le projet de Traité ne dit pas tout mais laisse tout faire. Surtout le pire.

Les résistances simultanées aux ré-

formes éducatives libérales en France, en Italie, en Espagne, en Belgique et en Angleterre et ailleurs témoignent à elles seules du fait que l'avenir de l'école se joue désormais au niveau de l'Union européenne. Un autre projet éducatif européen est possible, fondé sur le partage des valeurs démocratiques communes et une authentique citoyenneté européenne. Mais une telle Europe de l'éducation fondée sur des institutions publiques va de pair avec un véritable projet démocratique européen que l'on aurait du mal à déceler dans la Constitution néolibérale soumise au vote des Français.

Dans un article publié le 21 juin 2005 dans *Le Monde*, Véronique Roger-Lacan, experte en politique européenne de défense à la délégation aux affaires stratégiques du ministère de la défense, a écrit que « *le Non français n'aura pas de conséquences sur la politique européenne de sécurité et de défense (PESD). La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni continueront à la piloter dans le cadre de consultations trilatérales* ». La seule question qui pouvait éventuellement subir un infléchissement serait celle de la relation entre l'Union européenne et l'OTAN. Le Non, écrivait-elle, « *a exprimé l'aspiration à un regain de souveraineté et une quête d'indépendance vis-à-vis des Américains* ». Claude Serfati donne une réponse analogue sur le premier point, mais répond de façon négative à l'idée que le Non français puisse changer quoi que ce soit dans la position du gouvernement Chirac à l'égard de l'OTAN.

À propos du chapitre du TCE sur la sécurité et la défense : le militarisme européen, sa base industrielle et ses rapports avec les États-Unis

Les parties du Traité constitutionnel européen (TCE) portant sur des questions liées à la défense et aux industries militaires ont donné lieu à beaucoup moins de discussions que celles qui touchaient à l'offensive contre les droits des salariés et à l'aggravation prévisible de leurs conditions d'existence. L'Europe a été le lieu de formation des États-nations et le terrain des rivalités interimpérialistes qui ont abouti à la barbarie du 20^e siècle. La coopération a donc toujours été moins aisée à mettre sur pied que dans les domaines relatifs à la création d'un espace commun correspondant aux besoins de liberté aussi complète que possible du capital. Les questions liées à la défense ont aussi toujours été celles que les États-Unis ont surveillées de façon particulièrement attentive. Pour toutes ces raisons mentionnées, le TCE a abordé les

questions de défense avec prudence. Il n'en a pas moins consacré un chapitre entier à la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) ainsi qu'à sa composante défense, désignée du nom de politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Une lecture attentive de ces chapitres montre que le TCE fournissait le cadre pour un développement du militarisme européen, avec, sans ou derrière les États-Unis. Pour l'essentiel, les clauses du TCE consacrées à la défense et à la sécurité confortent les initiatives prises depuis quelques années par certains États au niveau intergouvernemental, par les industriels, et aussi plus récemment par la Commission. Le TCE apportait ainsi sa contribution au renforcement du militarisme et des systèmes militaro-sécuritaires industriels européens. Ainsi que les dirigeants des trois plus grands pays européens se sont em-

pressés de le rappeler, son rejet ne marquera sûrement pas la fin de ce processus.

DEUX IDÉES FAUSSES, EN PARTICULIER LA SECONDE

Dans les rares débats sur ces aspects lors de la campagne, les positions hostiles au TCE ont été dominées par deux idées complémentaires : 1- l'Union européenne serait totalement soumise militairement aux États-Unis et 2- l'Europe ne serait pas une puissance militaire, elle est même parfois qualifiée de « puissance douce » (*soft power*), ce qui ne manquera pas d'étonner dans certaines régions de la planète. La première idée avait une valeur polémique. La manière dont elle a été présentée a souvent surtout servi pour tenter de faire passer la seconde, qui est totalement fausse.

Sur le premier point, il est exact que le TCE déclare que celui-ci « respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord pour certains membres qui considèrent que leur défense commune est réalisée dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord » et qu'il souligne aussi que celle-ci « est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans cadre » [1-41-2]. C'est là une position à laquelle Jacques Chirac a apporté son appui total. Lors de son discours au sommet de l'OTAN (22 février 2005), en parlant du terrain où se situent les enjeux pour la PESD, il a déclaré « Face aux nouveaux défis, le monde a besoin d'une Alliance forte [ce terme désigne bien sûr l'OTAN], dans laquelle Américains et Européens peuvent conjuguer leurs efforts au service de la paix ». Cette position est partagée par la direction du PS. Lors de leur campagne pour le Oui, ses dirigeants

et ses porte-parole n'ont critiqué aucun des points traités par les chapitres consacrés à la PESC et la PESD.

S'il en est ainsi, c'est que l'OTAN fournit le cadre permissif et nullement exclusif du déploiement militaire des pays de l'UE. Ceci nous conduit à examiner l'idée, vraiment fausse, selon laquelle l'Europe ne serait pas une puissance militaire. Il est vrai que l'UE peine à définir une position commune, mais elle avance et les rédacteurs du TCE ont cherché à l'aider dans cette voie. Le chapitre consacré à la PESD dispose que « les États membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires » (1-41-3), autrement dit ils s'engagent à augmenter leur budget militaire. Afin d'éviter à cette militarisation d'être trop freinée par les contraintes de l'unanimité et les réticences des pays neutres, le traité propose à ceux qui veulent aller de l'avant la mise en place des « coopérations structurées permanentes ». Ces pays sont ceux qui « remplissent des critères plus élevés de capacités militaires et qui ont souscrit des engagements plus contraignants en la matière en vue de missions plus exigeantes » (1-41-6). C'est un moyen élégant de permettre aux pays qui ont la charge de la défense de l'ordre mondial et de leur zone d'influence, au premier chef la Grande-Bretagne et la France, de développer en commun les moyens militaires nécessaires.

L'ACTION CONJUGUÉE DE TROIS FORCES

Une analyse précise permet d'observer que le renforcement du militarisme et des systèmes militaro-sécuritaires industriels européens a été le résultat des actions conjuguées ou spécifiques prises à trois niveaux ou par trois séries d'institutions : certains États, les industriels de l'armement et de l'aéro-

nautique, et la Commission. Chacune de ces composantes a vu un intérêt. Toutes ont tendu leur force dans la même direction.

Ce sont les États Européens les plus militarisés et qui veulent continuer à jouer un rôle dans la défense de l'ordre mondial qui ont été le moteur. Les évolutions significatives ont lieu à la fin des années 1990. Il est courant de considérer la « déclaration de Saint-Malo » faite par Blair et Chirac (3-4 décembre 1998) comme une étape importante. Les initiatives prises par quelques pays majeurs sur les questions de défense, en fait l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, sont souvent reprises au niveau du Conseil européen. L'exemple le plus frappant est la décision de créer une agence européenne de l'armement. En 1996, les gouvernements de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni ont signé un accord (*Memorandum of Understanding*) pour la création d'une organisation de coopération dans l'armement, baptisée OCCAR. L'OCCAR a progressivement élargi son activité de gestion des programmes menés en coopération. La gestion du programme A400M (avion de transport militaire qui exige la coopération de cinq pays de l'UE ainsi que de la Turquie) a marqué une nouvelle étape en raison des règles plus « commerciales » introduites par l'OCCAR. En 2004, la décision a été prise de créer une agence européenne de l'armement (voir plus loin).

Les initiatives intergouvernementales sont entravées par les désaccords sur les relations avec les États-Unis et les rivalités qui existent dans certaines régions où les impérialismes britanniques et français furent dominants (Afrique, Moyen-Orient). Cependant, même les désaccords manifestés sur la guerre en Irak entre les principaux pays européens n'ont pas empêché la

poursuite d'actions intergouvernementales européennes.

Du point de vue industriel, on peut distinguer trois étapes. Dans les années 1980 et jusqu'à la fin des années 1990, les restructurations se déroulent dans un cadre national et à l'abri des regards des autorités communautaires. C'est la période de formation de « champions nationaux » : quelques groupes (parfois un seul comme en Suède, en Italie, en Allemagne, en Espagne) contrôlent entre 50 % et 75 % de la production d'armes et reçoivent l'essentiel des commandes de leur ministère de la Défense. Une nouvelle phase s'ouvre en 1999. À l'heure de la libéralisation des marchés dans les industries civiles, British Aerospace (désormais BAe Systems) protège son marché national en prenant le contrôle des activités de défense de GEC Marconi (britannique) alors que les négociations étaient en cours depuis des années pour tenter de former un grand groupe de l'aéronautique et de la défense susceptible de rivaliser avec les groupes américains. La même année (1999), le groupe français Aero spatiale-Matra et allemand Daimler-Benz fondent EADS (European Aerospace and Defense Society), rejoint par le groupe espagnol CASA. De son côté, le groupe Thomson-CSF, rebaptisé Thales, devient, grâce à l'acquisition de Racal, le deuxième fournisseur du Ministère de la défense britannique. L'industrie de l'aéronautique et de défense est désormais dominée par trois grands groupes « européens ».

Le TCE confirmait l'existence de l'Agence européenne de défense (AED) (I-41-3 et article III-311) Son inscription dans le TCE couronnait des années d'efforts intergouvernementaux. L'AED n'est nullement remise en cause par le rejet du traité puisqu'elle a été créée dès le 12 juillet 2004. Sa mission est expressément le renforce-

ment de l'industrie d'armement (article 5 du statut de l'agence), moyennant le développement des capacités militaires européennes en liaison avec les autres structures déjà existantes, la promotion d'acquisitions d'équipements de défense en coopération, le soutien à l'effort de recherche et technologie (R & T) et le renforcement de la « *base industrielle et technologique de défense* » (BITD). La création de l'AED a été souhaitée par les groupes industriels européens de l'armement. Les marchés nationaux sont devenus trop exigus, et l'unification de leurs efforts peut les aider à desserrer l'étreinte des groupes américains et à justifier l'augmentation des dépenses d'équipement militaire.

Le marché européen de l'armement est trop exigu au regard des objectifs des groupes européens comme de la concurrence des groupes américains. Par ailleurs la convergence des objectifs militaires et sécuritaires qui est inscrite dans la politique des États-Unis comme dans celle de l'UE et qui a été renforcée depuis le 11 septembre 2001, offre aux groupes industriels des perspectives prometteuses de nouveaux marchés. La troisième étape, qui est en cours, est donc celle du renforcement de la coopération transatlantique (par exemple des partenariats sur des programmes de recherche-développement et de production) qui pourront aller jusqu'à la création d'alliance capitaliste et la formation de mega-groupes transatlantiques de défense. Le vecteur de ces alliances est constitué par les institutions du capital financier (fonds de pension, fonds mutuels, et récemment les fonds spéculatifs) [1]. Ces institutions ont pris une part active dans les restructurations de l'industrie de défense américaine au cours des années 1990 et, depuis 2001, ont fait de ces groupes des valeurs sûres de Wall

Street. Le rapprochement plus étroit des groupes européens de l'armement avec les institutions financières est en cours.

Il est difficile d'imaginer que la propriété du capital des groupes de l'armement puisse rester purement européenne. Elle n'est déjà plus nationale pour tous les grands groupes européens, y compris français. Les gouvernements français et allemands ont manifesté leur inquiétude après le rachat de firmes de l'industrie d'armement par des fonds d'investissements américains. Ils chercheront à préserver un équilibre entre la présence des fonds américains, dont la contrepartie est la présence des groupes européens dans les programmes d'armement américains, le renforcement des entreprises européennes et la protection des commandes publiques d'armes à leurs « champions européens ».

LE RÔLE DE LA COMMISSION

Le rôle de la Commission a été très peu étudié. Celle-ci a pourtant développé un intérêt croissant pour un domaine dont elle était en principe exclue depuis la fondation de la CEE et le Traité de Rome (article 223), de même que par le Traité d'Amsterdam adopté en 1997 (article 296). La Commission a utilisé deux vecteurs pour élargir son influence : l'ouverture des marchés à la concurrence et la politique technologique.

Dans un *Livre vert sur les marchés publics liés à la défense* (l'anglais « *procurement* » est souvent utilisé), elle a pris appui sur les décisions de la Cour de justice sur les dérogations à l'article 296 pour organiser l'ouverture des marchés d'armes et de matériel à la concurrence. La Commission estime que puisque les questions de commandes publiques liées à l'armement

ne sont pas par principe hors de sa compétence, il lui serait possible de procéder par directives dans le domaine de la défense, comme elle l'a fait dans les années 1990 sur les marchés de l'eau, de l'énergie et des transports publics. La Direction générale « Entreprise et Industrie » de la Commission européenne est également sollicitée pour aider à mettre en place les conditions de l'ouverture des marchés d'équipement. Elle a d'ailleurs créé une unité « aérospatiale, sécurité, défense et équipement » au sein de la division « Concurrence, marché interne des biens, et politiques sectorielles ».

La politique technologique constitue l'autre vecteur utilisé par la Commission pour monter en puissance dans les industries liées à la défense. En fait, ce fut du point de vue historique, la première incursion de la Commission dans le « domaine réservé » des États. Dès 1991, la Commission s'intéressa aux « technologies duales ». Ces technologies peuvent, en principe, être mises en œuvre dans les productions civiles et/ou dans les productions militaires. Les industries aéronautiques et spatiales, les industries électroniques, et bien sûr l'industrie nucléaire offrent maints exemples d'usage militaire et civil des technologies. L'intérêt de la Commission rejoignait celui des industriels, soucieux d'obtenir des financements communautaires, de développer des programmes intergouvernementaux, à un moment où Airbus devient un leader mondial sur l'aéronautique civile. La faiblesse souvent déplorée d'une politique technologique communautaire ambitieuse (le budget communautaire de Recherche-développement atteint à peine 10 % des sommes totales de R & D dépensées par les États-membres) donne une importance particulière aux programmes intergouvernementaux conduits dans l'aéronautique,

l'espace et la défense. Le rapport sur l'espace rédigé par la Commission et les principaux industriels du secteur en 2002, a ainsi ouvert la voie au lancement du programme « Galileo » qui devrait concurrencer le GPS américain.

La montée en puissance de la Commission dans ce domaine aussi sensible que la défense, pilier fondateur des États-nations européens, est encore modeste. Elle invite néanmoins à une réflexion, que les échecs des référendums sur la Constitution européenne ne doivent pas interrompre, sur les interactions complexes qui sont créées entre les États, le capital et les institutions communautaires (Banque centrale, Cour de justice, Commission) [2]. L'irruption à l'occasion de la campagne référendaire des classes et catégories sociales contre lesquelles, depuis des décennies, les mesures prises par l'UE, ses gouvernements et ses institutions communautaires ont été dirigées, ne doit surtout pas arrêter cette réflexion.

UN AGENDA SÉCURITAIRE ÉLARGI

Comme l'a rappelé Richard Cooper, ancien conseiller diplomatique de Tony Blair, nommé ensuite conseiller du Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), l'Europe est le seul « *impérialisme postmoderne* », car elle est dégagee de toute visée colonisatrice, puisque l'interférence mutuelle et la transparence y sont la règle. La doctrine de l'UE doit donc agir pour imposer les droits de l'homme et la démocratie. Les missions déjà consignées dans le Traité d'Amsterdam (dites *missions de Petersberg*) sont élargies à des missions préventives et contre les nouvelles menaces. Les menaces constituées par les armes de destruction

massive sont constamment mises en avant. Elles ne doivent pas masquer celles constituées par les populations et classes qui n'accepteraient pas de subir passivement dans certaines régions de la planète l'extermination de masse. En Europe également, la désagrégation du « tissu social » produite par les politiques gouvernementales crée des menaces contre lesquelles dirigeants de l'UE et les gouvernements se disposent. Pour cela, le terme de militaire étant un peu étriqué, la « sécurité » est désormais le maître mot. Le Commissaire européen à la recherche, reprenant les discours des gouvernements des États-membres, a déclaré que « *l'Europe doit adopter une "culture de la sécurité" et mobiliser les forces de son "industrie de la sécurité" et l'excellence de sa recherche* ».

Le Haut représentant PESC, Javier Solana, a présenté un rapport (« *Une Europe plus sûre dans un monde meilleur* ») qui a ensuite été adopté par le Conseil européen de Thessalonique (20 juin 2003). Les enjeux de sécurité sont abordés d'une manière qui n'est pas éloignée de la doctrine des États-Unis sur plusieurs points. La formulation d'interventions « préventives » y est même présente. La sécurité y est abordée sous le seul angle de la responsabilité des États du « sud », dans le plus pur langage des institutions financières internationales (« *une mauvaise gouvernance, corruption, abus de pouvoir, institutions faibles, manque de responsabilité* »). La responsabilité des politiques néolibérales imposées aux pays du sud, et celle des groupes financiers et industriels des pays du Nord est totalement absente de l'analyse des conflits qui est proposée, tels que ceux de la région des grands Lacs qui « *impactent directement et indirectement sur les intérêts européens* » (p. 4).

La différence importante avec la doc-

trine de sécurité nationale proposée par l'Administration Bush (octobre 2002) tient toutefois à la réaffirmation que cet « impérialisme postmoderne » doit être mis en œuvre dans le cadre du multilatéralisme. Le document adopté par le Conseil européen rappelle le rôle fondamental de l'ONU mais aussi celui de l'OTAN, ce qui donne un singulier éclairage à la notion de multilatéralisme. En fait, ce jargon vise à justifier l'extension du déploiement militaire de l'UE, en particulier vers l'Afrique.

LA FRANCE ET L'OTAN COMBINENT LEURS FORCES EN AFRIQUE

Une OTAN pour faire quoi et où ? En 1999, le sommet de Washington a pris acte des changements géopolitiques et économiques. Il a donc décidé d'engager des actions hors de sa zone d'origine (transatlantique) et d'intervenir lorsque la sécurité des réseaux globaux énergétiques, commerciaux, financiers est menacée. Les gouvernements de la France ont pleinement pris leur part dans ces mutations. Récemment, la ministre de la Défense a dit ceci : « *Est-ce que l'OTAN va trop loin ? Je vous rappelle qu'il y a bientôt deux ans, nous avons accepté que l'OTAN sorte de la zone géographique initiale qui était l'Europe et l'Amérique du nord. Par là même, je dirais que nous lui avons redonné une raison d'être sinon, il est évident qu'avec la Russie présente à la table de l'OTAN, comme nous en aurons encore une démonstration tout à l'heure, on aurait pu se poser la question de la raison d'être de l'OTAN ! [...] À partir du moment où nous avons accepté que l'OTAN joue un rôle à l'extérieur de cette zone, parce que c'est notre intérêt d'avoir une stabilisation la plus large possible dans le mon-*

de, nous avons accepté que l'OTAN aille plus loin » (Conférence de presse de Michèle Alliot-Marie, Ministre de la Défense de la France après la réunion informelle des Ministres de la défense de l'OTAN, 10 février 2005).

La France est un pays incontournable dans le dispositif de maintien de l'ordre en Afrique, c'est-à-dire de la gestion du chaos produit par la mondialisation du capital et deux décennies de politiques conduites par les institutions financières internationales. L'extension géographique des missions de l'OTAN organisée depuis le sommet de Washington donne à la France une possibilité de garder sa place de puissance militaire en charge du maintien de l'ordre. L'Afrique offre à cet égard une illustration du passage d'un « pré-carré » défendu par les seules armées françaises à la prise en charge des intérêts néocoloniaux par l'OTAN et/ou l'UE, dans le cadre d'un mandat donné par la « communauté internationale ». En juin 2003, pour la première fois, l'UE a conduit au Congo et à la demande des Nations unies une intervention militaire (« *Artemis* »). La France assurait 90 % des 1 800 soldats européens présents pour cette mission. Cette opération marque la fin de la règle (non écrite) qui auto-limitait les interventions de l'UE dans son « étranger proche » et qui vers le sud, s'arrêtait donc au Maghreb.

Le rôle pivot joué par la France dans le développement des capacités militaires de l'UE sert en retour au maintien des relations néocoloniales et la préservation des intérêts financiers qui y sont liés. En pleine campagne référendaire, Chirac a confirmé ce rôle. Il a adressé, le 6 mai au nouveau président du Togo, Faure Gnassingbé « *ses félicitations et ses vœux de pleins succès dans l'accomplissement des hautes fonctions qui vous attendent* ». Le recours à la répression et aux fraudes massives

est largement connu. Cependant, à l'exception des associations de défense des droits de l'homme, les partis et les hommes politiques ont été assez discrets sur l'attitude de Chirac et du gouvernement [3]. La remarque vaut pour ceux qui ont fait campagne pour le Non. Déjà à l'automne 2002, les dépenses militaires de la France avaient été fortement augmentées par le Parlement, au moment où Chirac se prononçait contre l'intervention des États-Unis et du Royaume Uni en Irak. Ces augmentations, programmées pour la période 2003-2008 (et effectivement mises en œuvre depuis 2003) avaient provoqué très peu de réaction et aucune mobilisation. Au cours des derniers mois, la poursuite par Chirac et son gouvernement des menées néocolonialistes en pleine campagne sur le référendum n'a guère provoqué plus de réactions.

Notes

- 1- Voir mon chapitre rédigé avec L.Mampey L, « Les groupes de l'armement et les marchés financiers : vers une convention "guerre sans limites" ? » dans Chesnais F. (Éditeur), *La mondialisation financière, Un bilan après l'expérience de deux décennies*, La Découverte, Paris, 2004
- 2- J'ai commencé à discuter cette question dans le chapitre « Émergence de formes étatiques de l'Union européenne », dans *Impérialisme et militarisme, Actualité du vingt-et-unième siècle*, Cahiers libres, Éditions Page 2, Lausanne, novembre 2004.
- 3- Voir leur déclaration du 15 mars 2005 : « *La libre participation au processus électoral est rendue impossible* » sur le site de Survie. Noël Mamère semble avoir fait exception en dénonçant la permanence des réseaux de la Francafrique, les accords de défense signés le 10 juillet 1963 par la France et « *ses militaires [qui] forment depuis des décennies ceux qui répriment actuellement les manifestations du peuple togolais* » (9 avril 2005).

La Dette publique française est au premier rang de ces fatalités que nous brandissent les gouvernants pour justifier toutes les attaques contre le salariat. Dernièrement, Thierry Breton, ministre de l'Économie, a répété à satiété qu'elle était l'explication de toutes les difficultés. Mais qu'est-ce au juste que cette « dette » ? D'où vient-elle ? À qui est-elle due ?

Alain Bihr a bien voulu nous confier un article déjà publié dans *A Contre-courant, politique et syndical*, où il apporte à ces questions des réponses tout à fait convaincantes. Nous l'en remercions.

Sommaire rappel de quelques vérités élémentaires sur la Dette publique

Parmi les thèses que la propagande néo-libérale matraque depuis des lustres, reprise par les universitaires en service commandé aussi bien que par les plus modestes grouillots journalistes en passant par le député de base, figure l'idée que la dette publique aurait atteint (en France comme ailleurs) un niveau excessif devenu littéralement insupportable. Pourtant, tout au long des dernières années, l'endettement public n'a cessé de croître. Pourquoi ? Il est vrai que le service de la dette représente aujourd'hui autour de 20 % du budget de l'État français, soit cinq fois plus que le déficit de ce même État. Autant dire que la dette antérieure est largement responsable des nouveaux endettements actuels ; que

la dette entretient et aggrave la dette ; bref que l'État est surendetté. Cependant, serait-ce là la seule raison de la poursuite de ce processus pourtant constamment décrié ? On a quelques raisons d'en douter.

POURQUOI LA DETTE PUBLIQUE ?

Commençons par rappeler ce qu'est la dette publique. C'est la différence (négative) entre les recettes de l'État (au sens large, État central plus collectivités locales, mais hormis les organismes de protection sociale) et ses dépenses. Par conséquent, pour mettre fin à la dette publique, on dispose de deux moyens, qu'on peut éventuellement actionner conjointe-

ment.

D'une part, on peut chercher à réduire les dépenses de l'État. Et c'est la voie qu'ont privilégiée les gouvernements successifs, à coup de compression de personnels, de stagnation voire de baisse des salaires réels (à fonction identique), de dégradation de la quantité et de la qualité des équipements et des services publics, etc. Telle est aussi la limite (non encore atteinte) de cette voie : c'est que de ces équipements et services publics dépendent non seulement la qualité de la vie de la population (dont le gouvernement ne peut pas totalement se désintéresser) mais encore la capacité même du capital lui-même à assurer les conditions de ses propres performances, voire tout simplement de sa propre reproduction. Autrement dit, les dépenses publiques sont pour une part incompressibles ; part évidemment variable : cela dépend du degré de développement du capital mais aussi du rapport de forces dans la lutte des classes

D'autre part, on peut chercher à accroître les recettes de l'État, essentiellement fiscales, autrement dit augmenter les impôts. Mais là encore la marge est limitée. Cela supposerait en effet ou bien d'augmenter les taux d'imposition, ce qui se heurterait au caractère impopulaire persistant de cette dernière. Ou bien encore d'en élargir l'assiette, en supprimant les différents exemptions, abattements, déductions et réductions qui affectent tous les impôts, ce qui se heurterait, bien au-delà du caractère impopulaire de l'imposition, aux multiples privilèges fiscaux dont bénéficient les classes et couches les plus aisées de la population.

En bref, la dette publique résulte de l'écart existant entre le coût de la part incompressible des dépenses publiques, au sein de laquelle intervient

la part socialisée du coût de reproduction du capital ; et le montant des recettes fiscales de l'État, essentiellement limitées par des raisons politiques, au premier rang desquelles figure le fait que les classes et couches aisées de la population ne sont pas mises à contribution au niveau où elles pourraient et devraient l'être.

LA DETTE PUBLIQUE, DOUBLE CADEAU DE L'ÉTAT À LA BOURGEOISIE

En effet, que va faire l'État pour faire face à cet écart ? Il va s'endetter ; autrement dit, il va emprunter (essentiellement sous forme de bons du Trésor et d'obligations) la différence entre ces recettes et ces dépenses. Et, auprès de qui emprunte-t-il ainsi ? Essentiellement auprès de ceux qu'on appelle « les zinzins », les *investisseurs institutionnels* : grandes banques, compagnies d'assurance, fonds de placement, fonds de pension, etc. En un mot, les organes du capital financier concentré et socialisé. Évidemment, ces organes ne placent ainsi (car il s'agit d'un placement rémunérateur) pas seulement leurs fonds propres. Mais encore et surtout toute la part des salaires, profits, intérêts, rentes qui ne sont pas immédiatement dépensés comme revenus ou avancés comme capitaux additionnels, qui se concentrent évidemment entre les mains des membres de la bourgeoisie mais aussi de l'ensemble des couches aisées de la population et que ceux-ci placent eux-mêmes auprès des « zinzins » en question.

On devine maintenant le tour de passe-passe dont la dette publique est le moyen. L'argent que ces mêmes personnes ne se voient pas exigé de l'État en leur qualité de contribuables sous

forme d'impôt, ils l'avancent à ce même État sous forme de prêts rémunérés. Autrement dit, non seulement l'État ne leur soustrait pas la part de leur revenu qu'il serait en capacité d'exiger d'elles (puisqu'elle existe et qu'elle fait partie de ce qui excède de toute manière leurs dépenses courantes) et qu'il serait en droit d'exiger d'elles (au nom de l'équité fiscale qui demande que chacun soit imposé à la mesure de ses facultés contributives). Mais, de plus, il rémunère cette part sous forme d'intérêts sur les bons ou les obligations d'État. En un mot, la dette publique est le mécanisme magique par lequel une partie des revenus excédentaires des catégories fortunées ou aisées de la population, non seulement ne leur est pas soustraite, mais se trouve, de surcroît, transformée en capital (fictif) porteur d'intérêts.

Là ne s'arrête pas le tour de passe-passe. Car le processus précédent implique encore que les titres de la dette publique sont autant de droits à valoir sur une partie des impôts, donc sur la partie du revenu général de la société que l'État prélève bon an mal an. Ils sont donc aussi un moyen pour la partie la plus fortunée ou la plus aisée de la population, celle qui s'approprie déjà la part la plus substantielle du revenu social, d'accaparer une part supplémentaire de celui-ci, donc de s'enrichir davantage encore. Ce qui s'accompagne inévitablement de transfert de revenus à rebours, des couches moins aisées vers les couches plus aisées. La dette publique est donc non seulement un facteur d'aggravation des inégalités sociales ; mais encore un mécanisme d'une parfaite injustice qui consiste, à l'envers de ce que faisait Robin des Bois, à piquer de l'argent aux plus pauvres et aux moins riches pour en donner aux plus riches.

LA DETTE PUBLIQUE, CAUTION DU CAPITAL FINANCIER

L'intérêt que présente l'existence de la dette publique pour la bourgeoisie est cependant encore plus large. Elle remplit en effet encore une seconde fonction qui intéresse plus spécifiquement sa fraction financière.

L'activité capitaliste est par nature une activité risquée. On y avance du capital (sous forme de capital-argent) en espérant qu'au terme d'un processus plus ou moins complexe, passant par des médiations multiples, ce capital fasse retour engrossé d'une fraction de plus-value (selon le cas sous forme de profit industriel, de bénéfice commercial, d'intérêt). Le résultat n'est jamais assuré ; et courir pareil risque et y échapper ferait la grandeur et la vertu des capitalistes, aux yeux de leurs admirateurs et défenseurs.

De ces risques, les capitalistes (qui ne sont pas tous des aventuriers, loin de là) cherchent cependant à se prémunir. C'est le cas notamment pour les financiers, ceux qui réunissent du capital de prêt pour le mettre à la disposition des industriels et des négociants ; ou pour le valoriser dans les jeux de la spéculation financière, jeux par définition hautement risqués. Parmi les techniques les plus éprouvées et par conséquent les plus courantes pour se prémunir de risques excessifs figure celle qui consiste, pour un même capital financier, à diversifier autant que possible ces placements (selon l'adage qui recommande de ne pas mettre tous les œufs dans le même panier) ; et à contrebalancer des placements risqués mais aux perspectives alléchantes par des placements peut-être moins rémunérateurs mais sans grand risque.

Or, de tous les débiteurs, l'État est incontestablement celui qui offre, de loin, les meilleures garanties. Tout simplement parce que, contrairement au premier capitaliste venu, il n'est pas lui-même exposé aux risques inhérents à la valorisation du capital : pour rembourser ses dettes, il n'est pas nécessaire que ses affaires aillent bien, que le capital qu'il a emprunté puisse normalement et correctement se valoriser. Il lui suffit de prélever des impôts, ce qu'il parvient en principe toujours à faire. Même un surendettement sévère, qui ne serait toléré de la part d'aucun capitaliste, donne simplement lieu, dans son cas, à un rééchelonnement de la dette... synonyme de remboursements plus longs et plus onéreux et d'endettement accru. Il suffit de penser à la manière dont est gérée depuis vingt ans la dette dite du Tiers-monde. Quant à un État récusant unilatéralement sa dette, il faut remonter à l'exemple de la jeune République soviétique pour en trouver le dernier exemple en date... En somme, les États sont pour le capital financier des clients absolument idéaux. Ils conjuguent ces deux traits contraires (opposés et complémentaires) qui garantissent la valorisation du capital financier : ce sont des débiteurs toujours endettés et pourtant toujours solvables (sauf rarissime exception). Dès lors, il n'est pas étonnant que 35 % du capital financier mondial soit actuellement constitué par le titre de dettes publiques ; et que cette part n'ait cessé d'augmenter au cours des deux dernières décennies, dans un contexte pourtant de très forte croissance des investissements directs étrangers et des flux financiers internationaux.

Cela signifie encore que la part ainsi assurée du capital financier mondial, constitué de la dette publique, sert de caution à ce même capital quand il

s'aventure dans des opérations de financement ou de spéculation beaucoup plus aventureuses. Autrement dit, en finançant la dette des États, le capital financier force aussi ces derniers (et avec eux leur peuple) à se porter garant de toutes leurs aventures financières. On s'en rend compte chaque fois que ces aventures tournent mal : les 120 milliards de francs perdus par le Crédit Lyonnais sont restés intégralement à la charge des contribuables français. Selon le bon vieux principe : socialisons les pertes, mais privatisons les bénéfiques.

LA DETTE PUBLIQUE, MOYEN DE PRESSION ET DE MISE AU PAS

Il est enfin une dernière fonction que remplit la dette publique et qui n'intéresse pas moins la bourgeoisie dans son ensemble, par l'intermédiaire du capital financier. L'endettement de l'État, qui en fait le client obligé du capital financier, le place en situation de dépendance par rapport à ce dernier. Comme tout débiteur contraint de sans cesse faire appel aux « largesses » de ses créanciers, l'État (c'est-à-dire les gouvernements successifs) se doit évidemment de se plier non seulement aux conditions du marché (au niveau des taux d'intérêts exigés), mais satisfaisante aux demandes plus générales (mener une politique, notamment économique, favorable aux intérêts de la bourgeoisie en général et du capital financier en particulier) ou aux *desiderata* particuliers de tel groupe financier (ce qui ouvre toute grande la voie au régime des copains et coquins ; la dette publique est ainsi nécessairement vectrice de corruption). On comprend aussi, à partir de là, que, sauf à pouvoir s'appuyer sur un solide assise populaire, aucun gouver-

nement d'un État fortement endetté ne peut résister aux injonctions du capital financier et du capital tout court; et pourquoi tant de gouvernements, faute d'une telle mobilisation populaire, tournent aussi vite casaque, renient leur engagement pour passer sous les fourches caudines de la bourgeoisie. Bref, la dette publique est l'un des deux principaux moyens d'instrumentalisation directe de l'appareil d'État par la bourgeoisie; l'autre étant évidemment l'occupation des sommets de l'État (gouvernement et haute administration) par des membres issus de la bourgeoisie elle-

même.

UNE SEULE SOLUTION :

L'ANNULATION

On comprend aussi combien l'antienne néo-libérale sur le caractère insupportable de la dette publique est du pipeau, uniquement destinée qu'elle est à amuser la galerie en détournant l'attention des véritables fonctions de cette dette; et, accessoirement, à justifier des réductions d'impôts qui ne profitent qu'aux plus aisés... et qui sont le gage d'un endettement futur supplémentaire de l'État, qui profite-

ra une seconde fois aux mêmes. Et qu'en conséquence la solution s'impose d'elle-même : **il faut purement et simplement annuler toutes les dettes publiques, non seulement celles des États du Tiers-Monde mais celles des États capitalistes développés.** Et que les petits et grands financiers ne viennent surtout pas crier au crime expropriateur : ce ne sera là qu'une manière de leur faire payer les impôts qu'on était en droit d'exiger d'eux depuis longtemps. Qu'ils soient déjà heureux qu'on ne leur fasse pas payer, de surcroît, des pénalités de retard. !

Vers la recomposition du mouvement ouvrier en Argentine

Les Grèves du Métro de Buenos Aires : Interview avec Beto Piannelli, membre du « corps des délégués du métro »

Un processus de recomposition des forces des travailleurs non chômeurs est en cours en Argentine. Il est d'autant plus important que, comme l'ont souligné de nombreux analystes, cette composante était quasiment absente en tant que telle des grands mouvements qui suivirent le soulèvement des 19 et 20 décembre 2001 (voir par exemple dans *Carré Rouge* N° 31 l'article de Aldo Andrés Casas : « Éléments d'interprétation et bilan de la lutte des classes en Argentine »). L'existence de ce processus souterrain a éclaté au grand jour dans les derniers mois de l'année 2004 avec les conflits pour les augmentations de salaire des travailleurs des télécommunications, dans le métro et les chemins de fer ; des enseignants et du personnel judiciaire de la Province de Buenos Aires. Ce processus souterrain d'accumulation de force vient d'en bas. La structure de base du mouvement ouvrier argentin (commissions internes et comités de délégués) co-existe avec la structure du syndicalisme bureaucratique. Certaines commissions internes profitent de ce pouvoir de « base » pour faire pression sur les directions syndicales qui ont le pouvoir légal de négocier et de mener des

luttés importantes. Loin des optimismes démesurés, on peut affirmer que depuis les coordinations internes des années 74-75, jamais il n'y a eu autant de luttes ouvrières en dehors des structures et du contrôle des bureaucraties syndicales. Autour des secteurs des services privatisés (aéronautique LAFSA, métro, téléphones), autour des employés de l'État (santé et Éducation comme l'exemplaire lutte de l'Hôpital Garrahan), se mènent les conflits des travailleurs de la pêche de Puerto Madryn et Chubut, ceux de l'industrie laitière Parmalat. À tout cela s'ajoute l'activité autonome de plus de 200 entreprises « récupérées » fonctionnant, même de façon hétérogène « sans patron » et dont la lutte phare est menée par l'entreprise « récupérée » de céramique Zanon.

Cette recomposition significative, mais encore limitée, s'exprime par l'élection de délégués ouvriers nouveaux et combatifs, par la récupération contre les bureaucrates syndicaux de certains syndicats et même de certaines structures plus importantes, comme par exemple le syndicat des téléphones de Rosario qui décide de sortir de la Fédération nationale. Un regroupement des forces combattives commence à se

réaliser par le moyen de rencontres intersyndicales, des réunions des organisations de travailleurs. Une nouvelle unité entre secteurs de travailleurs en activité et travailleurs au chômage se réalise dans des actions solidaires en faveur des secteurs en lutte face à la répression patronale ou celle de l'État. On assiste aussi à des grèves de solidarité avec des grèves d'autres secteurs comme celle réalisée par les travailleurs du métro en faveur de la grève des travailleurs de LAFSA et de l'Hôpital Garrahan, grève qui se décide après un long et large débat dans les assemblées de base. Une action nouvelle se réalise aussi avec les travailleurs des entreprises sous contrat, afin d'obtenir le conventionnement de ces travailleurs aux mêmes conventions collectives que celles des travailleurs des entreprises utilisant les services de ces entreprises, comme cela a été le cas entre les travailleurs de l'entreprise TAYM et

ceux du métro. Une bonne partie de ces conflits est décidée en Assemblée plénière avec élection de délégués sous mandat et révocables. C'est en partant de ces conquêtes, en s'appuyant sur ces processus réels et sur les conclusions que l'on peut en tirer que pourra s'approfondir cette tentative de réorganisation-recomposition du mouvement

Nous publions ici des extraits de l'interview que nous avons réalisée en février dernier avec Beto Piannelli, membre du « Corps des délégués du métro », juste après les deux grandes victoires que les travailleurs de cette entreprise privatisée viennent de remporter : le retour à la journée de 6 heures pour tous et une augmentation de salaire de 42 % faisant sauter le plafond de 20 % fixé par le gouvernement. L'intégralité de l'interview peut être consultée sur le site de *Carré Rouge*.

Dans la première partie de l'interview, Beto Piannelli expose les conséquences de la défaite représentée par la privatisation du métro en 1994 en plein milieu des années de gouvernement Menem, et d'application des plans ultra libéraux de la banque mondiale et du FMI qui ont pillé et mis à terre l'Argentine : réduction des effectifs, qui passent de 3 500 employés à 1 800, journée de travail passant de 6 heures à 8 heures, pertes de salaire de 50 à 30 %, climat répressif... C'est après cette défaite que lui (ex-militant du MAS) et quelques autres ex-militants d'autres organisations réussissent à se faire embaucher par la nouvelle entreprise privée « Metrovias » et commencent à mili-

ter clandestinement. Puis Beto Piannelli retrace les étapes de la remontée sur 10 ans : a) la grève des 5 lignes en 97 pour la réintégration de 2 camarades licenciés imposée au « corps des délégués soumis à la bureaucratie syndicale et aux intérêts de l'entreprise » ; b) Le renouvellement progressif du « Corps des 21 délégués » par des travailleurs combattifs jusqu'à la prise de la majorité en 2000 ; c) la première grève victorieuse pour la défense du 2^e poste sur les convois du métro ; d) la préparation de la lutte pour le retour à la journée de 6 heures avec dépôt de projets de loi en 2000 et 2001. Beto Piannelli explique alors les nouvelles conditions de lutte créées par le soulèvement des 19 et

20 décembre 2001 dont ils se saisissent pour obtenir un vote de l'Assemblée législative de la ville de Buenos Aires en faveur du retour de la journée de 6 heures, vote contre lequel le maire de Buenos Aires, Ibarra, oppose son veto, n'hésitant pas à réprimer durement les protestations des employés du métro. Ibarra désignera néanmoins une Commission d'étude pour déterminer ou non l'insalubrité des conditions de travail, commission dont le rapport tardera plus d'un an et qui est l'enjeu d'une dure lutte entre l'entreprise et les travailleurs.

Beto Piannelli Alors nous leur avons lancé à nouveau l'idée de la journée de 6 heures de travail et les

représentants de l'entreprise ont commencé à faire des allers retours avec le gouvernement... Il y avait justement des élections dans la ville de Buenos Aires en 1993, deux candidats se présentent : Ibarra et Macri ; le nouveau gouvernement national présidé par le nouveau Président Kirchner jouait en faveur de Ibarra et nous profitons de cette contradiction et nous l'utilisons jusqu'au bout... Nous déclarons la grève, la grève les trois jours... Alors le Président de la République appelle le comité des délégués, il nous appelle et nous dit...

Jean Puyade *Vous avez eu une entrevue avec le Président de la République ?*

B.P. Avec Kirchner, avec Kirchner... Nous nous sommes rendus à l'entrevue avec Kirchner et ils nous dit : « les gars ça va, vous voulez qu'on déclare l'insalubrité, il n'y a pas de problème, la différence d'argent que vous réclamez nous la mettons aussi, bon et pour les distributeurs automatiques de billets ne vous faites pas de souci, mais on ne va pas aller plus loin... »

Deux jours après, la déclaration d'insalubrité sort, ils nous incorporent 125 pesos au salaire de base et en échange ils ne nous installent plus de distributeurs automatiques de billets. Cela, c'était en septembre 2003... La déclaration d'insalubrité n'était pas pour tous les travailleurs, c'était pour ceux qui travaillent dans le tunnel, c'est-à-dire pour les conducteurs et les gardes qui travaillent dans le tunnel et dans les ateliers. Il restait donc en dehors de la mesure tous les guichetiers et le métro de surface qui circule à l'air libre. Cela, c'était en septembre... En décembre les camarades du métro de surface nous disent : « je travaille 6 heures et j'arrête, j'arrête de travailler... » alors ils travaillaient 6 heures, ils se levaient et ils s'en al-

laient... Qu'allait faire l'entreprise ? Je les licencie ? Elle ne pouvait pas les licencier parce que sinon le métro s'arrêterait, grève de tout le métro. Je les sanctionne ? Si je les sanctionne ils m'arrêtent le métro de surface, alors... Elle a fini par accepter la réduction de la journée dans le métro de surface, l'entreprise signe l'accord de réduction de la journée de travail pour les travailleurs du métro de surface, afin qu'il n'y ait pas de conflit.

J *Bien sûr la première victoire a donné confiance à l'ensemble de la profession...*

B.P. À tous... À ce moment-là, il y avait une discussion de tous les camarades surtout des guichetiers qui disaient : « écoutez... Maintenant ils vont nous diviser, il y a un secteur qui a la réduction de la journée de travail alors s'il l'a, il ne va plus se battre en faveur de ceux qui ne l'ont pas obtenue... C'est-à-dire les guichetiers. » Alors il y a eu toute une discussion entre nous sur cela. Nous la majorité nous disions : ne vous en faites pas, parce que, au contraire, plus tu gagnes plus tu donnes et plus tu veux gagner et c'est ainsi que cela s'est passé...

Nous avons commencé à parler avec l'entreprise et l'entreprise disait « non aux 6 heures pour les guichetiers ». Mais ils ont recommencé à faire la même erreur que la dernière fois : l'entreprise signe un accord avec le syndicat, elle signe un accord où on réduit la journée de travail du guichetier de 8 heures à 7 heures et où on permet à l'entreprise de descendre des distributeurs de billets automatiques. En réalité la journée accordée était de 6 heures mais ils obligeaient certains de faire une heure de plus. Ils signent cet accord. À peine signé nous paralysons les 5 lignes. Cela a été compliqué parce qu'ils ont signé

un jeudi et ils ne voulaient pas rendre public l'accord avant le samedi. Nous, nous savions que les distributeurs automatiques étaient en train de tourner là-haut dans un camion... Nous les avons vus et à n'importe quel moment ils les descendaient... Alors il y avait un problème : que faisons-nous ? Nous faisons grève un vendredi ? On ne fait pas grève un vendredi parce qu'après il y a le samedi et le dimanche, et le samedi et le dimanche les gens ne voyagent pas et donc le mouvement passe inaperçu.

Bon, le vendredi nous voyons l'acte signé de l'accord et nous décidons d'arrêter et effectivement nous faisons grève le vendredi, le samedi, le dimanche et le lundi, le lundi était férié.

GREVE TOTALE

AVEC OCCUPATION

B.P. Ça été la grève totale avec occupation de l'établissement c'est-à-dire que les camarades restaient sur place et occupaient l'ensemble des installations... Nous commençons la grève à minuit de la nuit du vendredi, nous nous rassemblons à environ 100 dans le micro-centre dans une station et nous avons fait une assemblée où nous avons décidé de continuer la grève de manière indéfinie parce que déjà des licenciements étaient tombés, l'entreprise avait déjà licencié. Donc grève indéfinie avec occupation. Nous sommes venus le jour suivant, c'était une lutte avec l'entreprise : si elle réussissait à mettre les trains en mouvement avec du personnel de la hiérarchie... Là c'est une partie de notre tradition : quand ils essayent de mettre les trains en marche nous descendons sur la voie et nous formons un piquet devant le train.

J *Un piquet humain.*

B.P. Nous nous mettons devant et

nous empêchons que le train avance. Alors dans toutes les lignes nous sommes descendus sur les voies ; ils ne pouvaient pas mettre les trains en marche, ils ont renoncé. Après ils sont arrivés avec des huissiers, ils ont pris des photos et après ils ont voulu nous intenter un procès judiciaire... Ici en Argentine c'est très à la mode d'intenter des procès contre les luttes revendicatives. Alors nous commençons samedi. L'entreprise porte plainte devant un tribunal. Il y a un ordre d'expulsion. La discussion alors était sur ce que nous ferions si l'ordre d'expulsion arrivait, si nous résisterions ici en bas... Alors nous commençons à utiliser d'autres méthodes comme celle de démonter les trains directement... S'ils nous expulsent et bien les trains ne fonctionneront pas. S'ils expulsent certains d'entre nous, d'autres descendront de l'autre côté et nous leur démonterons les trains pour qu'ils ne fonctionnent pas et bon... Ce fut la sensation de ces 4 jours, nous ici enfermés, démontant les trains, mangeant ici, vivant ici, dormant ici et dans un état permanent d'attente quand tu ne sais pas à quel moment la police va descendre pour nous expulser...

**GAGNER L'OPINION
PUBLIQUE ET
LES USAGERS**

J J'imagine que l'entreprise devait être en train d'organiser toute une propagande contre vous, essayant de tourner l'opinion publique contre vous. Quels arguments utilisaient-ils ?

B.P. L'argument de l'entreprise à ce moment-là c'était que la grève était le produit d'un groupe minoritaire de travailleurs, approximativement 50 travailleurs, et que les autres vou-

laient travailler. C'était leur argument central. C'était comique parce qu'on nous filmait quand nous nous jetions sur la voie ; il y avait quelques journalistes, ceux qui ne sont pas formateurs d'opinion... Ils mettaient vite l'entreprise entre l'épée et la cloison. Ils disaient par exemple : « *De combien de personnes s'agit-il ? : 50, 60 ?* » alors ils appelaient le caméraman qui se trouvait sur telle ligne. Combien de travailleurs il y a ici ? « *50 ou 60 dis-tu ? S'ils sont 50 ou 60 sur toute une ligne comment se fait-il qu'aucune autre ligne ne fonctionne ?* » et « *où sont les travailleurs qui veulent travailler ? Pourquoi n'en rencontrons-nous aucun ?* » disaient les journalistes. Et l'entreprise disait : « *c'est que nous ne voulons pas les exposer...* »

Nous avons beaucoup appris dans la grève sur le problème de la catégorie du garde. Il y a une anecdote importante : Nous avons sorti alors un tract où nous expliquions et racontions une petite histoire. Il y avait une famille avec son enfant. Nous racontions par exemple : « *Dorita est en train d'acheter son billet et son fils voit le train et passe sous le tourniquet et entre dans le convoi, Dorita veut passer mais quand elle veut le faire elle voit que la porte se ferme et quand elle aperçoit son fils de l'autre côté elle se désespère... Mais elle voit que tout d'un coup la porte s'ouvre à nouveau et au bout du convoi le garde la salue parce qu'il s'est rendu compte que l'enfant était entré dans le train...* ». Nous avons sorti des tracts pour expliquer quelle était notre lutte, ce que nous défendions

C'est ainsi que nous avons gagné l'opinion publique dans ce conflit...

Dans celui des 6 heures, nous avons fait de même, toute notre politique était centrée sur le thème de la santé pour les travailleurs, la sécurité pour les usagers parce qu' un travailleur

qui travaille dans un état de fatigue, de somnolence, épuisé, génère l'insécurité, et les 6 heures, la réduction de la journée de travail, génèrent la création de postes de travail nécessaires, et dans un pays où il y a 4 500 000 chômeurs, le problème de l'emploi est le problème des problèmes. Face aux caméras, en plein milieu du conflit, nous disions que cela pouvait se résoudre rapidement : que l'entreprise nous restitue la journée de 6 heures qu'elle nous a volée il y a dix ans, qu'elle renonce à descendre des distributeurs automatiques de billets et le conflit se termine en 2 minutes... Celle qui a la clef, c'est l'entreprise, ils peuvent faire sauter les obstacles. Ceci était notre message vers l'opinion publique. Nous disions : « *Comment dans un pays de 5 000 000 de chômeurs va-t-on utiliser des distributeurs automatiques qui liquident des postes de travail ! C'est de la folie. Dans une entreprise subventionnée comme celle-ci qui n'est même pas propriétaire du métro parce que le métro appartient à l'État, ce n'est qu'une concessionnaire, ceci, c'est de la folie !...* »

Voilà quel était notre discours... Il y a eu une sympathie très grande de l'opinion publique, pas autant que lors de notre dernier conflit, mais il y a eu une sympathie très grande qui nous a amenés à gagner le conflit.

**LA VICTOIRE DE
LA JOURNÉE DE
6 HEURES**

B.P. Nous avons tenu le vendredi, le samedi, dimanche, lundi... Le mardi était un jour normal et un jour normal sans métro à Buenos Aires, c'est très compliqué et de plus le moral des camarades permettait de continuer, voilà la vérité. L'entreprise a évalué

tout cela et, bon, le ministère les a appelés... Ils nous donnent les 6 heures, ils arrêtent la mise en place des distributeurs automatiques et le ministère du travail sort cela par décret dans une discussion qu'ils ont eue avec nous. Parce que l'entreprise voulait donner les 6 heures mais installer les distributeurs. Nous avons dit que nous n'allions pas l'accepter, bon, ils finissent par accepter toutes les conditions... Nous sortons de là avec un vrai triomphe, net et sans bavure : nous avons donc la journée de 6 heures pour tous les travailleurs, l'entreprise s'est vu obligée de créer 500 postes de travail de plus, nous étions 1500, nous sommes maintenant 2000... Eh bien la force avec laquelle nous sommes apparus dans l'opinion publique nationale, y compris vers d'autres secteurs de travailleurs a été très importante. Ceci a été pour nous le conflit mère de tous les conflits.

LA LUTTE POUR LES AUGMENTATIONS SALARIALES

J Bien sûr... Et de là vous vous lancez dans la lutte pour une augmentation salariale dans une situation où l'ensemble des travailleurs de ce pays a subi une baisse terrible des salaires pendant toutes ces années... Quelle revendication posez-vous sur le plan salarial ?

B. P. D'abord à peine avions-nous terminé que nous posons quelque chose : c'est que nous devons rompre l'isolement, parce que contradictoirement à ce que nous venons de voir dans le métro, ce n'est pas la situation générale en Argentine. Tout le monde le sait, la situation ce n'est pas celle de millions de travailleurs qui combattent... Mais la réalité c'est que pe-

sent encore sur nous encore les coups portés en 90 par la contre-offensive néolibérale à partir du gouvernement, du ménémisme et de l'Alliance. Récemment seulement on commence à voir des indices de sortie de cette situation...

Donc, d'abord, rompre l'isolement ! Pour cela nous sortons un appel à toutes les organisations démocratiques et combatives et même à toutes les organisations syndicales à faire une campagne nationale pour la réduction de la journée de travail. Nous disons : « *Nous, nous avons les 6 heures : réduire l'horaire de la journée de travail génère la création d'emploi dans un pays où le centre des problèmes c'est le chômage...* » Nous essayons d'impulser une campagne nationale pour la réduction de la journée de travail... Ici la bureaucratie ne le fait pas, ce n'est pas comme dans d'autres pays du monde où les centrales syndicales posent le problème de la réduction horaire...

Puis nous posons un de nos problèmes : nous avons des élections de délégués et le problème salarial qui dans un sens était resté « en retard » (en retard entre guillemets, parce que jamais nous n'avions mené une lutte salariale, l'augmentation salariale que nous avions reçue fut à travers l'accord de l'UTA qui avait été importante comparée aux autres branches, très importante...)

Alors tout d'abord il y a les élections : nous les gagnons de manière écrasante ! Les listes probureaucratie syndicale dans beaucoup d'endroits n'ont pas pu se présenter et dans d'autres endroits ne se présentèrent même pas. Ils ont perdu très largement, la différence fut de 75-80 %. Nous avons gagné... Au total nous avons obtenu entre 85, 80 % et quelques sur le total des votes.

Et donc commence la discussion sala-

riale : Nous disons : « *bon, maintenant nous devons obtenir une recomposition salariale* ». Nous nous asseyons pour discuter entre nous et nous commençons à analyser les paramètres que nous allons utiliser. Et en vérité tous les paramètres, si on fait une analyse sérieuse, sont scandaleux, c'est ce que nous exposons dans la conférence de presse : la productivité de l'entreprise a été de 680 %, presque 700 % ! Si nous demandions une telle proportion, ce serait scandaleux : la quantité d'usagers qui voyagent dans le métro depuis 94, année de la privatisation, a augmenté de 77 %, l'augmentation du billet de métro a été de 73 %, tout cela était très élevé par rapport aux valeurs dont on parlait dans l'opinion publique nationale.

Alors nous nous sommes lancés. Nous avons adopté le chiffre le plus bas qu'il y avait, celui de l'indice des prix à la consommation (l'IPC), qui était de 50 %. Alors nous avons décidé de demander 50 % d'augmentation et à part cela, nous allons demander qu'ils nous restituent l'ancienneté, parce qu'avant nous recevions 2,50 pesos par année d'ancienneté et la restitution des heures de nuit pour les camarades qui travaillent la nuit, ce que l'entreprise avait cessé de payer depuis la réduction de la journée de travail... Nous avons engagé le dialogue avec l'entreprise de façon directe, là le syndicat n'est pas intervenu avec nous pour dialoguer avec l'entreprise. Celle-ci nous dit : « *écoutez, il n'y a pas d'argent ! Il n'y a pas d'argent, il n'y en pas...* » « *Bien, bien, bon ciao, on se re a trouve au ministère* », aimablement, « *ciao, à bientôt, ciao,* ». Le dialogue était ainsi avec eux. Nous ne criions plus comme au début. Maintenant, directement, nous nous retrouvons au Ministère...

C'est ainsi qu'ont commencé les arrêts de travail, nous avons commencé en

novembre 2004, arrêt de travail d' 1 heure, de 2 heures, de 3 heures... Nous augmentions peu à peu. Au milieu de tout cela, le ministère appelle : conciliation obligatoire ! La première étape du plan de lutte se termine en décembre. Cette première étape se termine avec l'entreprise qui dit avec le Ministère : « nous vous accordons la restitution des heures nocturnes, nous vous les payons, nous vous donnons une somme fixe en une fois de 450 pesos selon la catégorie et nous ajoutons 100 pesos à compte de futures augmentations et en janvier nous nous asseyons pour discuter le salaire, nous ouvrons des commissions paritaires et c'est vous qui allez discuter dans les paritaires, en dehors du syndicat... »

Bon, il y a eu toute une discussion entre camarades, parce que les camarades, nous étions habitués à combattre pour le tout ou le rien : Tu te bats contre le licenciement, là tu gagnes ou tu perds, il n'y a pas de point moyen. Concernant les 6 heures, c'était 6 heures ou 8 heures, il n'y avait pas de possibilité de 7, c'est-à-dire ou ils te signent un accord ou bien tu le romps ou tu ne le romps pas, il n'y a pas beaucoup d'alternatives... Alors comme les camarades étaient habitués à des luttes de ce type, jamais, jamais nous n'avons eu une lutte salariale. Dans la lutte salariale, nous disions, nous expliquions : entre 53 et 0 il y a 53 numéros où l'on peut s'arrêter, 44, 48, 40 c'est bon ce n'est pas mal et même il est possible que parfois un 30 ce soit bon à prendre... Il faut les évaluer entre nous tous et examiner dans quelle situation se trouve la lutte. Nous avons une lutte nouvelle pour nous que nous ne connaissions pas. Alors en décembre, quand nous arrivons à cet accord qui à mon avis et à celui de la majorité du comité des délégués était un bon accord, nous recevions

une partie de ce que nous demandions et une somme d'argent, et 20 jours après nous nous asseyions pour discuter à nouveau. Parmi les camarades, il y a eu des secteurs qui disaient que : « non, continuons maintenant avec le tout ou rien, nous allons gagner, nous allons sûrement gagner, parce que nous gagnons toujours, alors cela veut dire que nous allons gagner. » Bon... On finit par signer l'accord par décision majoritaire...

DES DÉLÉGUÉS ÉLUS

ET RÉVOCABLES

P.B. Mais nous avons une crise, une crise à la vérité que certains d'entre nous voyions venir depuis quelque temps. C'était une crise de structure, d'organisation. Dans le métro, 21 délégués pour 2000 travailleurs et qui fonctionnent presque comme une commission de direction d'un syndicat, c'est un problème. Alors nous lançons une proposition, celle d'élire des camarades par secteur et avec un roulement, un camarade qui soit élu et révoqué par les camarades quand ils le désireront et qui conjointement avec le comité de délégués soient ceux qui dirigent tout le processus de négociation économique, comme en juin. Car nous allons avoir en juin un processus de renouvellement de la convention collective et cela implique qu'il y ait 60 camarades élus qui ont commencé à se joindre au comité des délégués. Et nous commençons à discuter de comment avançaient les négociations, de ce que nous proposons, de ce que nous disions, de ce que nous ne disions pas, et cela te donne une force gigantesque, parce que, à part les délégués, c'était presque 100 personnes celles qui décidaient, parce qu' on discutait au sein de toute l'Assemblée, on arrivait à un consensus non plus à 20 mais à

120, bon... Ça nous a donné une force gigantesque.

En janvier nous avons commencé les négociations, l'entreprise dit qu'elle va étudier notre proposition, elle continue à dire qu'elle va continuer à l'étudier, elle veut former une commission pour voir le niveau de notre salaire, pour voir comment il a évolué pendant toute cette période, chose qui était un piège parce qu'en réalité notre salaire a augmenté par rapport à d'autres branches, et en réalité c'est un des salaires les plus hauts... Nous avons refusé et nous avons commencé à nouveau le plan de lutte.

UN PLAN DE LUTTE

B.P. Mais quand nous avons commencé à nouveau le plan de lutte, la première chose que l'on a voté ce fut : nous commençons le plan de lutte, mais en cas de conciliation, que faisons-nous ? Et il se vote partout de ne pas accepter la conciliation obligatoire : on ne l'accepte pas et s'ils la déclarent ou s'il y a le moindre licenciement, nous occupons le métro et nous restons en bas. Et le ministère prend connaissance de cela ; d'entrée il en prend connaissance comme tout le monde. Bon, alors nous commençons des arrêts de travail de 2 heures, de 3 heures... Et après samedi et dimanche, nous n'arrêtons pas, nous faisons l'Assemblée. Nous avons discuté, cela fut un jeudi, vendredi, et le samedi et le lundi nous nous lançons avec des arrêts de 4 et 5 heures. Jusqu'à arriver à la grève de 24 heures. On avait voté après la grève pour un temps indéterminé que nous présentions à l'opinion publique comme une grève de 24, 48, 72 heures... Alors nous avons fait celle de 24 heures, après venait celle de 48 heures et avant que cette dernière ne devienne effective, nous avons fini par gagner

le conflit.

Quel fut le thème le plus fort dans le conflit ? L'entreprise ne nous accuse plus d'être une vingtaine, une trentaine... Elle se lance dans une campagne rageuse, très forte dans les médias en disant : « *Ces gens gagnent beaucoup d'argent, ceux qui gagnent le moins reçoivent entre 1 200 à 1 400 pesos (300 à 400 euros) et ils travaillent 6 heures dans un pays où les gens travaillent 14 heures et gagnent 500 à 400 pesos. Qu'est-ce qu'ils veulent de plus ? Nous ne pouvons pas augmenter plus ! Nous sommes compréhensifs, nous les avons augmentés de tant et eux, ils veulent plus !* »

J Comment avez-vous renversé l'argumentation de cette campagne de propagande dans l'opinion publique ? L'argumentation de la direction devait peser fort...

B.P. Bon elle était très forte... Nous, d'entrée, nous avions eu une campagne très forte vers l'usager en disant : « *l'entreprise veut le conflit, parce qu'elle veut plus de subventions et l'augmentation des tarifs...* » Voilà ce que nous disions aux usagers... « *c'est pour cela qu'elle ne nous donne pas d'augmentation, parce qu'elle veut le conflit pour faire du chantage à l'État et tirer plus d'argent, plus d'augmentation des subventions et l'augmentation des tarifs...* ». Plus encore, l'entreprise avait dit dans des actes au ministère qu'elle voulait qu'assiste à la réunion la secrétaire du transport, c'est-à-dire celle qui attribue l'argent. Mais quand elle sort notre bulletin de salaire, la première chose que nous avons fait, c'est de rendre public leur bulletin de salaire dans une conférence de presse. Nous avons sorti la liste de 6 noms, les plus importants de l'entreprise et combien ils gagnaient.

J Combien gagnaient-ils ?

B.P. Par exemple le porte-parole, celui qui de façon permanente disait

que nous gagnions beaucoup d'argent, gagnait 25 000 pesos par mois. Alors à la radio on croisait les informations. Ils nous disaient : « *Mais écoutez, vous gagnez 1 500 pesos et vous travaillez 6 heures, un guichetier!..* ». Et nous disions : « *Mais vous, confortablement installés avec la climatisation, sans être exposé au bruit vous gagnez 25 000 pesos... Excusez-nous de parler ainsi... Il n'y a pas d'argent!... Vous nous dites qu'il n'y a pas d'argent, or vous gagnez 5 fois ce que gagne le président de la République... Voilà ce que nous revendiquons... Le vice-président de l'entreprise gagne 45 000 pesos par mois et vous, vous venez nous dire que nous sommes immoraux, parce que nous gagnons 1 200 pesos ou 1 500 pesos ! Quand en réalité c'est 1 000 pesos que nous gagnons et que nous demandons 50 % d'augmentation ! Vous, vous êtes immoraux!..* » Alors nous avons fait une conférence de presse où nous avons donné tous les chiffres de l'entreprise, tous ces chiffres que nous avions utilisés pour faire notre proposition salariale, nous les avons mis sur la table et nous avons dit : « *Nous n'avons rien à cacher, ici se trouvent nos bulletins de salaire, nous les portons à la connaissance de l'opinion publique...* »

Et nous avons mis au défi l'entreprise de mettre les bulletins des gérants sur la table. De plus : « *rendons la commission paritaire publique, parce que si notre salaire est public, que leur salaire à eux soit public aussi, eux qui gagnent tellement et tellement!... voyons s'ils sont capables de montrer leurs bulletins. L'entreprise a gagné tant pendant tout ce temps... Ouvrez les livres de compte!... Qu'ils disent ce qu'ils ont fait avec les subventions ! Qu'en ont-ils fait ? Dans quoi ont-ils investi la subvention que leur donne l'État, eux qui ne payent pas les constructions, ni l'extension des voies de métro, parce que*

les constructions sont payées par la municipalité, le matériel roulant, toute l'infrastructure sont payés par la municipalité, par le gouvernement national... »

Nous avons lancé cette dénonciation ainsi clairement : « *Rendons la commission paritaire publique et ouvrez les livres de compte et que la société détermine... Parce que, ici, ce qui est en discussion, quelque chose qui est en réalité une discussion nationale, c'est si les travailleurs ont le droit de gagner un salaire correspondant au revenu familial de base qui est aujourd'hui de 1 800 pesos !* »

J Ce chiffre est reconnu par le gouvernement ?

B.P. Oui, par le gouvernement, parce que le gouvernement a établi qu'un revenu familial d'indigence est de 700 pesos. Par exemple le gouvernement déclare : « *Nous voulons arriver à un salaire minimum au-dessus du revenu d'indigence qui est de 700 pesos, ce revenu familial d'indigence pour 4 personnes, inclut par mois 200 grammes de fromage.* »

J 200 grammes de fromage !

B.P. Bien sûr, c'est un revenu familial juste pour que tu ne meures pas... Alors, le revenu familial minimum, qui est un revenu très ancien et qu'il faut actualiser, parce que, aujourd'hui, un revenu familial de base qui ne comprend pas internet ou le téléphone portable, alors qu'il y a plus de téléphones portables que de lignes de téléphoniques ! C'est déjà un revenu qui est dépassé... Ce revenu familial minimum, l'ancien, devrait être de 1 800 pesos...

Alors la discussion que nous mettons en avant c'est que nous leur disons : « *Ce que vous mettez en question, ce n'est plus une attaque contre nous, c'est une attaque contre tous les travailleurs. Ce que vous êtes en train de dire, c'est que les travailleurs n'ont pas*

le droit de gagner un salaire en accord avec le revenu familial minimum, parce que pour nous, avec les 53 % d'augmentation, le guichetier n'arrive même pas à atteindre la valeur du revenu familial minimum. Il n'y arrive même pas, alors c'est cela qui est en discussion, c'est pour cela que notre lutte n'est plus seulement une lutte en faveur des travailleurs du métro, mais c'est la lutte de l'ensemble des travailleurs qui ont droit à une vie digne ». C'est pour cela que nous nous sommes lancés à dire : « Nous voulons que nos enfants aient droit à la culture, au loisir, l'accès au temps libre, que les travailleurs, nous ayons ces mêmes droits, que cela ne reste pas seulement aux mains des chefs d'entreprise... »

**CONTRE L'IDÉOLOGIE
« NÉO LIBÉRALE » DES
ANNÉES 90**

J Vous vous êtes présentés comme ouvrant la voie pour l'ensemble des travailleurs, que votre lutte et votre

victoire seraient une victoire au compte de tous ceux qui n'ont pas le revenu familial minimum.

B.P. Dans un sens oui, nous avons repris une phrase très intéressante que les travailleurs des téléphones ont dite en plein milieu de leur conflit qui a été un conflit très important, phrase qui disait : « Si ces entreprises gagnent des masses de millions et ne donnent pas d'augmentation de salaire, que reste-t-il pour les petites entreprises ? » et nous, nous avons repris cela et nous l'avons porté à son point maximum, avec des chiffres, des numéros, avec des données... en démontrant clairement qu'un travailleur, le minimum dont il a besoin c'est de 1 500, 1 800 pesos pour vivre... Alors nous avons posé cela sous un angle différent, dans la logique opposée à celle des années 90... Ici, dans la décennie 90, le néolibéralisme a dit : Sois heureux si tu as du travail ! Heureux si tu peux travailler... Et plus tu travailles, mieux c'est ! Alors la culture yuppie : je travaille toute la journée, cette culture « tu vas devenir gérant » et tu

gagnes 200 pesos ! Bon, cette culture nous l'avons renversée ? Nous sortons de la lutte avec un autre discours, en disant autre chose : notre vie, vivre, on ne vit pas pour travailler. On travaille pour vivre. La vie, c'est jouir de ta famille, c'est profiter du temps libre, la vie c'est la culture, voir un film au cinéma, pouvoir lire un livre, c'est ça la vie, et non pas s'abrutir en travaillant !

C'est cela que nous avons dit dans la conférence de presse, avec ces mots. C'est comme cela que ça s'est passé dans la conférence... Nous l'avons dit de la même façon, et nous l'avons présenté à l'opinion publique, nous avons dit : « Voilà notre lutte ! Nous voulons que nos enfants aient accès à tout cela et pas seulement les enfants des chefs d'entreprise », et pour nous c'est difficile à évaluer parce qu'on est à l'intérieur de la lutte, mais ce que disent tous les camarades qui sont à l'extérieur, y compris les camarades qui faisaient la grève, c'est que la bataille politique, nous l'avons gagnée de très loin.[...]

L'article qui suit a été écrit par un militant du noyau en Europe de la Fraction Trotskyste pour la Quatrième Internationale, courant né à la fin des années 1980 à la suite d'une scission du courant moréniste en Amérique latine. Au départ, l'article avait pour but de présenter au public militant francophone quelques-unes des leçons que l'on pouvait tirer de l'insurrection d'octobre 2003. Il faisait suite à la présentation faite par Javo Ferreira, membre de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire (LOR-CI) bolivienne lors du débat organisé à *Carré Rouge* en mars 2005. Mais la lutte des classes s'est radicalisée soudainement de nouveau en Bolivie fin mai et début juin 2005. L'article a donc été complètement remanié à la lumière des derniers événements. Il a été terminé le 12 juin alors que le président de la Cour suprême, Eduardo Rodríguez, venait tout juste de succéder comme président de la République au président Carlos Mesa.

Bolivie : guerre pour le contrôle des ressources naturelles et radicalisation de la lutte de classes

Au moment de l'insurrection des ouvriers et du petit peuple de Paris de 1871, Marx s'exclamait « *Vive les prolétaires qui montent à l'assaut du ciel !* ». En Bolivie, nous assistons au combat de nouveaux montmartrois de ce début de XXI^e siècle, vivant comme l'a dit un poète bolivien à « *4 000 mètres au-dessus du niveau de la faim* [1] », qui paraissent s'apprêter à montrer que le ciel est toujours à prendre.

Lors des journées insurrectionnelles de La Paz de février 2003 ayant mené à la chute du président Sánchez de Lozada, le mouvement populaire bolivien avait déjà fait montre de sa capacité de mobilisation et de sa détermination à la résistance. Avec les événe-

ments de fin mai, début juin 2005, l'avant-garde ouvrière, paysanne, populaire et indigène a fait un saut qualitatif. Ce n'est plus simplement la longue tradition révolutionnaire bolivienne qui revient au centre de la scène politique latino-américaine. Les embryons auto-organisationnels qu'a mis sur pied l'avant-garde ont créé l'amorce d'une situation qui confirme que la lutte pour la transformation révolutionnaire de la société est plus que jamais liée à la question de la prise du pouvoir politique par le prolétariat et les classes subalternes, de façon à assurer le contrôle démocratique du territoire et de l'appareil économique. En dépit de ses spécificités, la Bolivie redevient un laboratoire politique à

l'échelle du continent. Cet article tente donc, en essayant de ne pas tomber dans les travers du schématisme, de formuler les premières leçons des journées révolutionnaires qu'a traversées la Bolivie. L'accent est mis sur les particularités de la crise de l'État et de l'hégémonie bourgeoise, ainsi que sur le lent processus de recomposition de la subjectivité ouvrière. Nous assistons en effet à un retour sur le devant de la scène politique du salariat bolivien et à une intervention embryonnaire indépendante et autonome du prolétariat.

**LES MÉTAMORPHOSES
SOCIALES OBJECTIVES
ET SUBJECTIVES NÉES
DE LA LIBÉRALISATION
ET DE LA
« MONDIALISATION »**

Le cycle politique et économique ouvert à la suite de la défaite des mineurs en 1985 et de la fermeture de la plus grande partie des mines a profondément transformé le panorama bolivien. Pendant une quinzaine d'années, la bourgeoisie bolivienne a su stabiliser durablement la situation sociopolitique nationale au prix d'une externalisation de l'économie. Dans le cadre du nouveau modèle d'accumulation capitaliste défini par le « Consensus de Washington » et d'une recolonisation à marche forcée, la bourgeoisie locale est redevenue un agent pur et simple de l'exploitation impérialiste, remodelant totalement l'économie du pays par le biais de privatisations et de restructurations. Cette métamorphose n'a pas impliqué seulement une rupture totale et définitive avec le modèle introduit en 1952 à la suite de la Révolution d'avril, mais également une reconfiguration complète des classes so-

ciales boliviennes [2]. Si la classe ouvrière traditionnelle en tant que telle (avec le mineur comme figure paradigmatique) « disparaît » du champ politique, le cycle néolibéral donne lieu à un mouvement de prolétarianisation accentuée de la société [3]. Un nouveau salariat voit le jour, plus jeune, flexibilisé, précarisé, féminisé, peu syndicalisé, sans expérience politique autre que celle des défaites passées et de la « transition démocratique [4] ». L'entrecroisement d'un processus de transformation des formes d'occupation du sol (la « *recampecinización* ») et d'exode rural donne naissance à une classe opprimée multiforme largement prolétaire tant par ses conditions de vie que par sa position au sein du processus de production et sa soumission formelle au capital.

Ce processus de remodelage économique et social mené sous l'égide du « Consensus de Washington » et sous couvert des « transitions démocratiques » a été le lot de la plupart des pays périphériques, notamment en Amérique latine. À partir des années 1990, depuis les mouvements paysans mexicains (dont le néo-zapatisme est la forme la plus connue) en passant par le mouvement des sans-terre brésiliens ou encore les mouvements *piqueteros* provinciaux argentins, les nouvelles formes de résistance latino-américaines au néolibéralisme ont été marquées par leur caractère périphérique (tant sur le plan géographique que productif), rural et au contenu de classe peu défini au départ. Cela vient à changer alors que le continent s'enfonce dans une crise économique sans précédent qui s'accroît à partir de 1998. Les mouvements de contestation deviennent alors davantage urbains et populaires, certains secteurs ouvriers commençant à y intervenir, sans profil propre cependant. On songera en ce sens aux journées insurrec-

tionnelles en Équateur de janvier 2000 ou aux journées révolutionnaires argentines de décembre 2001.

**DE LA BATAILLE DE L'EAU
DE COCHABAMBA
AU SECOND
GOUVERNEMENT
SANCHEZ DE LOZADA**

La Bolivie s'inscrit pleinement dans cette dynamique, combinant les deux tendances comme le montre la semi-insurrection de Cochabamba, troisième ville du pays, en avril 2000. Structurée autour de la *Coordinadora* pour l'Eau et la Vie, organisation aux caractéristiques conseillistes bien que dirigée bureaucratiquement par la Centrale Ouvrière Départementale d'Oliviera et les directions paysannes, la violente lutte cochabambine forge un pacte entre classes subalternes urbaines et petits paysans unis dans un combat contre la multinationale états-unienne Bechtel en charge du réseau de distribution d'eau potable. À la suite de la semi-insurrection, la compagnie est expulsée. Par cette victoire, le rapport de force entre les classes et vis-à-vis de l'impérialisme tend timidement à s'inverser [5].

Entre 2000 et 2003, les zones rurales (les hauts plateaux, les vallées interandines et les basses terres orientales) sont le théâtre d'une guerre civile larvée où les revendications agraires, territoriales et indigénistes se mêlent à un contenu anti-impérialiste latent. Ces mouvements tendent à affronter le régime agraire latifondiaire renforcé par la contre-réforme agraire de la première présidence de Sánchez de Lozada (loi INRA), les opérations des multinationales pétrolières et du bois, ainsi que les programmes d'éradication des cultures de coca préconisés

par Washington. Les guerres contre la privatisation et le vol du gaz par les multinationales étrangères vont à leur tour donner au mouvement populaire, mais cette fois-ci à échelle nationale, l'occasion de transformer une revendication politique élémentaire (la souveraineté nationale sur les ressources naturelles) en un combat anti-impérialiste et par conséquent anti-gouvernemental. Ce climat de conflictualité rurale va participer d'une lente modification du panorama politique bolivien dont l'expression la plus évidente sera le score électoral réalisé par le leader des paysans producteurs de coca, Evo Morales, à la tête du MAS, aux présidentielles de 2002.

CRISE D'HÉGÉMONIE BOURGEOISE ET TENDANCE À LA DÉCOMPOSITION DU RÉGIME POLITIQUE

La pression des institutions financières internationales n'a pas cessé cependant pour autant, imposant l'application de réformes visant notamment à la limitation du déficit public nécessaire à la poursuite des programmes financiers internationaux. Cela conduit notamment Sánchez de Lozada à publier un décret fiscal en février 2003 connu sous le nom « *d'impuetazo* » qui ouvre une crise sociale aiguë, marquant le début de la fin de son gouvernement. Cette hausse autoritaire de l'impôt met aux prises la police mutinée et l'armée dans le centre de La Paz. C'est alors que le mouvement populaire s'engouffre dans les brèches institutionnelles ouvertes, brûlant les sièges des partis politiques traditionnels et les symboles du régime. Après une décennie et demie de « démocratie pactée » qui avait garanti une

période de stabilité sociale et politique inédite pour la Bolivie, permettant l'externalisation de l'économie sur la base cependant d'un certain consensus populaire (en témoignent les victoires électorales de Sánchez de Lozada en 1993 et de Bánzer en 1997), les journées de février 2003 mettent en lumière une tendance à la crise organique des formes de la domination politique bourgeoise ainsi qu'à la décomposition de l'État.

Cette crise commence à s'exprimer à travers la différenciation croissante et générique des deux Bolivie, le pays de « *los de arriba* » (ceux d'en haut) et de « *los de abajo* » (ceux d'en bas). Elle se lit également à travers le degré de dissolution croissant de l'ancienne unité bourgeoise, s'exprimant territorialement à travers les frictions entre les bourgeoisies de la région occidentale (le centre économique et politique traditionnel du pays) et de la région orientale, notamment Santa Cruz et Tarija. Il est pour cela nécessaire de revenir sur les spécificités de l'Orient bolivien. Les basses terres de l'Ouest bolivien ont connu une croissance fondée sur une économie agro-exportatrice contrôlée par une bourgeoisie latifundiaire dont le pouvoir s'est accru à partir de la moitié des années 1970, sous la dictature de Bánzer, à l'époque du début de la crise terminale du modèle économique hérité de 1952. De surcroît, les réserves en hydrocarbure que recèlent le Sud et l'Ouest du pays (les secondes du continent latino-américain) ont commencé à faire rêver les bourgeoisies locales. Elles aspirent à renforcer leur pouvoir en servant d'intermédiaires au sein d'un nouveau cycle de croissance économique similaire à ceux fondé sur le guano au cours du dernier tiers du XIX^e puis de l'étain jusqu'en 1952 qui assurèrent la prospérité d'une bourgeoisie *comprador*, intermédiaire entre les grands

trusts impérialistes et le marché mondial. À partir surtout de la fin des années 1990, la bourgeoisie de Santa Cruz va donc se faire plus que jamais la porte-parole de revendications centrifuges et autonomistes, aspirant à contrôler les richesses hydrocarbures sans plus d'interférence de La Paz. Comme le disait déjà Mariátegui dans les années 1920 à propos des vellétés autonomistes de la bourgeoisie cuzquègne, « *le fédéralisme [...] est une revendication des latifondiaires réactionnaires [gamonalismo] et de leurs clients* [6] ».

C'est précisément la question des hydrocarbures qui va jouer à deux reprises, en septembre-octobre 2003, puis maintenant en mai 2005, un rôle de détonateur de très grandes mobilisations et de très grands combats qui se solderont par la chute insurrectionnelle de deux présidents et l'ouverture de crises révolutionnaires, la seconde étant, pour des raisons que j'expliquerai, plus aiguë que la première.

LES JOURNÉES RÉVOLUTIONNAIRES D'OCTOBRE 2003 ET LA CHUTE DE SANCHEZ DE LOSADA

En septembre 2003, la décision d'un consortium d'exporter le gaz bolivien vers la côte pacifique des États-Unis en se servant d'un port chilien a déclenché un mouvement de protestation d'autant plus fort qu'elle coïncidait avec la répression du mouvement paysan de l'Altiplano Nord. Les liens sociaux, économiques et culturels serrés unissant la campagne aymara des hauts plateaux et la grande banlieue ouvrière et populaire de La Paz de El Alto ont alors provoqué une extension rapide de la révolte qui va convertir El

Alto en l'épicentre de la contestation [7].

Le caractère spontané de la réponse populaire à la répression que lance Sanchez de Losada ne fait alors qu'exacerber la détermination des manifestants qui vont laisser plus de 60 des leurs, tués au cours des affrontements. Rapidement, l'appel à la grève général de la COB va donner une dimension nationale au mouvement qui va connaître un saut qualitatif au moment où les mineurs du puits de Huaniuni vont commencer à y participer, montant armés de dynamite sur La Paz. Alors que des premiers signes de dissensions se font sentir au sein de l'État-major dans la mesure où la répression ne fait que renforcer la violence populaire et que les mineurs commencent à agir en tant que garde ouvrière de l'insurrection, Sanchez de Losada, malgré le soutien de l'Ambassade états-unienne, est poussé vers la sortie. Son vice-président, Carlos Mesa, qui avait pris ses distances avec son ancien patron lors du pic répressif, arrive au pouvoir avec la promesse de répondre à « l'agenda d'octobre ». La bourgeoisie bolivienne lui confie la tâche de tenter de canaliser les revendications révolutionnaires à l'origine du soulèvement, à savoir la question de la propriété des hydrocarbures et une réforme du régime politique qui passerait par la convocation d'une Assemblée Constituante.

Les premières leçons que l'on peut tirer des journées d'octobre ouvrant une situation révolutionnaire sont la chute d'un président démocratiquement élu qui s'ajoute à celle de Mahuad en Équateur et de De la Rúa en Argentine. Une seconde chute d'un président en Équateur et maintenant en Bolivie commence à en faire un trait constitutif de la lutte de classes en Amérique latine, un symptôme de la crise structurelle des formes de domination poli-

tiques de la bourgeoisie en plein cœur du « back yard » états-unien [8]. À l'instar de cette nouvelle tendance sociale latino-américaine, il faut également souligner le caractère urbain et populaire du mouvement, ainsi que le début d'une intervention différenciée et indépendante de l'avant-garde ouvrière qui va de concert avec une lente re-composition de la subjectivité ouvrière dont témoigne notamment le rôle joué par les détachements mineurs de Huaniuni.

Il est inexact de dire, comme le fait hâtivement et de manière impressionniste Adolfo Gilly, que « *l'insurrection bolivienne, violente et victorieuse [?] est la première révolution du XXI^e siècle* [9] ». Ce qui est certain en revanche c'est que les journées d'octobre ouvrent une période révolutionnaire au développement non linéaire. On peut estimer, sans prévoir précisément les rythmes de son évolution, que la situation actuelle peut connaître une évolution comparable à celle suivie par la lutte de classes bolivienne après la défaite du Chaco, qui a abouti, après un processus en dents de scie, à la Révolution d'avril 1952.

COURTE CHRONIQUE

DE LA SECONDE GUERRE

DU GAZ

Après une « lune de miel » entre le mouvement populaire ayant renversé Sanchez de Losada et son successeur Carlos Mesa, garantie par la trêve sociale orchestrée en partie grâce au MAS et aux directions syndicales ouvrières et paysannes [10], la conflictivité sociale a repris rapidement le dessus et le nouveau président a été pris entre deux feux. Il a tenté de concilier « l'agenda d'octobre », c'est-à-dire la stratégie de réponse apparemment démocratique censée canaliser les reven-

dications populaires, et les exigences régionalistes croissantes de la bourgeoisie ultra-réactionnaire de Santa Cruz. En dépit du succès ponctuel qu'a représenté pour Mesa le référendum de juillet 2004 sur les hydrocarbures, le problème de fond n'a pas reçu de solution. Cela conduit à la situation de crise de gouvernabilité qui a débuté en mars 2005. Mesa a semblé s'en tirer habilement en faisant du chantage à la démission et en se posant en garant de l'unité du pays face à la menace de partition territoriale. Les événements de mars ont reflété en réalité l'absence de consensus au sein du bloc bourgeois et de sa béquille de gauche du MAS, et ont jeté les bases de l'insurrection de juin.

La Fédération des Comités de Quartiers (*Fejuve*) de El Alto [11] qui avait déjà été en octobre 2003 un des piliers du soulèvement et venait de mener peu auparavant un dur combat pour l'expulsion de Aguas de Illimani (AISA), filiale de Suez, s'est jointe dès le 23 mai au mouvement déclenché par le MAS comme une stratégie de pression orchestrée en vue de faire adopter son projet de loi sur les hydrocarbures. Rapidement cependant les revendications de la base se sont radicalisées, basculant notamment en faveur de la nationalisation pure et simple du secteur gazier et exigeant la démission de Mesa qui dix-huit mois auparavant avait été acclamé par le petit peuple de la banlieue de La Paz.

Le mouvement de protestation s'est alors étendu progressivement tandis que le Parlement s'est plongé dans une profonde paralysie due aux exigences des représentants de Santa Cruz et du bloc parlementaire MAS-MIP [12]. Le 2 juin, Parlement reporte sa prochaine session au 7 juin, mais le même jour Mesa tente de passer en force par décret. Le vide politique formel est patent. La Paz et les principales villes du

pays sont assiégées. Les prix flambent et la tension sociale est partout palpable. À El Alto, des brigades syndicales veillent à ce que tous les commerçants participent à la grève. Dans le transport, les jaunes sont fouettés par leurs collègues chauffeurs grévistes. Lors des manifestations quotidiennes sur La Paz, on s'en prend aux membres de la petite-bourgeoisie sortant des bureaux en costume et on exige qu'ils ôtent la cravate. Les manifestants affluent de tout le pays vers la capitale et La Paz est bientôt prise par les manifestants le 6 juin. La plus grande manifestation du pays depuis 1985 se conclut par une assemblée ouverte gigantesque (*un Cabildo*), Place San Francisco avant que ne commencent les affrontements autour de la Place Murillo, les dirigeants bureaucratiques de gauche s'étant contenté d'appeler à la constitution d'une Assemblée Populaire sans qu'aucune motion ne soit réellement adoptée.

Le président Carlos Mesa, refuse de proclamer l'état de siège. Il mise sur une transition constitutionnelle. Celle-ci a dû être menée dans l'urgence à la suite des démissions en chaîne des deux présidents des organes législatifs (Assemblée et Sénat), notamment de Vaca Díez. La transition a conduit à la présidence intérimaire le président de la Cour Suprême Eduardo Rodríguez, chargé d'organiser des élections anticipées. Mesa a démissionné le soir du 6 juin, mais les journées successives

ont eu un caractère insurrectionnel, travailleur et paysan réagissant à la provocation montée par Vaca Díez qui n'entend pas suivre la voie prescrite par Mesa.

Les affrontements se multiplient entre réaction et manifestants alors que l'armée reste en retrait, prête à intervenir et garantissant la sécurité des lieux politiques stratégiques. Le pays s'enfoncé dans une grève générale dans les faits, paralysé par une myriade de barricades et de points de blocage. En province, les paysans commencent à occuper les puits de pétrole, les stations de pompage et coupant les pipelines. Parallèlement, à El Alto, la question de la centralisation du contre-pouvoir diffus sur l'ensemble du territoire commence à être discutée au point de mener à la constitution du commandement politique des organisations à la gauche du MAS et à l'appel à la constitution d'une Assemblée Populaire Nationale et Originale (APNO) entre le 6 et le 8 juin [13].

Dans une ultime tentative de tenir tête au mouvement populaire, le Congrès se réunit à Sucre dans le but d'institutionnaliser l'arrivée au pouvoir de Vaca Díez, président du Sénat et représentant des grands propriétaires terriens de Santa Cruz. La bourgeoisie ne se sent pas prête cependant à aller à la guerre civile en dépit des exigences de la bourgeoisie latifondiaire des provinces amazoniennes. La succession de démissions entraîne l'arrivée au

pouvoir du substitut le plus « neutre », le juge Eduardo Rodríguez, qui est forcé de se borner à promettre l'organisation de nouvelles élections. Cela permet de détendre la situation sans pour autant démobiliser l'avant-garde de El Alto.

PARALLÉLISMES ET DISSEMBLANCES ENTRE OCTOBRE 2003 ET JUIN 2005

Comme en octobre 2003, la Bolivie a de nouveau traversé ce que Gramsci nomme les « moments du rapport de force politique », de manière plus dramatique encore [14]. « Le moment de la scission » tout d'abord, avec la division sociale et territoriale du pays entre deux camps se dessinant progressivement, celui de la révolution et de la réaction, le MAS et l'Église réussissant encore à agir dans un rôle de médiateurs afin de garantir la continuité institutionnelle et désamorcer au moins temporairement la crise. « Le moment de la politique », avec la tendance à l'unification populaire, c'est-à-dire ouvrière, paysanne et indigène forçant les directions situées à la gauche du MAS à gauchir leur discours à partir du 6 juin, et à appeler à la constitution de l'Assemblée Populaire, à partir de El Alto. « Le moment militaire », même si le niveau de violence des journées de juin n'a pas atteint les pics d'oc-

L'EXTENSION NATIONALE DE LA MOBILISATION

- 24 mai : 8 des 10 quartiers de El Alto sont complètement paralysés
- 31 mai : Plus de 30 points de barrage, notamment sur l'Altiplano. La Paz est encerclée, les descentes de manifestations sont quotidiennes
- 2 juin : 8 des 9 départements boliviens sont concernés par des barrages.
- 6 juin : 78 barrages dans tout le pays selon la police. Début des occupations des installations pétrolières en province (8)
- 7 juin : 108 barrages. Démission de Mesa
- 8 juin : 120 barrages. Première réunion en vue de former l'APNO à El Alto

tobre, la répression préventive fin mai et le 7 juin ainsi que la réponse populaire a permis d'entrevoir comment aurait pu évoluer la situation dans un climat de pré-guerre civile alors que la bourgeoisie de Santa Cruz et la Phalange Socialiste Bolivienne appelaient à la constitution de colonnes de Chemises Blanches afin d'enfoncer les barreaux paysans.

Par rapport à octobre, les événements des dernières semaines ont marqué un saut qualitatif dans l'état des rapports politiques entre les classes, comme en terme de subjectivité politique des classes subalternes et de certains secteurs ouvriers et salariés en particulier. Force est de souligner deux éléments décisifs, liés l'un à l'autre. Mesa est arrivé au pouvoir en octobre 2003 avec la recomposition de l'État bourgeois programme politique à l'aide d'un plan de « réponse démocratique » avec l'appui précieux du MAS. Par contre son successeur n'est qu'un président de transition qui hérite d'un système politique à l'agonie. D'autre part, l'intensité des trois semaines de lutte de classe, qui n'a pas mené à un affrontement direct avec les forces de répression, a permis une intense politisation de larges secteurs des exploités. Ceux-ci n'ont pas simplement commencé, comme en octobre 2003, à construire sans le savoir un pouvoir duel dispersé et atomisé sur les centaines de barricades et points de blocages à travers le pays. Ils ont également pris conscience de la nécessité de cristalliser ce contre-pouvoir duel naissant en des institutions propres, ce que montrent les discussions sur l'APNO, même si le dénouement hâtif de la succession constitutionnelle n'a pas permis à l'APNO de voir le jour et de s'enraciner.

À la différence des journées d'octobre 2003, qui ont été marquées par une grande spontanéité que les dirigeants

du MAS, notamment, ont mis du temps à canaliser, les événements de mai et juin 2005 ont été dirigés dès le début par les directions du mouvement populaire, les instances directionnelles intermédiaires se radicalisant politiquement avec le processus rendant nécessaire une réorientation permanente des appareils bureaucratiques afin de ne pas perdre pied. Le MAS est ainsi passé de la revendication d'une augmentation fixe des impôts sur les transnationales pétrolières de 50 % à demander leur nationalisation. Le dirigeant local du MAS, Abel Mamani, a oscillé sur cette ligne politique alors que depuis longtemps les dirigeants de base de El Alto exigeaient l'expulsion pure et simple des multinationales, la fermeture du Congrès et la démission de Mesa.

En juin aussi, la radicalisation politique a été d'autant plus forte que les manifestations ont été beaucoup plus massives et sont ostensiblement passées de la traditionnelle Place San Francisco à la Place Murillo, symbole du pouvoir politique du pays, ceinturée par la troupe. En ce sens également, alors que les parlementaires ont tenté d'investir Vaca Díez en déplaçant le Congrès à Sucre, c'est la mobilisation des mineurs des coopératives d'Oruro, la grève des travailleurs de l'aéroport et la paralysie de la ville occupée par les manifestants qui a empêché la bourgeoisie d'avoir recours au président du Congrès et de se replier sur la désignation de Eduardo Rodríguez.

Le niveau de violence n'a pas atteint celui d'octobre, l'armée ayant tiré des leçons de la fuite en avant répressive de Sanchez de Losada et craignant en partie qu'une réaction militaire n'en vienne à recréer en miniature le contexte révolutionnaire d'avril 1952 au cours duquel les forces armées furent démantelées par les milices ou-

vières. Un début d'armement populaire a été néanmoins visible, ce dont témoignent, exemple parmi d'autres, la colonne de 3 000 paysans d'Omasuyos armée de barres de fer, outils, fouets et frondes traditionnelles descendue sur La Paz le 6 juin, ou les 1 200 cartouches de dynamite saisies par l'armée le même jour, après la tenue du gigantesque *Cabildo* ouvert et le début des affrontements dans les environs de la Place Murillo.

En termes subjectifs, la situation a ainsi été infiniment supérieure à octobre. L'intervention ouvrière et salariée a été bien plus importante par le biais de la mobilisation non seulement de l'avant-garde des mineurs mais également des travailleurs du secteur de la santé (qui venaient peu de temps avant d'empêcher la nomination d'un ministre par une grève prolongée) ainsi que des instituteurs urbains et ruraux (en lutte depuis des semaines) ainsi que des lycéens de El Alto et des étudiants de l'Université Populaire de la même ville.

De manière très symptomatique, la réunion du 8 juin visant à la constitution de l'APNO a vu la participation du syndicat des travailleurs du pétrole de Senkhata, principal centre d'approvisionnement et de stockage de la capitale, en grève et occupant les installations depuis le début des événements. Les ouvriers ont proposé la constitution de commissions d'approvisionnement dirigées par un représentant de Fédération des Comités de Quartiers (la *Fejuve*) et un autre du syndicat, afin de répondre à la crise du combustible et d'imposer le contrôle ouvrier et populaire de la distribution. Cette action est symptomatique des changements subjectifs en cours, tout comme l'est l'occupation des puits et des pipelines par les paysans en province (occupation de la station de pompage de Sayari et fermeture du pipeline de Sica

Sica, etc.), parfois avec l'appui des travailleurs pétroliers salariés des entreprises impérialistes. Elle tend à montrer comment contre-pouvoir politique et économique vont de concert dans une tentative de sortir le pays de la crise. Elle exprime une avancée embryonnaire du salariat et les classe populaires dans cette voie.

L'immense ville de banlieue d'El Alto s'est de nouveau transformée en épiceutre et référent d'un mouvement qui s'est étendu à l'ensemble du pays. Cette fois-ci El Alto s'est réellement transformé en « quartier général de l'insurrection ». Pour la première fois, la discussion de la centralisation du contre-pouvoir populaire, ouvrier et paysan disséminé sur les points de contrôle et les barrages a dépassé le cadre étroit de l'avant-garde et a été discuté par les masses mobilisées. La gauche des directions bureaucratiques, sous la pression des directions intermédiaires, a dû prendre l'engagement d'organiser un commandement politique en vue de la constitution de l'Assemblée Populaire, Nationale et Originale (APNO) qui n'a pas pu cependant prendre corps réellement pour l'instant, mais qui reste inscrit à l'ordre du jour.

UNE IMPASSE QUI NE PEUT PAS DURER TRÈS LONGTEMPS...

Cette impasse ne peut pas durer très longtemps, la situation appelle l'aide politique des militants révolutionnaires partout

Comme le notait déjà le sociologue et mathématicien Alvaro García Linera après octobre 2003, de manière à justifier à l'époque son appui au gouvernement de Carlos Mesa, les deux Bolivie se retrouvent en situation de « *match nul [empate] catastrophique* » [15]. C'est à nouveau le cas après les journées de juin 2005, aucun des camps

n'ayant asséné à l'autre de coup décisif. La différence réside cependant en ce que la situation politique actuelle est beaucoup plus fluide et peut aboutir à la réouverture d'une crise révolutionnaire à court terme, sans que l'on ne puisse non plus exclure une tentative d'issue bonapartiste orchestrée par la bourgeoisie de Santa Cruz, avec l'appui des forces armées et de l'impérialisme, sous le regard impuissant et indirectement complice du centre et du MAS. Comme l'a souligné Vaca Díez avant de reculer d'un pas, « *la radicalité de l'extrême-gauche conduit à des régimes totalitaires* ». On ne peut pas non plus exclure une issue de nature front-populiste s'appuyant sur le parti de Eva Morales, même si la réaction de Santa Cruz semble actuellement l'exclure catégoriquement.

Telle est l'impasse politique à laquelle sont confrontés la bourgeoisie bolivienne et l'impérialisme. Elle a été analysée avec inquiétude le lendemain de la démission de Mesa par l'éditorialiste de *El País*, porte-voix social-démocrate des intérêts du groupe pétrolier espagnol Repsol en Amérique latine : « *alors que les pauvres attendent de l'Assemblée Constituante [une des revendications du mouvement] un modèle social et économique qui fasse justice à leur oppression historique, les grands propriétaires de Santa Cruz attendent leur [référendum sur l'autonomie] afin de contrôler avec le moins d'interférence possible de La Paz les ressources du sous-sol. Des aspirations aussi diamétralement opposées exigent la force d'un État aujourd'hui inexistant et une dose exceptionnelle de modération collective, laquelle brille par son absence en Bolivie* » [16].

Même si le « gouvernement tampon » formé à la hâte par Eduardo Rodríguez a réussi à détendre la situation, l'avant-garde bolivienne sort renforcée

de ce nouveau bras de fer, tant sur le plan organisationnel que subjectivement [17]. Elle a commencé à faire réellement son expérience, non seulement par rapport à la direction du MAS (qui a habilement su chevaucher, il faut le reconnaître, le mouvement tout en négociant en sous-main) mais également avec les autres directions bureaucratiques du mouvement populaire (COB, COR, Fejuve, etc.). Ces dernières ont gagné un certain prestige mais leur « radicalité tactique et myopie stratégique » et leur intégration partielle aux superstructures politiques (c'est le cas notamment de la COB qui ne représente plus que l'ombre de ce qu'elle était jusqu'au début des années 1980), jouent en faveur de l'avant-garde. Mais il faudrait qu'une direction révolutionnaire réussisse à tirer l'ensemble des leçons d'octobre 2003 et de juin 2005, forgeant non plus « *l'instrument politique des travailleurs* » préconisé par le dirigeant de la COB Jaime Solares [18], mais bien un « *instrument politique révolutionnaire des travailleurs* ». Aux côtés du mouvement de la jeunesse cobiste qui gagne en puissance, celui-ci serait le meilleur outil qui permette de lutter pour recréer l'Assemblée Populaire et instaurer un gouvernement ouvrier, paysan, indigène et populaire [19]. Afin de pouvoir contribuer avec ses modestes forces et avec d'autres, à la construction du parti révolutionnaire qui soit à la hauteur de l'héroïsme des masses boliviennes, la Ligue Ouvrière Révolutionnaire-Quatrième Internationaliste de Bolivie a besoin de tout le soutien des militants politiques révolutionnaires français et européens. Même s'il semble qu'à court terme le vent soit légèrement retombé, comme l'écrivait déjà Juan Capriles en 1936 dans un de ses poèmes les plus connus au titre symptomatique « *¿... ?* », grand ouvert sur les multiples futurs,

« *le malaise avance comme une froide rafale d'un vent de tempête* » [20].

Notes

1- « *Mais ma patrie/gémissait à quatre mille mètres au-dessus du niveau de la faim* », « Pido la palabra », poème de Eliodoro Aylón Terán, écrit en 1930.

2- Sur la révolution d'avril 1952, voir notamment SCALI Pierre (pseudonyme de Pierre BROUE), *La Révolution bolivienne (1952-1954)*, SPDL (supplément à La Vérité), Paris, 1954, « L'introduction » de CHESNAIS François et Catherine, in LORA Guillermo, *Bolivie, de la naissance du POR à l'Assemblée Populaire*, EDI, Paris, 1972, ainsi que le numéro consacré au sujet par *Revolutionary History* vol.4, n°3, « Bolivia. The revolution derailed ? The crisis of 1952 and the trotskyst movement », Londres, 1992.

3- Voir notamment sur ce strict aspect objectif GARCIA LINERA Alvaro, *Reproletarización. Nueva clase obrera y desarrollo del capital industrial en Bolivia (1952-1998)*, Muela del Diablo Editores, La Paz, 1999.

4- Au sujet des « transitions démocratiques », voir LIF Laura et CHINGO Juan, « Transiciones a la democracia. Un instrumento del imperialismo norteamericano para administrar el declive de su hegemonía », in *Estrategia Internacional* n°19, Buenos Aires, 2000, p. 19-31.

5- Voir à ce sujet MOLINA Eduardo, « Ecuador, Bolivia, Argentina. Lucha de masas y autoorganización », in *Estrategia Internacional* n° 17, Buenos Aires, 2000.

6- MARIATEGUI José Carlos, « Regionalismo y centralismo », in *Siete Ensayos de interpretación de la realidad peruana*, Ediciones Era, México, 1998, p. 175.

7- El Alto, la grande banlieue ouvrière et populaire de 800 000 habitants, se dresse au dessus de La Paz, à 4 200 mètres d'altitude,

contrôlant les accès routiers et aériens de la capitale politique du pays (un million d'habitants).

8- Comme le note le *New York Times* dans son édition du 10 juin, Mesa sera à son tour le « huitième président [démocratiquement élu ou constitutionnel] forcé à démissionner en Amérique latine depuis 2000 ».

9- GILLY Adolfo, « Bolivie, une révolution du XXI^e siècle ? », in *Contretemps* n° 10, Paris, mai 2004, p. 103.

10- Voir notamment MOLINA Eduardo, « El MAS boliviano socio del gobierno. Populismo versus marxismo en el Altiplano », in *Estrategia Internacional* n° 21, Buenos Aires, septembre 2004, p. 123-136.

11- La Fédération des Comités de Quartiers (*Federación de Juntas Vecinales*) de El Alto, dirigée par Abel Mamani, lié au MAS, est une institution populaire qui a progressivement cessé d'être un simple acteur de la gestion municipale et s'est transformée en un organe politique et organisationnel populaire qui a joué un rôle de premier plan, aux côtés de la Centrale Ouvrière Régionale (COR) de El Alto au cours des journées d'octobre. Elle organise les représentants des XXXX

12- Bloc parlementaire masiste et indigéniste.

13- Voir à ce sujet comment la presse bourgeoise bolivienne traite du sujet, notamment « Los cobistas empujan los Alteños a la sedición », in *La Razón*, La Paz, 10/06/05.

14- Voir GRAMSCI Antonio, « Analyse des situations. Rapports de force (treizième cahier) », in *Textes*, Éditions Sociales, Paris, 1983, p. 272-279, repris par MOLINA Eduardo, « Bolivia, con la rebelión en las venas », in *Lucha de Clases* n° 2-3, Buenos Aires, avril 2004, p. 77.

15- Cité par CACERES Sergio, « La encrucijada boliviana. La lucha por los hidrocarburos polariza el escenario social y político », in *El juguete rabioso edición internacional* n° 3,

Paris, mars-avril 2005.

16- « Editorial », *El País*, Madrid, 07/06/05.

17- Voir MOLINA Eduardo, « Notas para avanzar en un balance. Un gobierno tapón que no cierra la crisis ni crea ilusiones en las masas », 10/06/05, www.ft.org.ar

18- Jaime Solares, dirigeant de la COB, oscille entre un discours conciliateur (position adoptée à l'égard de Mesa d'octobre 2003 à début 2004) et une tactique aventuriste et pseudo-radical, visant également à faire pression sur le gouvernement en place en attendant que ne surgisse un « militaire patriote comme Chávez ».

19- C'est précisément ce que le POR Masas de Lora ne semble pouvoir incarner même s'il faut reconnaître le rôle important joué notamment par le syndicat des instituteurs pacégne dirigé par la poriste Wlima Plata qui a rejoint en tant que courant syndical et parti le combat de la LOR-CI pour l'APNO à partir du Cabildo du 6 juin.

Pour un bilan général du POR Masas depuis ses débuts, voir notamment le document de fondation de la LOR-CI, « Bolivia. Fundamentos para un programa cuartinternacionalista consiguiente. Lecciones estratégicas de 50 años de revolución y contrarrevolución », La Paz, août 1999.

Pour un bilan plus ponctuel du rôle et de la politique du POR Masas au cours des journées d'octobre 2003, voir FERREIRA Javo, « Polémica con la izquierda. El proceso revolucionario en Bolivia y el centrismo de origen trotskista », in *Revista de los Andes de teoría y política marxista* n°1, La Paz, automne (austral) 2004, p. 19-30.

20- La plupart des articles cités sont disponibles sur le site internet de la LOR-CI, le site latino-américain de la Fraction Trotskyste pour la Quatrième Internationale -organisation dont font partie nos camarades boliviens- (www.ft.org.ar) et certains sont traduits sur le site européens de la FTQI (www.ft-europa.org)

Pour la première fois en quatre ans les électeurs britanniques sont allés aux urnes le 5 mai 2005 afin de renouveler le parlement élu en 2001. Les résultats montrent que le Premier ministre Tony Blair voit sa majorité au parlement fortement réduite, le transformant ainsi en poids mort aux yeux du parti qu'il dirige.

Les élections législatives du 5 mai 2005 au Royaume-Uni : résultats et perspectives

LE CONTEXTE DES ÉLECTIONS DE 2005

Après 18 ans de règne conservateur, le parti travailliste avait été porté au pouvoir en 1997 avec une écrasante majorité parlementaire de 177 sièges par rapport aux autres partis. Les précédents scrutins législatifs étaient caractérisés par des déplacements de voix moyens d'environ 3 %, chiffre amplement suffisant pour provoquer un changement entre les deux principaux partis politiques par suite du type de scrutin uninominal majoritaire à un tour qui a cours en Grande-Bretagne. Au cours de l'élection de 1997 cependant, le déplacement des voix conservatrices en faveur du parti travailliste a atteint le chiffre sans précédent de 10 % au niveau national (dans certaines circonscriptions, les votes tactiques contre les conservateurs ont même provoqué des dépla-

cements de voix de 18 %). Les résultats ont largement été interprétés par les principaux médias comme une victoire de la « troisième voie » incarnée par le parti néotravailleiste (cette politique étant une combinaison alliant un néolibéralisme au niveau macroéconomique, un Etat-providence allégé et un autoritarisme social) et aussi comme un triomphe personnel pour son architecte, Tony Blair. En réalité, l'échelle de la victoire électorale indiquait un tremblement de terre électoral en faveur d'une rupture avec le thatchérisme, une volonté d'en finir avec lui et un vote de soutien à des politiques plus redistributives et plus égalitaires. Cette analyse a été confirmée par le fait que l'élection de 2001 a répété le même scénario que celui de 1997, les pertes travaillistes ne dépassant pas 10 % alors que les conservateurs ne gagnaient qu'un seul siège. Lorsque les dirigeants travaillistes les

plus loyalistes vantent leurs réalisations limitées, ils se réfèrent exclusivement aux avancées mises en œuvre lors du premier mandat du gouvernement Blair : instauration du salaire minimum, la clause sociale du Traité de Maastricht, la décentralisation et rien de plus. Après 2001, les supporters traditionnels du parti travailliste avaient encore moins de raisons de se réjouir. Le second mandat travailliste a été dominé par la privatisation partielle de la santé, de l'éducation et des transports publics, ainsi que par l'introduction de nouveaux frais de scolarité dans l'enseignement supérieur (alors que ce point était explicitement rejeté dans le programme travailliste de 2001) et enfin, le plus important, l'invasion de l'Irak. Bien que toutes ces mesures politiques aient engendré des révoltes conséquentes chez les députés de base travaillistes, aucun de ces mouvements ne s'est avéré assez puissant pour empêcher la mise en œuvre de ces mesures. Bien que 149 députés travaillistes aient voté contre la guerre en Irak, le gouvernement a réussi à l'emporter grâce à l'aide des députés conservateurs.

Depuis 2003, plus particulièrement, la période est caractérisée par une crise aiguë de représentativité. La popularité personnelle de Blair en particulier s'est effondrée par suite de son engagement dans l'invasion de l'Irak, mais le parti travailliste reste le parti qui a le plus grand nombre de députés opposés à la guerre. Les conservateurs ont pour leur part soutenu l'occupation, et les libéraux démocrates, qui avant 2005 se traînaient avec un groupe parlementaire de 52 membres, ont adopté une attitude équivoque, hostile au départ à l'intervention militaire, puis s'opposant ensuite au retrait des troupes. La tâche consistant à fournir une perspective politique qui représenterait la majori-

té anti-guerre a été assumée par les éléments du parti travailliste qui choisissent le leader : les militants de base, les syndicats affiliés au parti et les députés. Aucun d'entre eux n'était cependant prêt à relever le défi interne qui aurait remis en cause le leadership de Blair avant les élections. Gordon Brown, le ministre des finances, qui est généralement considéré comme le potentiel prochain Premier ministre, est resté fidèle au gouvernement de Blair pendant tout le conflit, même lorsque d'autres membres importants du gouvernement, comme l'ancien des ministres des affaires étrangères, Robin Cook, a démissionné. Lorsqu'on a posé la question à Gordon Brown de savoir si durant toute la préparation militaire de l'expédition il aurait géré le processus différemment (un processus où il a été prouvé que Blair a trompé le Parlement à plusieurs reprises), le ministre des finances a répondu : « Non ».

Les preuves de plus en plus nombreuses indiquant que Blair avait fixé un calendrier planifiant la guerre et a délibérément trompé le Parlement et l'opinion publique (à la fois sur le plan politique et sur celui de la légalité) ont achevé de transformer le Premier ministre en handicap majeur aux yeux des supporters du parti travailliste. C'est pour éviter cette animosité qu'il a annoncé que l'élection de 2005 serait sa dernière élection, qu'il remplirait cependant le mandat jusqu'au bout, réalisant le programme du parti travailliste de 2005, et qu'ensuite il renoncerait au titre de dirigeant du parti avant le prochain scrutin qui doit se dérouler au plus tard en 2010. De toute manière, cette annonce n'a eu aucun effet sur sa popularité en chute libre, et comme cela apparaît maintenant, a eu plutôt l'effet d'activer la crise finale. Très peu

de candidats travaillistes ont utilisé des photos ou des références à Tony Blair dans leur matériel électoral, et son statut de canard boiteux a été confirmé par les sondages d'opinion tout au long de la campagne, qui montraient tous que le parti travailliste aurait disposé d'une avance plus confortable sur tous les autres partis s'il avait eu un autre dirigeant. La campagne elle-même fut une affaire prévisible, avec un parti travailliste défendant son bilan économique, promettant au passage d'accroître les investissements privés dans le secteur public. Les conservateurs dirigés par Michael Howard ont fait une campagne centrée sur les personnes, traitant Blair de menteur, mais cet argument était considérablement affaibli par suite du soutien des conservateurs à l'occupation de l'Irak. Les conservateurs ont été incapables de formuler des critiques sérieuses des politiques mises en œuvre par les travaillistes dans le secteur public étant donné la grande similarité avec leurs propres positions. À la place de cela, Michael Howard a attisé les peurs d'instabilité sociale engendrées par une immigration prétendument incontrôlée et des demandeurs d'asile. Bien qu'aucun des deux principaux partis n'ait voulu que la question de l'Irak ne se transforme en un point central des élections, ce fut précisément ce point que les électeurs ont constamment invoqué pour expliquer leur désaffection du parti travailliste. Alors que les libéraux démocrates ont essayé de capitaliser politiquement sur cette question, ils en furent empêchés par le fait qu'ils n'apparaissaient pas comme un parti de gouvernement crédible, étant donné le caractère totalement déséquilibré du système électoral britannique. Étant donné l'absence de différences majeures entre les partis politiques sur la ques-

tion des fondamentaux économiques, une faible participation (en 2001, seulement 51 % des électeurs s'étaient déplacés aux urnes) était dès lors une certitude.

LES RÉSULTATS

Un total de 646 sièges ont été soumis à renouvellement lors de l'élection législative de 2005, 13 de moins qu'en 2001, conséquence directe du redécoupage administratif de l'Écosse. Le Parti Travailleur a obtenu 356 sièges, c'est-à-dire 47 de moins qu'en 2001, les Conservateurs en obtenant 197 (+33), et les Libéraux Démocrates 62, (+11). Le reste des sièges a été attribué à d'autres partis, ceux d'Irlande du Nord, Le Parti Nationaliste Écossais, le Plaid Cymru (les Nationalistes Gallois), deux indépendants et un siège pour *Respect*, le nouveau parti regroupant George Galloway, un député farouchement opposé à la guerre et expulsé du Parti Travailleur, avec le Socialist Workers Party, le plus important des groupements trotskistes de Grande-Bretagne. Les travaillistes dominent de 67 sièges tous les autres partis.

La répartition des voix présente cependant un tableau différent. Les travaillistes sont descendus de 42 % à 36 % des suffrages exprimés. C'est la majorité la plus faible à partir de laquelle il a été possible de former une majorité gouvernementale depuis 1832. En termes de suffrages, les travaillistes ont obtenu plus de voix en 1979 quand ils ont perdu face aux Conservateurs de Margaret Thatcher. Les voix conservatrices ont augmenté de moins d'un demi pour cent pour atteindre 33 %. Les Libéraux Démocrates sont passés de 18 à 22 %.

Le taux participation a été de 61 %, à peine plus élevé qu'en 2001, ce qui est le plus faible en Grande Bretagne

depuis l'élargissement du droit de vote. Et cela malgré une simplification des règlements visant à rendre plus facile le vote par correspondance, ce qui par ailleurs a suscité une réelle inquiétude devant la possibilité de fraude électorale et des difficultés éventuelles à mener efficacement les enquêtes en cas de litige. Une fois encore, la participation a été la plus faible parmi les jeunes électeurs.

Bien que les experts aient annoncé un glissement de 3 % des voix sur le Parti Conservateur à l'échelle nationale, ces élections ont produit une image complexe des régions, avec des glissements contre les Travaillistes plus manifestes dans le sud-est du pays, souvent au profit des Libéraux Démocrates, qui ont gagné la plupart de leurs nouveaux sièges aux dépens des députés travaillistes. Bien que les Libéraux Démocrates aient pris trois sièges aux Conservateurs, ils leur en ont cédé cinq. Théoriquement, cela pourrait être interprété comme un basculement de l'électorat vers la droite, mais tout porte à croire que les Libéraux Démocrates ont pris des sièges aux travaillistes sur les problèmes pour lesquels ils se trouvaient à la gauche des Travaillistes, à savoir la guerre en Iraq, la politique répressive du gouvernement à l'encontre des libertés, et la taxation des droits d'entrée à l'Université. Cinq des sièges gagnés par les Libéraux Démocrates, par exemple, l'ont été dans des circonscriptions comprenant un grand nombre d'étudiants. Pourtant, la multiplication par quatre des suffrages en faveur du Parti National Britannique, parti raciste, souligne à quel point les Travaillistes au pouvoir depuis huit ans ont peu œuvré en faveur des plus démunis et des exclus.

Ce résultat montre également que les députés appartenant à la « gauche dure » du Parti Travailleur, membres

du Groupe pour une Campagne Socialiste (Socialist Campaign Group), ont fait l'objet d'un rejet moins massif de la part des électeurs que les autres députés travaillistes ; les véritables phénomènes de rejet ont été observés à l'encontre des ministres blairistes notoires, dont certains ont même perdu leur siège. La plus grande défaite pour un supporter de Blair fut celle de Oona King dans l'est de Londres, au profit de George Galloway, sous la bannière de *Respect*, et cela malgré les 250 000 livres dépensées par les Travaillistes pour sa campagne au détriment d'autres sièges travaillistes considérés comme marginaux. *Respect* a réalisé un assez bon score dans quatre autres circonscriptions, dont une à Birmingham, où ils ont obtenu 10 000 voix. Toutes ces circonscriptions, en particulier celle de Galloway, avaient un taux très important d'électeurs musulmans. Dans la circonscription de Tony Blair à Sedgefield, dans le nord-est de l'Angleterre, le père d'un soldat britannique tué en Iraq obtient 4 000 voix en tant que candidat contre la guerre, dont la campagne a été menée par un ex-membre du Parti Travailleur d'extrême gauche.

Un autre aspect saillant de cette élection a été la bipolarisation des enjeux politiques en Irlande du Nord, avec d'un côté le Parti Unioniste Démocratique de Ian Paisley, le principal parti unioniste, qui demeure hostile à un processus de paix négocié avec le Sinn Féin, qui a quasiment tout raflé, en battant le leader du parti Unioniste d'Ulster, David Trimble dans la foulée. Le Sinn Féin, malgré son implication récente dans des affaires de meurtre en Irlande du Nord, a augmenté son nombre de sièges aux dépens des nationalistes modérés du SDLP. L'inclinaison à droite des Unionistes signifie que le processus de

paix est maintenant plus fragilisé que jamais

PERSPECTIVES

Globalement, les résultats semblent avoir produit, accidentellement ou intentionnellement, une situation que les électeurs appelaient de leurs vœux : d'après une enquête menée au commencement de la campagne électorale, les électeurs se sont révélés en faveur d'un gouvernement travailliste avec une majorité réduite, rendant possible le retour d'un contrôle accru du Parlement sur la politique du gouvernement, et permettant entre autres aux 40 députés travaillistes de l'aile gauche du parti d'exercer leur droit de veto de façon plus efficace pour faire obstacle aux mesures les plus impopulaires. Ces députés autrefois ostracisés et marginalisés sont déjà en butte aux questions des médias nationaux concernant leurs tactiques et prises de position à l'égard de la politique gouvernementale.

Malgré un gain d'une trentaine de sièges, ces résultats représentent pour les Conservateurs un troisième désastre consécutif. Leur leader, Michael Howard, a annoncé son intention de démissionner, précipitant ainsi la quatrième bataille pour la direction au parti Conservateur depuis 1997. Il faut cependant se méfier des interprétations hâtives qui annonceraient la fin du parti Conservateur ou même l'avènement d'un véritable système tripartite. Il n'en demeure pas moins que le parti Conservateur représente une certaine redondance dans la politique nationale depuis les huit dernières années, puisque sa ligne politique a été généralement suivie par le gouvernement Blair. Et tout porte à croire que cela va continuer.

Car bien que ces résultats ne puissent

être interprétés comme un simple glissement vers la droite, ils ont néanmoins été interprétés ainsi par Tony Blair, qui a annoncé le lendemain des élections qu'il avait « écouté » et compris la volonté de l'électorat « d'arranger » le système d'immigration et de s'attaquer aux comportements antisociaux, ce qui constituait les thèmes clés de la campagne conservatrice. Des décrets, déjà prêts à être soumis au Parlement, vont resserrer les contrôles aux frontières, créer de nouveaux délits ciblant principalement les jeunes, et imposer une coupe sombre dans les allocations longue maladie. Parmi les nouveaux ministres de Blair se trouvent deux individus qui avaient démissionné pour avoir fraudé le Parlement, un ancien député conservateur qui a généreusement contribué financièrement à la campagne travailliste, conseiller en politique de surcroît, considéré comme responsable des droits d'inscription universitaires et de la privatisation de l'école publique. Cette attitude de « *on prend les mêmes et on recommence* » a eu pour effet de susciter la colère et la révolte à tous les niveaux du Parti Travailliste. La redistribution du Cabinet de Blair a pris plus de temps que prévu, car certains ministres refusaient d'abandonner un ministère pour un autre, ce qui témoigne d'un esprit de défiance sans précédent de la part de membres du gouvernement envers leur Premier ministre. Tandis que les derniers bulletins de votes étaient en cours de dépouillement, des appels à la démission de Blair se faisaient entendre. Un chroniqueur d'habitude fidèle à Blair annonçait au lendemain des élections que les mauvais résultats de cette élection étaient dus à Blair et à lui seul, et qu'en conséquence il devrait donner sa démission avant les prochaines élections locales prévues

dans un an. Deux anciens membres du Cabinet, dont Robin Cook, sont passés à la télévision pour dire la même chose, ce qui indique peut-être le début d'une campagne non officielle organisée par les supporters de Gordon Brown.

Brown, qu'on ne pouvait distinguer de Blair au début des années 1990 dans son soutien au « Nouveau Parti Travailliste », n'a jamais caché son désir de devenir le chef de file du parti. Afin de se construire une base solide au sein du parti travailliste, Gordon Brown avait récemment insisté sur ses sympathies antérieures pour « l'ancien parti travailliste » et avait courtisé de nombreux dirigeants syndicaux, bien qu'étant l'architecte d'une politique néo-libérale favorable à la privatisation des services publics. Il est communément admis que Brown souhaiterait un arrangement avec Blair afin que celui-ci lui laisse la place à la tête du parti. La loyauté ostensible que Brown a démontrée envers Blair durant toute la campagne pourrait bien être un aspect de cet arrangement.

Pourtant, le processus semble échapper à tout contrôle. Dans les jours qui suivirent l'élection, des douzaines de députés étaient d'accord pour dire que Blair devrait partir « plutôt tôt que tard ». Quatre jours après les élections, un petit gauchiste inconnu annonça qu'il se présenterait si nécessaire comme candidat-prétexte, de manière à évaluer son soutien, même s'il n'avait aucune chance de gagner. Cette candidature tactique s'apparente à celle élaborée contre un autre Premier ministre qui s'éternisait, Margaret Thatcher, et qui aboutit à son renversement en 1989 par son propre parti.

Mais les règles bureaucratiques du parti travailliste rendent une telle tactique difficile à mener à bien. S'il n'y a

pas vacance du pouvoir, un candidat doit avoir le soutien de 20 % des députés travaillistes, en ce moment 71, juste pour pouvoir se présenter. L'élection est aux mains des députés travaillistes et des MEPs (?), membres des associations et des syndicats affiliés, chacune des composantes représentant un tiers du vote. Il est hautement improbable que quelqu'un d'autre que Gordon Brown n'en sorte vainqueur. L'extrême gauche parlementaire est peu nombreuse. La gauche dans les circonscriptions s'est peu à peu écartée du Parti. Dans les années 1980, ils assistaient par centaines aux réunions d'extrême gauche et alternatives lors du congrès annuel du Parti ; maintenant, un tiers des sections travaillistes locales n'y ont même pas mandaté un représentant. Sur le papier, les syndicats proposent des politiques qui ne peuvent être promues que par un candidat de gauche, à savoir l'opposition à l'intervention en Iraq, l'amélioration des retraites, la récupération par l'État du réseau de chemin de fer, la fin de la privatisation, l'abolition des droits d'entrées à l'Université et la sélection à l'École, l'investissement direct dans les logements sociaux, la défense des libertés civiles et le rétablissement intégral des droits syndicaux. Ces politiques, toutes entreprises par les Travaillistes de terrain mais continuellement ignorées par la

direction, ont été détaillées dans un pamphlet pré-électoral élaboré par le Comité de Représentation Travailliste, un courant ouvertement socialiste au sein du parti. Bien qu'il soit en accord avec leur ordre du jour, pas un seul syndicat n'était prêt à le faire circuler, à le distribuer pendant la campagne électorale. De la même manière, il est tout à fait improbable qu'un syndicat affilié soutienne un candidat autre que Brown malgré le fossé entre les aspirations des syndicats et l'étiquette néo-libérale de Brown.

Pourtant, la situation demeure exceptionnellement indécise. Le parti Travailliste se trouve devant une occasion à saisir, une occasion qu'il n'a pas eue depuis au moins 20 ans, à savoir celle de débattre et de se réorganiser. La tâche à accomplir pour la gauche est d'utiliser cet espace pour provoquer une discussion sur la politique générale, de manière à explorer la contradiction entre les besoins d'une grande majorité de salariés et l'ordre du jour limité de Brown et des dirigeants syndicaux, plutôt que de se livrer à une bataille de personnalités entre Blair et Brown. Pour atteindre cet objectif, le Comité de Représentation Travailliste prépare une conférence en juillet qui va adopter un programme politique alternatif comme point de départ d'une campagne à tous les niveaux du parti et des syndicats. Dans le même temps, Le Parti

Travailliste Contre La Guerre, qui a organisé le dernier meeting dissident au congrès Travailliste de 2004, devra maintenir sa pression sur le gouvernement, quel qu'en soit le leader, pour retirer les troupes d'Iraq et rompre avec la politique interventionniste des États-Unis envers les autres états « ennemis ».

Les députés de gauche auront un rôle crucial à jouer dans les mois à venir. S'ils combattent le programme réactionnaire du troisième mandat de Blair et préparent très tôt une candidature contre lui, il y a une réelle possibilité de remodeler le débat politique en mobilisant les rangs au sein du Parti et des syndicats, ramenant ainsi vers la vie politique les dizaines de milliers de gens qui s'étaient peu à peu éloignés par dégoût au cours des dix dernières années. Cependant, comme le montrent les expériences passées, on ne peut pas écarter un scénario suivant lequel ces mêmes députés se retireraient de la bataille au fur et à mesure que se dissiperait la tangibilité de la colère exprimée par le vote de leurs électeurs ; un moment historique à saisir serait dès lors perdu, et un changement de leader consensuel se produirait.

* Mike Phipps est membre du comité éditorial de Labour Left Briefing et membre dirigeant du Labour Representation Committee (Comité de Représentation Travailliste).

Younes Amrani et Stéphane Beaud (La Découverte)

Pays de malheur!

Un jeune de cité écrit à un sociologue

Ce livre est étonnant et espérons-le sera détonant. Sa lecture est passionnante. Il devrait provoquer des réflexions approfondies sur la vie d'un certain nombre de jeunes de cités d'origine maghrébine aujourd'hui en France, ce « pays de malheur » comme le nomme l'un d'eux. Ce livre n'aborde pas seulement la vie des jeunes de banlieue de parents immigrés, loin de là. Il est une plongée dans l'épaisseur de la société française et dans son évolution au cours des vingt dernières années. Ses institutions, ses clivages sociaux, sa vie politique, son racisme et ses hypocrisies, tout cela passe au crible de la réflexion de Younes Amrani au travers de ses échanges avec le sociologue Stéphane Beaud.

UN LIVRE DÉTONANT

La forme du livre est déjà totalement inédite puisqu'il s'agit d'une correspondance sous forme d'e-mail entre Younes Amrani, 28 ans, « emploi-jeune » dans une bibliothèque municipale de la banlieue lyonnaise et Stéphane Beaud, sociologue et enseignant à l'université de Nantes. Rappelons que Stéphane Beaud a publié en collaboration avec Michel Pialoux deux ou-

vrages fondamentaux sur les transformations qui ont affecté la classe ouvrière industrielle française depuis trente ans : *Retour sur la condition ouvrière* et *Violences urbaines, violence sociale* [1]. Il a également publié en 2002 un livre intitulé *80 % au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire* [2].

La lecture de ce livre a été un choc pour ce « jeune de cité » de parents marocains, ayant échoué en fac. Le 11 décembre 2002, il adresse au sociologue un mail commençant ainsi :

« Cher Monsieur

Je me permets de vous écrire pour vous remercier. J'ai terminé votre enquête 80 % au bac. C'est un livre qui m'a à la fois ému (j'ai souvent eu les larmes aux yeux) et mis en colère (contre moi-même). C'est incroyable à quel point les vies que vous avez décrites ressemblent à la mienne. » Stéphane Beaud va lui répondre et leur correspondance va se poursuivre jusqu'à la fin de l'année 2003. Elle constitue l'essentiel de la substance de ce livre.

Quand Younès Amrani se jette sur le clavier de son ordinateur à son travail dans les moments de creux, il écrit sur le vif et dans le vif. Il prévient très vite qu'il a « *tendance à être toujours très critique* ». Ses remarques sur sa

vie, son passé ou l'actualité politique sont souvent d'une lucidité fulgurante, pour ne pas dire foudroyante. Cela n'exclut en aucune manière une approche nuancée. Elle est stimulée par la reprise et l'approfondissement de certains sujets au fil des envois de messages constamment ponctués par les relances et les suggestions du sociologue. Nous n'évoquerons ici que quelques-uns de ces sujets.

Inutile de se demander si Younes a raison sur toutes les questions qu'il aborde : il a ses raisons qu'il faut toutes entendre et comprendre car elles sont le fruit à la fois d'une expérience vécue très dure et d'une réflexion incessante. À quoi il faut ajouter de multiples lectures sociologiques et historiques. Stéphane Beaud lui a écrit très tôt que la culture « *c'est une arme redoutable qui fait peur aux dominants* ». L'aventure de cette correspondance en porte témoignage et participe de cette ambition.

PARCOURS DU COMBATTANT À L'ÉCOLE, À L'ARMÉE ET DANS LE QUARTIER

Younes a eu un parcours scolaire sans difficultés majeures jusqu'en première. L'école primaire correspond aux jours heureux. Au collègue « *on était un peu « entre nous »* (entre Arabes). Au lycée, les choses se gâtent : « *on se rend compte que la concurrence est forte et qu'on fait pas le poids* » [par rapport aux Français]. Une mauvaise orientation et l'échec au bac vont tout faire basculer. La cassure du service militaire aggrave l'échec scolaire. « *C'est à l'armée que je suis parti de travers.* » Racisme, alcool, drogue, démoralisation. Il regarde passer la vie des autres sur un banc de son quartier. Le shit, « *ça bousille les relations entre potes : pour un joint on fait le ra-*

pace », « *ça démotive* ».

La pratique religieuse permet à certains de s'apaiser et de décrocher de la drogue. Younes est passé par là. Il est toujours croyant mais il pense que si l'islam est une démarche parfois utile à titre individuel, il n'offre aucune solution collective. Il réussit ensuite à obtenir son bac en candidature individuelle. Il « cale » en fac en deuxième année de DEUG d'histoire. D'où une blessure morale cuisante, accompagnée d'un fort sentiment de culpabilité de ne pas avoir su « *saisir sa chance* ». Quand ses parents sont méprisés et que soi-même on affronte trop de difficultés liées au stigmate d'être jeune « immigré » de banlieue, cela casse durablement l'énergie pour « *s'en sortir* ».

Younes aborde bien la complexité du rôle de la religion et des diverses formes de prosélytisme religieux. « *De plus, dans ce milieu de l'islam engagé, on trouve beaucoup de personnes issues de classes moyennes des pays du Maghreb, d'étudiants doctorants qui ont des positions politiques très conservatrices, beaucoup votent à droite.* » (page 50) Il est par ailleurs dégoûté par ces « *musulmans en carton* » qui font des courbettes devant Sarkozy.

LA VIE DE FAMILLE

Entre Younes et sa famille, il y a une grande mésentente dont les causes sociales émergent progressivement et douloureusement. Son père a été terriblement exploité comme mineur, puis comme Ouvrier Spécialisé avant d'être jeté au chômage, en préretraite. Peut-on aimer un père qui vous a battu maintes fois, qui a été gravement humilié comme ouvrier immigré et qui s'accroche d'autant plus désespérément aux traditions du bled ? Younes est le cinquième d'une famille de six enfants et le seul qui ait

choisi la nationalité française. Il ne supporte plus ce qu'il appelle « *les protocoles d'Arabes* », les fêtes religieuses et familiales, les conventions vestimentaires, la cuisine « *du pays* » et les ragots. Face aux difficultés, l'éducation traditionnelle s'avère incapable de rapprocher entre eux les parents et les frères et sœurs. « *L'un des grands problèmes, à mon sens, chez les familles maghrébines, c'est de ne jamais pouvoir parler en profondeur des problèmes quotidiens, à cause des tabous ou je ne sais quoi...* » Les valeurs traditionnelles et les tabous s'avèrent ensuite être un handicap dans les relations entre filles et garçons.

IMPASSES : LE CHOMAGE, LA PRISON, LA FOLIE, LA DROGUE

En retournant dans le quartier de sa jeunesse, Younes éprouve des sentiments ambivalents : à la fois de la nostalgie pour une époque où en dépit de tout, la drogue et l'ennui, des liens chaleureux existaient avec ses compagnons d'infortune ; et du dégoût pour un lieu où tout a continué de se dégrader. Les uns se suicident, dépriment, sombrent dans la folie ou croupissent en prison.

Il constate que les plus jeunes, dont son frère cadet, sont différents et déjà coupés de ceux de sa génération. « *Vers 21 h 00, y a eu une grosse embrouille avec un gamin qui était saoul (il doit avoir 22 ans) avec un ami de mon âge. C'était le bordel parce qu'après ça a dégénéré grave, et dans le quartier, tout le monde regardait sans rien dire. C'est la routine... Maintenant, y a trop de shit, trop d'alcool, plus de limite, c'est la merde pire qu'avant... Ça grouille de partout (je parle des gamins) et, pour ajouter à ça, je me suis fait contrôler par la police... Là, je crois que je vais bannir ce quar-*

tier et c'est dommage... Mais c'est trop insupportable... Les mecs sont dépités, les gamins flambent, les filles se prennent pour des starlettes... Et tout le monde est au chômage... » (page 175) « Et je ne crois pas que les gamins qui arrivent maintenant soient plus heureux, je pense qu'ils sont pas pires que nous, c'est l'environnement social qui est devenu pire : moins de travail qu'avant, mis à part les intérim, plus de recul, quand ils savent ce que certains d'entre nous ont vécu, ils doivent se dire "on est plus malins qu'eux, alors on fera pire" » (page 199)

LA VIE POLITIQUE ET LES MILITANTS

Younes s'est « toujours senti très à gauche, sûrement grâce à ma prof "coco" du collègue qui était une "pure et dure" ». Il est un passionné de politique qui lit *Libération*, *L'Humanité*, *Le Monde diplomatique*, *Pour lire Pas lu*. Sa révolte à l'égard du Parti socialiste est violente, récurrente, et évidemment parfaitement fondée pour quiconque a à l'esprit ce que furent les années Mitterrand et les années Jospin pour les habitants des banlieues populaires et comment leurs attentes ont été trahies. « *Le laboratoire expérimental de la société de ces vingt dernières années (merci, putains de socialistes !!) ferme et jette à la poubelle (ou en prison) ses cobayes malgré eux. Maintenant, on recommence.* » Avec la perception radicale du monde politique qu'il s'est forgé, il est logique que depuis son premier vote en 1995, Younes vote Lutte Ouvrière perçue comme une organisation intransigente (« je voulais voter pour les plus "dingues" ») et il vote blanc au deuxième tour y compris aux présidentielles de 2002 [3]. Il a un point de vue critique sur toutes les composantes politiques ou associatives

(« SOS Racisme, la LCR, « Ni Putes ni soumises », ATTAC, les « assocés de beurs », etc.). Il n'est attiré par aucune forme de militantisme. Il aspire à quelque chose « de réel, de concret », dépassant les partis et les associations. Lors du mouvement du printemps 2003 qui le laisse froid à son grand regret, il écrit : « *Je n'ai pas encore une culture assez forte de mobilisation sociale, j'ai été trop longtemps "exclu" de ce monde-là. Mais je pense que je vais m'y mettre.* »

Tous ses arguments méritent d'être examinés attentivement car ils mettent le doigt sur les griefs d'un jeune qui vit depuis sa naissance sur le versant le plus terrible, le plus humiliant et le plus décourageant de la réalité sociale. Ce qui l'amène à être hypersensible à toutes les formes de complaisance à l'égard des pouvoirs en place et particulièrement des médias. Il pourfend toutes les manifestations de démagogie ou d'angélisme, l'inutilité du travail social cache-misère. Il se plaît à critiquer les interventions de confort moral, pour apaiser sa mauvaise conscience. Il ne peut se satisfaire d'une approche étroite ou réductrice des injustices qui prolifèrent dans son environnement social. Le repli sur une vie de famille tranquille lui semblerait un reniement, la réussite individuelle loin de toute cette misère, une trahison.

QUESTION DE

« POSTURE » ?

La forme de ce livre amène à s'interroger sur le rôle de Stéphane Beaud qui selon Michel Samson dans *Le Monde* du 3 décembre 2004 ou Numa Murard dans *La Quinzaine littéraire* du 16 janvier 2005 aurait instauré une relation inégalitaire avec Younes Amrani. Chacun en jugera mais leurs reproches me semblent sans fonde-

ments. Un enseignant n'est pas un « dominant » à « posture désagréable » parce qu'il conseille des livres ou propose à son interlocuteur des thèmes de réflexion ! Les deux correspondants n'hésitent pas exprimer leurs désaccords avec l'autre, simplement, sans complaisance.

Comme toute relation duelle prolongée, celle-ci est à la fois intense et dangereuse. À mesure que Younes découvre et comprend les tenants et les aboutissants sociaux de son existence, il s'achemine vers une crise de conscience douloureuse qui ne manque pas d'éclater : « *Plus je m'ouvre et plus les contradictions me taraudent l'esprit, plus je m'ouvre et plus des sentiments que je ne connaissais pas m'habitent...* » (page 127) « *Les souvenirs m'attaquent en traître, mes projets me harcèlent et je n'ai plus de force...* » (page 192) Mais cela ne tourne jamais à la thérapie psychologique sauvage ni à la domination d'un « maître » à l'égard d'un « disciple » pour plusieurs raisons. Younes a une lucidité remarquable sur la transformation qui l'affecte et qu'il exprime souvent à la fois sur le mode de la colère et de l'humour ravageur (« *l'affolage* »). Il écrit dans son désarroi : « *Je voudrais aussi que vous sachiez que j'apprécie énormément votre soutien, même s'il est limité à l'écriture et spatialement... mais vous n'êtes pas mon père, ni mon grand frère... J'aurais aimé être fils de profs, aller dans un lycée de bourgeois, fréquenter les salles de concert et les bars branchés, et voter socialiste ou Vert pour me donner bonne conscience... Mais non, je suis fils d'esclaves ayant grandi dans la merde, entouré de personnes sans espoir, ni volonté (ou plutôt possibilité) de réussir... je terminerai par cette affirmation : "RIEN n'est fait pour nous..."* »

De son côté le chercheur fait preuve

d'esprit de responsabilité et de délicatesse. Sans être neutre, il ne sort pas de son domaine de compétence. Il ne cherche pas à en savoir plus que Younes ne peut ou n'a envie d'en dire, ce qui est une différence cruciale avec la pratique journalistique courante de l'interview. Le caractère fructueux et éclairant de l'échange n'est en rien unilatéral. Même si ses messages sont beaucoup plus courts que ceux de son interlocuteur, le sociologue découvre et apprend beaucoup, y compris sur des points où il pensait déjà en savoir long. Et puis la situation des quartiers ne cesse d'évoluer et de se dégrader. Il commente ainsi un message de Younes : « *Je vis trop sur des "terrains" de 1990-1995 où la crise n'était pas devenue si grave...* »

Il faut préciser que la relation par courrier électronique entre ce jeune et le sociologue a été complétée par des coups de fil, quelques rencontres personnelles et des entretiens enregistrés. Le rapport de confiance a été

possible entre les deux hommes parce que l'un et l'autre ont un socle commun, en dépit de leurs parcours et conditions sociales différentes : ils n'acceptent pas les injustices de cette société ni les discours hypocrites sur elles.

**TÉMOIGNER POUR
ÊTRE UTILE,
COMPRENDRE POUR AGIR**

Younes Amrani estime qu'il n'est « *le symbole de rien du tout* ». Il veut témoigner pour être utile, balayer les stéréotypes et les clichés sur les quartiers, sans rien cacher ni édulcorer. « *Il faut que les gens sachent que derrière ces jeunes qui foutent la merde, qui friment, qui s'exclut (ou qu'on exclut), il y a aussi des "cœurs", des "sentiments", des états d'âme...* » (page 132). « *Pourquoi tant de jeunes se sont démolis ? Pourquoi tant de familles se sont déchirées ? Pourquoi tant*

de vie sont bousillées ? [...] On nous parle d'intégration, de Nation, de République, de citoyenneté... Prouvez-moi alors que tout ceci a un sens... » Personne ne peut échapper à cette interpellation parmi celles et ceux qui veulent œuvrer à la transformation profonde, osons le mot, révolutionnaire de la société.

Younes ne se satisfait pas de seulement avancer dans la compréhension de son parcours, de celui de ses proches et de tous les jeunes qu'il a croisés : « *je me pose la question du comment intégrer la "révolte", la colère qui habite certains jeunes dans un mouvement social... vaste question...* » Très peu de gens ont à ce jour tenté d'esquisser une réponse. Pour avancer dans cette voie, il faut d'abord appréhender l'ampleur et la complexité des dégâts humains que la France impérialiste a provoqués sur plusieurs générations dans les quartiers populaires. Ce livre y aide incontestablement.

Notes

1- *Violences urbaines, violence sociale, Genèse des nouvelles classes dangereuses* vient d'être réédité en collection de poche Hachette littérature. À lire l'analyse d'Yves Bonin de cet ouvrage dans le n° 30 de *Carré rouge* (septembre 2004). *Retour sur la condition ouvrière* vient d'être réédité en collection 10/18 et a été analysé par François Chesnais dans le n° 13 de *Carré rouge* (février 2000).

2- 80 % au bac... et après ? a été réédité en octobre 2003 dans la collection La Découverte/Poche avec une postface de Stéphane Beaud.

3- Le 11 février 2002 Younes écrit : « *Hier j'ai vu Mots croisés avec le type de LO, ça a l'air d'un brave gars (mais faut se méfier des apparences), ce qui m'a fait délirer c'est la réaction hallucinante des deux chiens de garde de la social-démocratie que sont Henri Weber (je peux pas le saquer, celui-là...) et*

Mélenchon (idem): franchement vous auriez dû voir ça. » Sur le fond la réaction de Younes est très juste. Mais il fallait effectivement se méfier des apparences du dirigeant de LO, Robert Barcia. Bien qu'amplement informée, la journaliste de France 2, Arlette Chabot, ne lui avait pas posé au cours de cette émission la seule question susceptible de l'embarrasser et de lever un coin des apparences : pourquoi près de 10 % des militants de LO ont été exclus en mars 1997 ?

Attention :

Comment s'adresser
à *Carré rouge* ?

et
Abonnements

voir
le bulletin en
page 36

et consultez le site de
Carré rouge :

<http://carre-rouge.org>

et un certain nombre
de « liens » intéressants

Page 80

01

APRES LE 29 MAI

La rédaction de Carré rouge a décidé de consacrer un large dossier aux appréciations portées par les uns et les autres sur la nature du vote du 29 mai et la situation qui en découle. Toutes ces contributions sont versées à la discussion et appellent réponses, commentaires et réactions. Le n° 34 s'en fera l'écho.

On trouvera page 1 celle de Charles Jérémie, suivie, page 7, de celles d'Alain Séguret, page 13, de celle Manuel Rebuschi, page 17, de celle de Laurent Cavelier, page 23, de celle de François Chesnais, page 31 de celle d'Yves Bonin, page 37, de celle de Françoise Pinson, page 40, de celle de Jacky Assoun.

Page 27, un compte rendu de la réunion commune Carré rouge/A contre-courant et les Amis de l'émancipation sociale.

42

Christian Laval (page 42), Claude Serfati (page 50) et Alain Bihl (page 55) apportent des éclairages extrêmement précis et précieux à certains aspects du TCE ou de la situation actuelle : l'École, les politiques d'armement et la question de la Dette publique.

59

Interview de Beto Piannelli, membre du « corps des délégués du métro » de Buenos Aires (Argentine) par Jean Puyade

67

Bolivie : guerre pour le contrôle des ressources naturelles et radicalisation de la lutte des classes, *Ciro Tappeste*

75

Les élections législatives du 5 mai 2005 au Royaume-Uni : résultats et perspectives, *Mike Phibbs*

81

LECTURE

Pays de malheur ! par Younès Amrani et Stéphane Beaud,

Samuel Holder

Directeur de la publication :
Yves Bonin.

Rédacteur en chef :
François Chesnais.

Trésorière : Christiane Fourgeaud.

Pour toute correspondance,

écrire à *Carré rouge*,

Boîte postale 125

75463 Paris CEDEX 10

ISSN 0992-1710

Imprimerie : Les repreneurs

100 bis rue des Pyrénées

75020 Paris

Numéro de CPPAP : 0505 I 81717

Attention :

Comment s'adresser
à *Carré rouge* ?

et
Abonnements

voir
le bulletin en
page 36

et consultez le site de
Carré rouge :

<http://carre-rouge.org>

et un certain nombre
de « liens » intéressants

Page 80

01

APRES LE 29 MAI

La rédaction de Carré rouge a décidé de consacrer un large dossier aux appréciations portées par les uns et les autres sur la nature du vote du 29 mai et la situation qui en découle. Toutes ces contributions sont versées à la discussion et appellent réponses, commentaires et réactions. Le n° 34 s'en fera l'écho.

On trouvera page 1 celle de Charles Jérémie, suivie, page 7, de celles d'Alain Séguret, page 13, de celle Manuel Rebuschi, page 17, de celle de Laurent Cavelier, page 23, de celle de François Chesnais, page 31 de celle d'Yves Bonin, page 37, de celle de Françoise Pinson, page 40, de celle de Jacky Assoun.

Page 27, un compte rendu de la réunion commune Carré rouge/A contre-courant et les Amis de l'émancipation sociale.

42

Christian Laval (page 42), Claude Serfati (page 50) et Alain Bihl (page 55) apportent des éclairages extrêmement précis et précieux à certains aspects du TCE ou de la situation actuelle : l'École, les politiques d'armement et la question de la Dette publique.

59

Interview de Beto Piannelli, membre du « corps des délégués du métro » de Buenos Aires (Argentine) par Jean Puyade

67

Bolivie : guerre pour le contrôle des ressources naturelles et radicalisation de la lutte des classes, *Ciro Tappeste*

75

Les élections législatives du 5 mai 2005 au Royaume-Uni : résultats et perspectives, *Mike Phibbs*

81

LECTURE

Pays de malheur ! par Younès Amrani et Stéphane Beaud,

Samuel Holder

Directeur de la publication :
Yves Bonin.

Rédacteur en chef :
François Chesnais.

Trésorière : Christiane Fourgeaud.

Pour toute correspondance,

écrire à *Carré rouge*,

Boîte postale 125

75463 Paris CEDEX 10

ISSN 0992-1710

Imprimerie : Les repreneurs

100 bis rue des Pyrénées

75020 Paris

Numéro de CPPAP : 0505 I 81717